



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI. ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI. Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 17 novembre 1951

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, November 17th, 1951

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avvertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
29088 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
King's Printer.

Government House. Quebec, June 27th, 1940.
29088 — 1-52

Lettres patentes

A. Brault & Fils Ltée
A. Brault & Sons Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du treize septembre 1951, constituant en corporation: François Morel, J.-Alfred Ethier, avocats, et Rita Savaria, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de produits alimentaires, marchandises sèches, quincaillerie, sous le nom de "A. Brault & Fils Ltée" — A. Brault & Sons Ltd., avec un capital de \$40,000 divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Letters Patent

A. Brault & Fils Ltée
A. Brault & Sons Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the thirteenth day of September, 1951, incorporating: François Morel, J. Alfred Ethier, advocates, and Rita Savaria, secretary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of foodstuffs, dry-goods, hardware, under the name of "A. Brault & Fils Ltée" — "A. Brault & Sons Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 4,000 shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize septembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31432-o L. DÉSILETS.

Dockie Mining Corporation
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatre octobre 1951, constituant en corporation: Lucien Fontaine, Paul-Émile Lévesque et Gisèle Lepage, commis, tous de Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi, pour les objets suivants:

Faire des recherches et des explorations pour découvrir des mines et des minerais;

Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque manière que ce soit le sol, la terre, les roches et les pierres dans le but d'en extraire des minerais quelconques, donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; et les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "Dockie Mining Corporation" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital de \$4,500,000 divisé en 4,500,000 d'actions de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre octobre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31432 L. DÉSILETS.

Dubé Construction Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du treize septembre 1951, constituant en corporation: Robert Lafleur, C.R., Marcelle Flamand, sténographe, tous deux de la cité d'Outremont, et Jean-Paul Ste-Marie, avocat, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme contracteurs généraux en construction, sous le nom de "Dubé Construction Limitée", avec un capital de \$5,000 divisé en 50 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize septembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31432-o L. DÉSILETS.

F.-X. Gauthier Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la Province de Québec, des lettres patentes, en date du quatre octobre 1951, constituant en corporation: F.-Xavier Gauthier, Romé Gauthier, et Léon Gauthier, constructeurs, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of September, 1951.

L. DÉSILETS,
31432 Deputy Attorney General.

Dockie Mining Corporation
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of October, 1951, incorporating: Lucien Fontaine, Paul-Émile Lévesque, and Gisèle Lepage, clerks, all of Val d'Or, Judicial District of Abitibi, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may for the purposes of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Dockie Mining Corporation", (No Personal Liability), with a capital stock of \$4,500,000 divided into 4,500,000 shares of \$1. each.

The shareholders shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the Company will be at Val d'Or, in the Judicial District of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of October, 1951.

L. DÉSILETS,
31432-o Deputy Attorney General.

Dubé Construction Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor, of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the thirteenth day of September, 1951, incorporating: Robert Lafleur, K.C., Marcelle Flamand, stenographer, both of the City of Outremont, and Jean-Paul Ste-Marie, advocate, of the City of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To act as general building contractors, under the name of "Dubé Construction Limitée", with a capital stock of \$5,000 divided into 50 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of September, 1951.

L. DÉSILETS,
31432 Deputy Attorney General.

F.-X. Gauthier Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of October, 1951, incorporating: F.-Xavier Gauthier, Romé Gauthier and Léon Gauthier, builders, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

Agir comme entrepreneur en construction sous le nom de "F.-X. Gauthier Limitée", avec un capital de \$50,000 divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre octobre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31432-o L. DÉSILETS.

J. W. Bélisle & Fils Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sept septembre 1951, constituant en corporation: Michael Garber, avocat et Conseil en Loi du Roi, de Westmount, Jacob Harold Blumenstein, avocat, et Irène Rubin, secrétaire, tous deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et le négoce de marchandises sèches, nouveautés, accessoires vestimentaires, menus objets, sous le nom de "J. W. Belisle & Fils Inc.", avec un capital de \$50,000 divisé en 500 actions ordinaires de \$50 chacune et 500 actions privilégiées de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept septembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31432 L. DÉSILETS.

L'Amicale des Anciens élèves du Collège De Ste-Anne-de-la-Pocatière

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du vingt-quatre septembre 1951, constituant en corporation sans capital-actions: Mgr Alphonse Fortin, P.D., supérieur, de Ste-Anne-de-la-Pocatière, district judiciaire de Kamouraska, Thomas Tremblay, juge de la Cour des Sessions de la paix, et Me Benoît Pelletier, C.R., ces deux derniers des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Perpétuer les relations formées au collège de Ste-Anne-de-la-Pocatière, sous le nom de "L'Amicale des Anciens élèves du Collège de Ste-Anne-de-la-Pocatière".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$500,000.

Le siège social de la corporation sera à Sainte-Anne-de-la-Pocatière, district judiciaire de Kamouraska.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre septembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31432-o L. DÉSILETS.

Madeleine Lumber Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du treize septembre 1951, constituant en corpo-

To act as building contractor, under the name of "F.-X. Gauthier Limitée", with a capital stock of \$50,000 divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of October, 1951.

L. DÉSILETS,
31432 Deputy Attorney General.

J. W. Bélisle & Fils Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of September, 1951, incorporating: Michael Garber, advocate and King's Counsel, of Westmount, Jacob Harold Blumenstein, advocate and Irène Rubin, secretary, both of the City of Montreal, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To trade and deal in dry goods, novelties, wearing apparel, small wares, under the name of "J. W. Belisle & Fils Inc.", with a capital stock of \$50,000, divided into 500 common shares of \$50, each, and 500 preferred shares of \$50, each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of September, 1951.

L. DÉSILETS,
31432-o Deputy Attorney General.

L'Amicale des Anciens élèves du Collège De Ste-Anne-de-la-Pocatière

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-fourth day of September, 1951, to incorporate as a corporation, without share capital: Mgr Alphonse Fortin, P.D., Superior, of Ste-Anne-de-la-Pocatière, judicial district of Kamouraska, Thomas Tremblay, Justice of the Court Sessions of the Peace, and Me Benoît Pelletier, K.C., the latter two of the City and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To perpetuate the bonds of fellowship formed while at the Ste-Anne-de-la-Pocatière College, under the name of "L'Amicale des Anciens élèves du Collège de Ste-Anne-de-la-Pocatière".

The amount to which the immovable property which the corporation may hold is to be limited is \$500,000.

The head office of the Corporation will be at Ste-Anne-de-la-Pocatière, judicial district of Kamouraska.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of September, 1951.

L. DÉSILETS,
31432 Deputy Attorney General.

Madeleine Lumber Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the thirteenth day of September, 1951, incorporating: J. Philippe

ration: J.-Philippe Gagnon, industriel, François Tardif, mesureur, et Georges-Alexandre Lebel, notaire, tous de Matane, district judiciaire de Rimouski, pour les objets suivants:

Faire le commerce de bois et de tous les sous-produits de bois, sous le nom de "Madeleine Lumber Limited", avec un capital de \$10,000 divisé en 100 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Madeleine, district judiciaire de Gaspé.

Daté du bureau du Procureur général, le treize septembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31432-o L. DÉSILETS.

Gagnon, industrialist, François Tardif, culler, and Georges Alexandre Lebel, notary, all of Matane, judicial district of Rimouski, for the following purposes:

To deal in lumber and in all the by-products thereof, under the name of "Madeleine Lumber Limited", with a capital stock of \$10,000, divided into 100 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Madeleine, judicial district of Gaspé.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of September, 1951.

L. DÉSILETS,
31432 Deputy Attorney General.

Marquise Specialties Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du huit septembre 1951, constituant en corporation: Eli Michael Berger, avocat, Pearl Auerbach et Rhoda Cohen, secrétaires, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de toutes sortes de tissus pour habillement et accessoires, marchandises de nouveauté, marchandises sèches, sous le nom de "Marquise Specialties Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune, et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit septembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31432 L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the eighth day of September, 1951, incorporating: Eli Michael Berger, advocate, Pearl Auerbach, and Rhoda Cohen, secretaries, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of clothing material and accessories, novelty goods, dry goods, under the name of "Marquise Specialties Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of the par value of \$100 each, and 300 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of September, 1951.

L. DÉSILETS,
31432-o Deputy Attorney General.

Picadilly Chocolate Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix septembre 1951, constituant en corporation: Jean-Guy Sauvé, industriel, Aza Shaar, vendeur, et André Bégat, artisan, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de confiserie et de ses sous-produits et de produits laitiers, sous le nom de "Picadilly Chocolate Ltd.", avec un capital de \$150,000 divisé en 125 actions ordinaires de \$1,000 chacune et en 25 actions privilégiées de \$1,000 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix septembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31432-o L. DÉSILETS.

Picadilly Chocolate Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of September, 1951, incorporating Jean-Guy Sauvé, industrialist, Aza Shear, salesman, and André Bégat, artisan, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in confectionery and the by-products thereof, and in dairy-products, under the name of "Picadilly Chocolate Ltd.", with a capital stock of \$150,000, divided into 125 common shares of \$1,000 each and 25 preferred shares of \$1,000 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of September, 1951.

L. DÉSILETS,
31432 Deputy Attorney General.

R. L. Metal Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du douze septembre 1951, constituant en corporation: Levis-Wilfrid Larose, gérant, de Montréal-

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twelfth day of September, 1951, incorporating: Levis Wilfrid Larose, manager, of Montreal-North, François

R. L. Metal Ltd.

Nord, François Morel, avocat, et Rita Savaria, secrétaire, tous deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, acheter, vendre tous objets en métal ou dans la composition desquels entre du métal, sous le nom de "R. L. Metal Ltd.", avec un capital de \$25,000 divisé en 2,500 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ville St-Michel, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze septembre 1951.

L'Assistant-procureur général,

31432-o

L. DÉSILETS.

Morel, advocate, and Rita Savaria, secretary, both of the city of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, purchase, sell any metal objects or any objects in the composition whereof of metal may enter, under the name of "R. L. Metal Ltd.", with a capital stock of \$25,000, divided into 2,500 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at "Ville St-Michel", judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of September, 1951.

L. DÉSILETS.

Deputy Attorney General.

Roymont Mines Limited (Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du vingt septembre 1951, constituant en corporation: Ernest William Mockridge, gérant, Clifford Georges Meek, Charles Eric Humphrey, Guy Ambrose Miller, teneurs de livres et Cecil Bruce Cooke, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minerais;

Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque manière que ce soit, le sol, la terre, les roches et les pierres dans le but d'en extraire des minerais quelconques, donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; et les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "Roymont Mines Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital de \$3,000,000 divisé en 3,000,000 d'actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept septembre 1951.

L'Assistant-procureur général,

31432

L. DÉSILETS.

Roymont Mines Limited (No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twentieth day of September, 1951, incorporating: Ernest William Mockridge, manager, Clifford George Meek, Charles Eric Humphrey, Guy Ambrose Miller, bookkeepers, and Cecil Bruce Cooke, secretary, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stone may for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever, and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Roymont Mines Limited" (No Personal Liability), with a capital stock of \$3,000,000 divided into 3,000,000 shares of \$1. each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of September, 1951.

L. DÉSILETS.

31432-o

Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

A. G. Létourneau Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2 de ladite loi, S.R.Q. 1941, chap. 276, des lettres patentes supplémentaires, en date du 11 octobre 1951, à la compagnie "A. G. Létourneau Ltée", ratifiant son règlement N° 4 modifiant les dispositions des lettres patentes de cette compagnie, concernant les droits et restrictions attachés aux actions privilégiées.

Daté du bureau du Procureur général, le 11 octobre 1951.

L'Assistant-procureur général,

31432-o

L. DÉSILETS.

Supplementary Letters Patent

A. G. Létourneau Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the eleventh day of October, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chap. 276, to the company "A. G. Létourneau Ltée", ratifying its By-law No. 4, amending the provisions of the letters patent of this company, respecting the rights and restrictions attaching to the preferred shares.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of October, 1951.

L. DÉSILETS.

31432

Deputy Attorney General.

Clermont Motor Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2 de ladite loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires, en date du 24 octobre 1951, à la compagnie "Clermont Motor Limited", ratifiant son règlement N° 2 augmentant de \$149,900 à \$1,149,900 le capital autorisé de ladite compagnie, par la création de 10,000 actions privilégiées de \$100 chacune, comportant les droits, restrictions et privilèges énoncés dans ledit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 24 octobre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31432-o L. DÉSILETS.

Clermont Motor Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-fourth day of October, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q., 1941, chapter 276, to the company "Clermont Motor Limited", ratifying its By-law No. 2 increasing from \$149,900 to \$1,149,900 the authorized capital of the said company, by the creation of 10,000 preferred shares of \$100 each, subject to the rights, restrictions and privileges enumerated in the said by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of October, 1951.

L. DÉSILETS,
31432 Deputy Attorney General.

Dynamax Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 12 octobre 1951, à la compagnie "Dynamax Limited", ratifiant: 1°) son règlement spécial "A" portant son capital-actions de \$20,000 à \$200,000, par la création de 18,000 actions ordinaires additionnelles de \$10 chacune; 2°) son règlement spécial "B" convertissant 923 actions ordinaires de \$10 chacune en 923 actions privilégiées de \$10 chacune, sujettes aux droits et restrictions indiqués audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 12 octobre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31432-o L. DÉSILETS.

Dynamax Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twelfth day of October, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Dynamax Limited", ratifying: 1) its special By-law "A" increasing its capital stock from \$20,000 to \$200,000, by the creation of 18,000 additional common shares of \$10 each; 2) its special By-law "B" converting 923 common shares of \$10 each into 923 preferred shares of \$10 each, subject to the rights and restrictions indicated in the said by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of October, 1951.

L. DÉSILETS,
31432 Deputy Attorney General.

Hotel des Monts Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie des Lois de la compagnie de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2 de ladite Loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 17 octobre 1951, à la compagnie "Hotel des Monts Inc.", ratifiant un règlement 1°) convertissant les 5,000 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair, constituant le capital autorisé de la compagnie, en 2,500 actions ordinaires de \$10 chacune; 2°) augmentant ledit capital autorisé de \$25,000 à \$100,000 par la création de 2,500 actions ordinaires additionnelles de \$10 chacune et 1,000 actions privilégiées de \$50 chacune, sujettes aux droits et restrictions mentionnés audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 17 octobre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31432 L. DÉSILETS.

Hotel des Monts Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 17th day of October, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, to the company "Hotel des Monts Inc.", ratifying a by-law 1) converting the 5,000 common shares without nominal or par value constituting the authorized capital stock of the company, into 2,500 common shares of \$10 each; 2) increasing such authorized capital stock from \$25,000 to \$100,000, by the creation of 2,500 additional common shares of \$10 each and 1,000 preferred shares of \$50 each, subject to the rights and restrictions mentioned in the said by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this 17th day of October, 1951.

L. DÉSILETS,
31432-o Deputy Attorney General.

Joan Richards Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 16 octobre 1951 à la compagnie "Joan Richards Inc.", ratifiant son règlement N° 30, augmentant son capital de \$20,000 à \$70,000 par la création de 5,000 actions privilégiées.

Joan Richards Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 16th day of October, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Joan Richards Inc.", ratifying its By-Law No. 30 increasing its capital stock from \$20,000 to \$70,000, by the creation of 5,000 preferred shares.

giées de \$10 chacune, comprenant les droits, restrictions et privilèges énoncés audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 16 octobre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31432 L. DÉSILETS.

Jos. T. Beaudoin Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2 de ladite loi, S.R.Q. 1941, chap. 276, des lettres patentes supplémentaires, en date du 25 octobre 1951, à la compagnie "Thetford Bag Co. Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 21 septembre 1948, changeant son nom en celui de "Jos. T. Beaudoin Ltée".

Daté du bureau du Procureur général, le 25 octobre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31432-o L. DÉSILETS.

Millen & Frère Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2 de ladite loi, S.R.Q. 1941, chap. 276, des lettres patentes supplémentaires, en date du 3 octobre 1951, à la compagnie "Millen & Frère Inc.", ratifiant son règlement N° 55 portant son capital-actions de \$100,000 à \$200,000, par la création de 1,000 actions privilégiées additionnelles de \$100 chacune, sujettes aux droits et restrictions indiqués audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 3 octobre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31432-o L. DÉSILETS.

Rolland, Lafaille & Morin Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2 de ladite loi, S.R.Q. 1941, chap. 276, des lettres patentes supplémentaires, en date du 25 octobre 1951, à la compagnie "Rolland & Lafaille, Inc.", constituée en corporation par lettres patentes du 31 mars 1951, ratifiant son règlement N° 31: 1°) subdivisant 60 actions ordinaires de \$100 chacune en 300 actions ordinaires de \$20 chacune; 2°) changeant son nom en celui de "Rolland, Lafaille & Morin Inc."; 3°) modifiant certaines dispositions des lettres patentes de ladite compagnie.

Daté du bureau du Procureur général, le 25 octobre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31432-o L. DÉSILETS.

Union Jobbers Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2 de ladite Loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 5 octobre 1951, à la compagnie "Union Jobbers Co. Ltd.",

of \$10 each, comprising the rights, restrictions and privileges set forth in such by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this 16th day of October, 1951.

L. DÉSILETS,
31432-o Deputy Attorney General.

Jos. T. Beaudoin Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the twenty-fifth day of October, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, of the said Act, R.S.Q. 1941, chap. 276, to the company "Thetford Bag Co. Ltd." incorporated by letters patent dated September 21, 1948, changing its name into that of "Jos. T. Beaudoin Ltée".

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of October, 1951.

L. DÉSILETS,
31432 Deputy Attorney General.

Millen & Frère Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the third day of October, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, Chap. 276, to the company "Millen & Frère Inc." ratifying its By-law No. 55, increasing its capital stock from \$100,000 to \$200,000 by the creation of 1,000 additional preferred shares of \$100 each, subject to the rights and restrictions indicated in the said by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of October, 1951.

L. DÉSILETS,
31432 Deputy Attorney General.

Rolland, Lafaille & Morin Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-fifth day of October, 1941, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1951, chapter 276, to the company "Rolland & Lafaille, Inc.", incorporated by letters patent dated the 31st of March 1951, ratifying its By-Law No. 31: 1) subdividing 60 common shares of \$100 each into 300 common shares of \$10 each; 2) changing its name to that of "Rolland, Lafaille & Morin Inc."; 3) amending certain provisions of the letters patent of the said company.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of October, 1951.

L. DÉSILETS,
31432 Deputy Attorney General.

Union Jobbers Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 5th day of October, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, to the company "Union Jobbers Co. Ltd.", ratifying its

ratifiant son règlement "23", augmentant son capital autorisé de \$20,000 à \$40,000, par la création de 200 actions privilégiées de \$100 chacune, comprenant les droits, restrictions et privilèges énoncés au susdit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 5 octobre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31432 L. DÉSILETS.

W. & F. P. Currie Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2 de ladite Loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 18 octobre 1951, à la compagnie "W. & F. P. Currie Limited", ratifiant: 1° son règlement N° 26, modifiant les droits et restrictions attachés aux actions privilégiées existantes; 2° son règlement N° 27, augmentant le capital de la compagnie par la création de 500,000 actions privilégiées catégorie B de \$1 chacune, sujettes aux droits et restrictions indiqués audit règlement et déclarant que la compagnie continuera ses opérations avec la somme de \$67,200.

Daté du bureau du Procureur général, le 18 octobre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31432 L. DÉSILETS.

By-Law "23" increasing its authorized capital from \$20,000 to \$40,000, by the creation of 200 preferred shares of \$100 each, comprising the rights, restrictions and privileges set forth in the aforesaid by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this 5th day of October, 1951.

L. DÉSILETS,
31432-o Deputy Attorney General.

W. & F. P. Currie Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 18th day of October, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, to the company "W. & F. P. Currie Limited", ratifying: 1) its By-Law No 26 modifying the rights and restrictions attaching to the existing preferred shares; 2.) its By-Law No. 27 increasing the company's capital stock by the creation of 500,000 Class B preferred shares of \$1 each, subject to the rights and restrictions set forth in the said by-law, and declaring that the company will continue its operations with the sum of \$67,200.

Dated at the office of the Attorney General, this 18th day of October, 1951.

L. DÉSILETS,
31432-o Deputy Attorney General.

Demandes à la Législature

VILLE DE LAUZON

Avis est par les présentes donné par la Ville de Lauzon, qu'elle s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa Charte, aux fins suivantes et autres fins accessoires:

1° Changez le nom de la ville en celui de "La Cité de Lauzon";

2° Fixer un indemnité pour frais de représentation au maire et aux échevins et pourvoir au remboursements de leurs justes dépenses de voyage autorisées par le Conseil dans l'intérêt de la cité;

3° Autoriser la formation d'une Commission sportive et d'une Commission d'urbanisme;

4° Dresser la liste des électeurs rue par rue, en suivant l'ordre des numéros de rue ou des numéros de cadastre de chaque rang, et non alphabétiquement;

5° Changer les heures de votation pour les élections municipales;

6° Modifier la procédure dans le cas de l'approbation d'un règlement en nombre et en valeur;

7° Modifier ou remplacer les règlements de construction et de zonage existant actuellement sans autre formalité que l'approbation du Conseil Municipal et du Ministre des Affaires Municipales;

8° Réglementer la construction;

9° Prohiber ou restreindre l'érection d'affiches tant sur la propriété privée que publique;

10° Ordonner l'expropriation de tous lieux d'habitation reconnus insalubres et déclarés par l'autorité sanitaire municipale impropres à l'habitation humaine;

Applications to Legislature

TOWN OF LAUZON

Notice is hereby given by the Town of Lauzon, that it will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for amendments to its charter, for the following and other accessory purposes:

1. To change the name of the town into that of "The City of Lauzon";

2. To fix an indemnity for cost of representation of the mayor and aldermen and reimburse them for their rightful expenses for trips authorized by the Council in the interest of the city;

3. To authorize the formation of a Sports Commission and a Town-Planning Commission;

4. To compile the list of electors, street by street, according to the street numbers or the cadastral numbers of each range, and not alphabetically;

5. To change the polling hours for the municipal elections;

6. To modify the procedure in the case of the approval of a by-law in number and in value;

7. To amend or replace the actually existing building and zoning regulations without any other formality than the approval of the Municipal Council and the Minister of Municipal Affairs;

8. To regulate building;

9. To prohibit or restrict the erecting of signs whether on private or public property;

10. To order the expropriation of dwelling places which are known to be unsanitary and which have been declared by the municipal Health authority as unfit for human habitation;

11° Pourvoir à l'enlèvement des vidanges et imposer une taxe pour en défrayer le coût;

12° Prescrire que la construction et l'entretien des conduites privées et leur raccordement avec les conduites publiques devront se faire aux frais du propriétaire moyennant un dépôt au préalable d'une somme suffisante pour pourvoir à leur coût et à celui de réfection de la rue et du trottoir; le coût des dits travaux constituant une créance privilégiée contre la propriété au même rang que la taxe foncière;

13° Obliger les propriétaires à soumettre tout plan de subdivision comportant l'ouverture de nouvelles rues à l'approbation du Conseil et prohiber ces subdivisions lorsqu'elles ne coïncident pas avec le plan général de la cité;

14° Réglementer et interrompre la circulation dans les rues de la Cité dans certains cas;

15° Obliger les compagnies de téléphone, télégraphe et pouvoir à déposer au bureau de la cité un plan en triplicata de tous les détails de construction pour les travaux à être effectués dans les rues, ruelles et parcs de la cité;

16° Limiter le nombre des permis et imposer des taxes sur les autos-taxis;

17° Autoriser la perception des amendes sur billets d'assignation dans le cas d'infraction aux règlements de la circulation;

18° Imposer une taxe sur les véhicules automobiles employés à la livraison d'effets ou marchandises dans la cité;

19° Réglementer, limiter ou interdire l'exploitation des restaurants, buffets ou comptoirs ambulants;

20° Ordonner la fermeture durant certaines heures de certains établissements commerciaux.

21° Permettre aux employés de la cité de pénétrer sur toute propriété privée pour y enlever certaines nuisances;

22° Prendre en faveur des employés de la cité une assurance collective sur leur vie et couvrant les risques d'accident et de maladie;

23° Confection annuelle du rôle d'évaluation, des biens imposables, et non imposables dans la cité suivant leur valeur réelle et adjoindre un ou des experts aux estimateurs;

24° Obliger tout propriétaire qui subdivise un immeuble à transmettre au trésorier de la cité dans un délai de trente jours en duplicata un plan officiel de la subdivision;

25° Établir dans le cas des nouvelles industries pour une période d'au plus 10 ans l'évaluation des immeubles et machineries à une somme de pas moins de 50% de leur évaluation municipale chaque année;

26° Exempter de la taxe de locataire tout vendeur d'un immeuble à réméré déjà assujéti à une taxe foncière et qui l'occupe lui-même;

27° Rendre valides à certaines conditions le titre de vente, consenti par la Cité après le délai fixé par la loi, d'un immeuble qu'elle avait acquis à la suite d'une vente pour taxes;

28° Emprunter annuellement par règlement qui ne requiert pas d'autres formalités que l'approbation du Ministre des Affaires Municipales et de la Commission Municipale de Québec une somme n'excédant pas \$50,000.00 pour travaux permanents urgents et dépenses urgentes;

29° Octroyer des deniers pour l'encouragement des arts et des sciences, l'établissement de centres de loisir, l'organisation des jeux et des sports dans la municipalité;

30° Posséder un ou des immeubles devant servir en totalité ou en partie à des fins municipales ou industrielles dont le coût total ne devra pas excéder \$100,000.00 avec pouvoir de vendre les

11. To provide for the removal of garbage and levy a tax to defray the cost of same;

12. To prescribe that the building and maintaining of private pipes and their connection with the main pipes shall be made at the cost of the proprietor after first depositing an amount sufficient to cover their cost and that of repairing the street and sidewalk; the cost of the said works constituting a privileged debt against the property on the same footing as the land tax;

13. To oblige proprietors to submit any subdivision plan, which would entail the opening of new streets, to the approval of the Council and to prohibit such subdivisions when they do not coincide with the general plan of the city;

14. To regulate and interrupt traffic in the streets of the city in certain cases;

15. To oblige telephone, telegraph and power companies, to file, in the office of the city, a plan in triplicate, giving full details of the works to be undertaken by them in the streets, lanes and parks of the city;

16. To limit the number of licenses and impose taxes on taxi-cabs;

17. To authorize the collection of fines on notices of summons in the case of violations of traffic laws;

18. To levy a tax on motor vehicles used for delivering effects or merchandise in the city;

19. To regulate, limit or prohibit the operation of itinerant restaurants, buffets or counters;

20. To order the closing of certain commercial establishments during certain hours;

21. To permit the City employees to enter any private property to remove certain nuisances;

22. To take out a group insurance in favour of the employees of the city on their life and covering accidents and sickness;

23. The annual compiling of the valuation roll of taxable and non-taxable-properties in the city according to their real value and associate one or more experts to the assessors;

24. To oblige any proprietor who subdivides an immovable, to forward, to the City Treasurer within a delay of thirty days, in duplicate, an official plan of the subdivision;

25. To establish, in the case of new industries, for a period of ten years at the most, the valuation of the immovables and machinery at a sum of not less than 50% of their municipal valuation each year;

26. To exempt from the tenants' tax any vendor of an immovable subject to right of redemption already subject to a land tax and which is occupied by him;

27. To render valid, on certain conditions, the deed of sale, consented by the City, after the delay fixed by Law, of an immovable which it acquired through a sale for taxes;

28. To borrow annually by by-law which requires no other formality than the approval of the Minister of Municipal Affairs and the Quebec Municipal Commission, an amount not exceeding \$50,000 for urgent permanent works, and urgent expenses;

29. To grant money towards the encouragement of arts and science, the establishment of recreation centres, the organizing of games and sports in the municipality;

30. To own one or more immovables to be used, in whole or in part, for municipal or industrial purposes, the total cost of which shall not exceed \$100,000 with power to sell the said

faits immeubles ou de les louer à certaines conditions; le tout sujet à l'approbation des électeurs, de la Commission Municipale de Québec et du Ministre des Affaires Municipales.

31° Appliquer la Loi relative à la destitution de certains officiers municipaux, au trésorier et au greffier de la cité.

32° Défendre aux policiers et pompiers de la Cité d'appartenir à une union qui ne serait pas formée exclusivement des employés de la Cité.

Lauzon, le 17 octobre 1951.

Le Procureur de la pétitionnaire,

31272-43-4-o ALBERT DUMONTIER.

immovables or lease them under certain conditions; the whole subject to the approval of the electors, the Quebec Municipal Commission and the Minister of Municipal Affairs;

31. To apply the provisions of the Municipal Officers Dismissal Act to the treasurer and clerk of the city;

32. To forbid the policemen and firemen of the city to belong to a union which is not composed exclusively of employees of the City.

Lauzon, this 17th day of October, 1951.

ALBERT DUMONTIER,

31272-43-4 Attorney for Petitioner.

Avis est par les présentes donné par la ville de Louiseville qu'elle s'adressera à la Législature provinciale, lors de sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte sur les matières suivantes:

a) Création d'une commission sportive;

b) Détermination des heures de danse dans les salles, cafés, club, restaurants et grills, en même temps que détermination de l'heure des fermetures et imposition d'une licence ou permis aux fins susdites ou prohibition de danse dans les établissements susdits;

c) Réglementer le stationnement, limiter le nombre des permis et imposer des taxes sur les autos-taxis;

d) Pour permettre la perception, sans procédure légale, d'amendes dans les cas de contravention aux règlements municipaux relatifs à la circulation et à la sécurité publique;

e) Pour contribuer à aménager et à maintenir des centres de loisirs et des terrains de jeux et pour aider l'agriculture, les arts et les sciences;

f) Pour charger différentes taxes pour l'enlèvement de la neige;

g) Pour réglementer, prohiber ou limiter le nombre des restaurants ambulants ou roulottes servant de restaurants ou à la confection de patates frites ou autres produits alimentaires;

h) Pour imposer une taxe personnelle aux personnes du sexe masculin, majeurs, travaillant dans la ville et n'étant pas chargés d'aucune taxe;

i) Pour taxer par nombre d'unité certains commerces tels que table de billard, chaises de barbiers et de coiffeurs, véhicules (drive-yourself), taxis et camions, etc.;

j) Construire et exploiter des édifices publics.

Louiseville, le 13 octobre 1951.

Le Procureur de la ville de Louiseville,

31273-43-4-o dans le comté de Maskinongé, RÉMI PAUL.

Notice is hereby given by the Town of Louiseville that it will apply to the Provincial Legislature, at its next session, for amendments to its charter on the following matters:

a) The creation of a Sport Commission;

b) The fixing of the hours for dancing in halls, cafés, clubs, restaurants and grills, at the same time fixing the closing hour and the imposing of a license or permit for the aforesaid purposes or prohibiting dancing in the aforesaid establishments;

c) To regulate parking, limit the number of licenses and impose taxes on taxi-cabs;

d) To be allowed to collect the fines, without legal proceedings, in cases of violations of the municipal regulations regarding traffic and public safety;

e) To contribute towards equipping and maintaining recreational centres and playgrounds and towards helping agriculture, the arts and sciences;

f) To charge different taxes for snow removal;

g) To regulate, prohibit or limit the number of itinerant or mobile restaurants, used as restaurants or for the making of fried potatoes or other foodstuffs;

h) To impose a personal tax on persons of the male sex, of the age of majority, working in the town and not charged with any other tax;

i) To tax certain businesses on the number of billiard tables, barber and hairdressing chairs, drive-yourself cars, taxis and trucks, etc., owned and operated by them;

j) To build and operate public buildings.

Louiseville, October 13, 1951.

RÉMI PAUL,

31273-43-4 Attorney for the Town of Louiseville, in the county of Maskinongé.

Avis public est par les présentes donné que Montréal Stock Exchange, une corporation ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour faire adopter une loi à l'effet d'augmenter la somme à laquelle sont limités par sa charte la valeur des biens de la corporation et le capital qu'elle peut prélever.

Montréal, le 24 octobre 1951.

Les Procureurs de la requérante.

31308-43-4-o McMICHAEL, COMMON, HAWARD, KER & CATE.

Public notice is hereby given that Monrela Stock Exchange, a corporation having its head office in the City of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act increasing the sum to which the value of the property of the corporation and the capital which may be raised by it are limited by its charter.

Montreal, October 24, 1951.

McMICHAEL, COMMON, HOWARD,

KER & CATE,

31308-43-4-o Attorneys for Applicant.

AVIS PUBLIC

Avis public est, par les présentes, donné que Bertha Parker, épouse de feu Alphonse-S. Pelletier, de la cité de Lachine, Annie Parker, épouse de feu Edouard Millaire, de la cité de Montréal, Caroline Parker, épouse séparée de biens

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that Bertha Parker, wife of the late Alphonse-S. Pelletier, of the City of Lachine, Annie Parker, wife of the late Edouard Millaire, of the City of Montreal, Caroline Parker, wife separated as to property

de A. O. Donovan, de la cité de Montréal, ledit A. O. Donovan, pour autoriser son épouse, Jules Carignan, courtier d'assurance, de la cité de Lachine, Pierre Carignan, avocat, de la cité de Lachine, Helene Carignan, en religion Sœur Marie-Eudes de la Congrégation des Sœurs Blanches de Notre-Dame d'Afrique, Lucie Carignan, en religion, Sœur Saint-Pascal-Baylon de la Congrégation des Sœurs Blanches de Notre-Dame d'Afrique, toutes deux actuellement en Afrique, représentées par Anatole Carignan, de la cité de Lachine, tous du district de Montréal, et Louis-Georges Carignan, ingénieur civil, de la cité de Sherbrooke, district de Saint-François, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi précisant certaines dispositions du testament et des codicilles de feu John Parker, en son vivant contracteur de la cité de Lachine, pour autoriser la vente de certains immeubles de la Succession, de gré à gré, et pour autres fins.

Montréal, le 23 octobre 1951.

Les Procureurs des pétitionnaires.

31309-43-4-o LACROIX & VIAU,

of A. O. Donovan, of the City of Montreal, the said A. O. Donovan to authorize his wife, Jules Carignan insurance broker, of the City of Lachine, Pierre Carignan, advocate, of the City of Lachine, Helene Carignan, in religion Sister Marie-Eudes de la Congrégation des Sœurs Blanches de Notre-Dame d'Afrique, Lucie Carignan, in religion Sister Saint-Pascal-Baylon de la Congrégation des Sœurs Blanches de Notre-Dame d'Afrique, both actually in Africa represented by Anatole Carignan, of the City of Lachine, all of the District of Montreal, and Louis-Georges Carignan, civil engineer, of the City of Sherbrooke, District of St. François, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, during its present session, for the purpose of an Act ratifying certain provisions of the will and codicils of the late John Parker, in his lifetime contractor of the City of Lachine, in order to authorize the sale of certain immovables of the Estate, by private agreement, and for any other purposes.

Montreal, October 23, 1951.

LACROIX & VIAU.

31309-43-4-o Attorneys for Petitioners.

AVIS PUBLIC

Avis est donné par les présentes que Marie Bibianne Simonne Guimont, étudiante, d'Outremont, s'adressera à la Législature, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Marie Bibianne Simonne Authier.

Québec, le 25 octobre 1951.

L'Avocat de la Pétitionnaire,

31340-44-4-o J. ROBERT BEAUDOIN, C.R.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that Marie Bibianne Simonne Guimont, student of Outremont, will apply to the Legislature, at its next session, for the adoption of an act to change her name to that of Marie Bibianne Simonne Authier.

Quebec, October 25th, 1951.

J. ROBERT BEAUDOIN, K.C.,

31340-44-4-o Attorney for the Petitioner.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la Cité de Québec s'adressera à la Législature, à sa prochaine session, pour faire modifier sa charte et les lois qui la modifient, afin d'être autorisée à emprunter: \$200,000.00 pour la construction de pavages permanents; \$100,000.00 pour la réfection de la couche de surface des pavages; \$25,000.00 pour la préparation d'un plan d'urbanisme; \$700,000.00 pour la construction d'un incinérateur; \$300,000.00 pour l'achat de terrains de stationnement; pour être autorisée à augmenter la pension payable à un certain nombre d'employés permanents ayant atteint l'âge de retraite — pour fixer le délai pendant lequel des plaintes pourront être faites aux rôles d'évaluation — pour modifier la loi concernant les licences des propriétaires de taxi; la législation concernant les octrois que la Cité est autorisée à verser annuellement — demander des pouvoirs additionnels pour le service de la neige dans la cité — demander l'autorisation d'établir des compteurs de stationnement et régler leur usage dans la cité — pour être autorisée à obliger tout propriétaire ou locataire à afficher le prix de location de sa chambre — pour augmenter le pouvoir d'emprunts annuels de la Cité pour sa contribution à la construction des trottoirs permanents et rendre uniforme cette contribution de la Cité dans tous les cas — pour demander le pouvoir d'exproprier pour fins d'améliorations publiques — pour modifier la loi qui régit la Commission de l'Exposition — pour demander des sources additionnelles de revenus — pour modifier les pouvoirs de consolidation des frais de finance des émissions d'obligations — pour déterminer comment les contribuables des territoires annexés à la cité seront représentés

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the City of Quebec will apply to the Legislature, at its next session, for amendments to its charter and the Acts amending same, so as to be authorized to borrow: \$200,000 for permanent paving; \$100,000 for resurfacing pavements; \$25,000 for the preparation of a town-planning project; \$700,000 for the building of an incinerator; \$300,000.00 for the purchase of parking grounds; to be authorized to increase the pension payable to a certain number of permanent employees who have reached the age for retirement — to fix the delay wherein complaints may be made as regards the valuation roll — to amend the law concerning licenses for taxi owners; the legislation concerning grants which the City is authorized to give annually — to request additional powers for the snow removal service in the city — to request the authorization to install parking meters and regulate their use in the city — to be authorized to oblige any proprietor or tenant to display the rental price of his rooms — to increase the city's power to borrow annually for its contribution towards permanent sidewalks and to render uniform this contribution from the City for all cases — to request the power to expropriate for purposes of public improvements — to amend the law governing the Exhibition Commission (Commission de l'Exposition) — to request additional sources of revenue — to amend the powers for consolidating the financial expenses regarding the issue of bonds — to determine the manner in which taxpayers of territories annexed to the city will be represented on the Municipal Council — to amend the law which grants exemptions from taxes — and all other amendments

au Conseil Municipal — pour modifier la loi qui accorde des exemptions de taxes — et tous autres amendements jugés nécessaires à la bonne administration de la Cité.

Québec, le 26 octobre 1951.

Les Procureurs de la Cité de Québec,
31341-44-4-o PELLETIER, GODBOUT & LECLERC.

deemed necessary for the good management of the city.

Quebec, October 26, 1951.

PELLETIER, GODBOUT & LECLERC,
31341-44-4 Attorneys for the City of Quebec.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que les Commissaires d'Écoles pour la Municipalité Scolaire de St-Laurent, présenteront, à la prochaine Législature de Québec, une pétition introductive d'un bill privé par laquelle ils demanderont à la Législature de Québec de passer un bill ou loi aux fins ci-après mentionnées:

- a) Annexer le territoire des commissions scolaires suivantes: La Commission Scolaire de la Côte de Notre-Dame de Vertu et la Commission Scolaire de la Côte de Notre-Dame de Liesse;
- b) Fixer une indemnité pécuniaire pour les Commissaires d'Écoles, payable annuellement;
- c) Déterminer une évaluation fixe concernant les immeubles de certaines industries situées dans la Municipalité de la Paroisse de St-Laurent;
- d) Changer la date des élections des Commissaires d'Écoles;

Et pour d'autres fins.

Ville St-Laurent, ce 25 octobre 1951.

Le Procureur des Requérants,
31343-44-4-o MAURICE SAUVÉ.

Public notice is hereby given that the School Commissioners of the School Municipality of St-Laurent will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session by a petition introducing a private bill whereby they will request from the Legislature of Quebec the passing of a bill or act for the following purposes:

- a) To annex the territory of the following school commissions: The School Commission of Côte de Notre-Dame de Vertu and the School Commission of Côte de Notre-Dame de Liesse;
- b) To fix a pecuniary indemnity for the School Commissioners, payable annually;
- c) To determine a fixed valuation on the immovables of certain industries situate in the Municipality of the Parish of St-Laurent;
- d) To change the date of elections for the School Commissioners;

And for other purposes.

Ville St-Laurent, October 25, 1951.

MAURICE SAUVÉ,
31343-44-4 Attorney for the Petitioners.

PUBLIC NOTICE

AVIS PUBLIC

Avis est, par les présentes, donné que le Dr Dan Roston, de Weyburn, Province de la Saskatchewan, s'adressera à la Législature, lors de la prochaine session pour demander l'adoption d'une loi autorisant le Collège des Chirurgiens-Dentistes de la Province de Québec, à l'admettre à la pratique de la profession de Chirurgien-Dentiste, après examen et autres conditions.

Montréal, 15 octobre 1951.

Le Procureur du Requérant,
31342-44-4-o ALBERT THÉBERGE, C.R.

Notice is hereby given that Dr. Dan Roston of Weyburn, Province of Saskatchewan, will apply to the Legislature at its next session, for the passing of an Act authorizing the College of Dental-Surgeons of the Province of Quebec, to admit him to the practice of the profession of dental-surgeon, after examination and other conditions.

Montreal, October 15, 1951.

ALBERT THÉBERGE, K.C.
31342-44-4 Attorney for the Petitioner.

PUBLIC NOTICE

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la ville de Sainte-Rose s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi amendement sa charge, la loi 8 George V, chapitre 98, modifiée par la loi 14-15 George VI, chapitre 97, sur les matières suivantes: exiger que chaque construction projetée soit érigée sur un lot distinct sur le plan officiel du cadastre ou sur un plan de subdivision; taxation pour l'enlèvement des vidanges; droit de passage pour service d'aqueduc; réglementer les restaurants ambulants et l'entretien des lots vacants; réglementation des taxis; imposition d'une taxe de vente; augmentation du fonds de roulement et pour autre fins.

Montréal, ce 6 novembre, 1951.

Les Procureurs de la ville
de Sainte-Rose,
31428-45-4-o LACROIX & VIAU.

Public notice is hereby given that the Town of Sainte-Rose will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its present session for the adoption of a law amending its charter the Act 8 George V, chapter 98, modified by the Act 14-15 George VI, chapter 97, for the following purposes: to exact that each proposed building be erected on a distinct lot on the official plan of the cadastre or on a subdivision plan; taxation for the removal of garbages; right of way for waterworks; to regulate ambulating restaurants and the maintenance of vacant lots; regulation of taxis; imposition of a sale tax; raise of cash in hand, and for all other purposes

Montreal, November 6th, 1951.

LACROIX & VIAU,
31428-45-4-o Attorneys for the Town
of Sainte-Rose.

PUBLIC NOTICE

AVIS

Avis est par les présentes donné que la Corporation Municipale de la Paroisse de St-Laurent s'adressera à la Législature de la Province de Québec à sa prochaine session, aux fins suivantes:

Notice is hereby given that the Municipal Corporation of the Parish of St-Laurent will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the following purposes:

NOTICE

1. Annexer pour fins municipales ce territoire borné au sud par le chemin public dit "chemin du Bois-Franc"; vers l'est par le lot N° 124 du cadastre officiel de la Paroisse Saint-Laurent et une partie du lot N° 4 du cadastre officiel de la paroisse Sainte Geneviève; au nord par la limite sud du chemin de fer propriété actuelle des chemins de fer du Canadien National et vers l'est par une partie du lot N° 89 du cadastre officiel de la Paroisse Saint Laurent.

Ce territoire comprend les lots et parties des lots suivants: Pt 123; Pt 119; 118; 117; Pt 116; Pt 114; Pt 113; Pt 112; Pt 111; Pt 110; Pt 109; Pt 108; Pt 107; Pt 106; Pt 105; Pt 104; Pt 103; Pt 97; Pt 96; tous du cadastre officiel de la Paroisse St-Laurent ainsi que le chemin public traversant ce territoire du nord au sud, le tout contenant en superficie 768.33 arpents.

Toutes ces parties de lots sont les parties sud-est des lots originaires et sont situées au sud du chemin de fer traversant la municipalité du Village de Saraguay.

2. Fixer, par règlement, à trois ans le terme d'office du maire et des conseillers à compter des prochaines élections.

Paroisse de St-Laurent, ce 26 octobre 1951.

Le Procureur de la Paroisse de St-Laurent,
HENRI S. BEAULIEU.

31344-44-4-o

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que la Cité de St-Hyacinthe s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine Session, pour obtenir l'adoption d'une loi amendement sa charte, la loi 24 George V. chapitre 94 et amendements, concernant les matières suivantes; pour valider et confirmer une résolution de son conseil décidant que l'évaluation à \$75,000.00 faite par les estimateurs municipaux, pour l'année 1951, du nouvel immeuble de la compagnie Gaylord Products of Canada Limited, sis au coin des rues Ste-Anne et Morison, à St-Hyacinthe, ne soit pas augmentée pendant une période de dix ans, à partir du premier janvier 1952; pour l'autoriser à emprunter par règlement, une somme n'excédant pas \$150,000.00 pour acquérir ou construire des immeubles devant servir à des fins municipales ou industrielles, et pour autres fins.

St-Hyacinthe, ce 29 octobre 1951.

Le Procureur de la Cité de
St-Hyacinthe.

31356-44-4-o

GAËTAN SYLVESTRE,

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que les Commissaires d'Écoles pour la municipalité de Limbour dans le comté de Gatineau, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec à sa prochaine session pour demander une modification de l'arrêté en conseil du 20 juin 1946, aux fins de définir bien clairement les limites de la municipalité scolaire de Limbour par une nouvelle description territoriale.

Le Procureur des Requérants,

31362-44-4-o

ROLAND ST-ONGE.

AVIS PUBLIC

CITÉ DE SILLERY

Prenez avis que la requérante, la Cité de Sillery, s'adressera à la Législature de la Province

1. To annex, for municipal purposes, that territory bounded on the south by the public road called "Chemin du Bois-Franc", on the east by lot No. 124 of the official cadastre for the Parish of Saint Laurent and a part of lot No. 4 of the official cadastre for the parish of Sainte-Geneviève; on the north by the south limit of the railway, the actual property of the Canadian National Railways and on the east by a part of lot No. 89 of the official cadastre for the Parish of Saint Laurent.

The said territory comprises the following lots and parts of lots: Pt. 123; Pt. 119; 118; 117; Pt. 116; Pt. 114; Pt. 113; Pt. 112; Pt. 111; Pt. 110; Pt. 109; Pt. 108; Pt. 107; Pt. 106; Pt. 105; Pt. 104; Pt. 103; Pt. 97; Pt. 96; all of the official cadastre for the Parish of Saint-Laurent and also the public road crossing the said territory from north to south, the whole containing a superficial area of 768.33 arpents.

All the said parts of lots are the southeast parts of original lots and are situate south of the railway running through the municipality of the Village of Saraguay.

2. To fix, by by-law, the term of office of the mayor and councillors to three years as from the next elections.

Parish of St-Laurent, this 26th day of October, 1951.

HENRI S. BEAULIEU,
Attorney for the Parish of St-Laurent.

31344-44-4

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the City of St-Hyacinthe will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act amending its charter, Act 24, George V., Chapter 94 and amendments, concerning the following matters: to validate and confirm a resolution of its Council deciding that the valuation of \$75,000 made by the municipal assessors for the year 1951, on the new building of Gaylord Products of Canada Limited, situate at the corner of Ste-Anne and Morison Streets, in St-Hyacinthe, be not increased for a period of ten years, as from January first, 1952; to authorize it to borrow, by By-law, an amount not exceeding \$150,000, to acquire or erect building to serve municipal or industrial purposes, and for other purposes.

St-Hyacinthe, this 29th day of October 1951.

GAËTAN SYLVESTRE,
Attorney for the City of
St-Hyacinthe.

31356-44-4

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the School Commissioners for the Municipality of Limbour in the county of Gatineau, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an amendment to the Order in Council of the 20th of June, 1946, for the purpose of defining very clearly the limits of the school municipality of Limbour by a new territorial description.

ROLAND ST-ONGE,
Attorney for petitioners.

31362-44-4

PUBLIC NOTICE

CITY OF SILLERY

Notice is given that the petitioner, the City of Sillery, will apply to the Legislature of the

de Québec, siégeant en Parlement, à Québec, à sa prochaine session, aux fins d'obtenir des amendements à sa charte ainsi que les pouvoirs additionnels suivants:

La limitation du nombre des taxis et autres pouvoirs les concernant; l'imposition à titre de taxe d'eau, dans le cas d'un lot non subdivisé d'une taxe de 4% de la valeur d'une lisière de cent pieds en profondeur de la ligne d'une rue, lorsque la construction ou maison se trouve à plus de deux cents pieds de la dite ligne; l'amendement de l'article 6, de la loi 14 George VI, chapitre 101, aux fins de rendre l'imposition de la taxe d'affaires imposable suivant la valeur annuelle en ce qui concerne les commerces généralement et autre moyen de profit et d'existence, et sur la valeur réelle des immeubles, quant à ce qui concerne les commerces et industries situés dans certaines zones; le droit d'emprunter avec l'approbation du Ministre des Affaires Municipales et de la Commission Municipale de Québec cinquante-huit mille dollars au cours de l'année 1952 pour couvrir l'excédent du coût des travaux à l'usine de filtration autorisés par le règlement numéro 268, trente-deux mille huit cents dollars au cours de l'année 1952, pour l'achat d'un souffleur à neige, vingt-neuf mille cinq cents dollars au cours de l'année 1952 pour couvrir l'insuffisance des frais d'émission des règlements numéros 268, 275, 283, 292 et 294 vendus à un taux plus bas que prévu, quatre-vingt mille dollars au cours de l'année 1952, pour rencontrer le coût du gravellage, du pavage et de la construction des chaînes de rues de la Cité; l'imposition à toutes, fins, d'une lisière de cent pieds en profondeur de tout terrain employé à des fins agricoles et non bâti, de même que tout autre terrain situé en front d'un chemin, d'une rue ou d'une avenue et non bâti; l'amendement de l'article 6, de la loi 14-15 George VI, chapitre 83, aux fins d'édicter que dans la computation de la population des municipalités sujettes à la taxe de vente, il ne soit tenu compte que des personnes légalement domiciliées et pour obliger le trésorier de la Cité de Québec à remplir certaines formalités.

Québec, le 5 novembre 1951.

Le Procureur de la requérante,

31391-45-4-o

PHILIPPE LANCTOT.

Avis public est présentement donné que la Corporation de la Cité des Trois-Rivières s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi aux fins suivantes: pour déterminer une évaluation fixe concernant les biens imposables des industries Webster & Horsfall (Canada) Limited et Columbus Textile Co. Ltd.; pour amender l'article 17 de la charte (22 George V, chapitre 108, article 1); pour amender l'article 72 de la charte (19 George V, chapitre 98, article 4); pour amender l'article 55 de la charte (12 George VI, chapitre 53, article 1) quant aux octrois à la Bibliothèque, aux dispensaires, œuvres de charité et maisons d'éducation; pour être autorisée à installer des compteurs de stationnement payants dans les rues et places publiques de la Cité et à en réglementer le tarif, le fonctionnement et l'administration; pour faire ratifier l'achat d'un système de réfrigération, son installation au Colisée du Parc de l'Exposition ainsi que les dépenses faites dans ce but; pour faire ratifier l'achat d'un plancher de patinage à roulettes pour compléter l'installation du Colisée du Parc de l'Exposition; pour faire considérer comme privilégiés les rapports et opinions de l'avocat au Conseil dans les affaires litigieuses; pour demander l'abrogation du para-

Province of Quebec, sitting in Parliament, at Quebec, at its next session, for the purpose of obtaining amendments to its charter and also the following additional powers:

Limiting the number of taxis and other powers concerning them; imposing, under the title of water tax, in the case of an unsubdivided lot, a tax of 4% of the value of a strip of 100 feet in depth from the street line, when the building or house lies at more than two hundred feet from the said line; amending section 6, of the Act 14 George VI, chapter 101, for the purpose of rendering the levying of the Business Tax imposable according to the annual value as regards commerce in general and other means of earning a profit or livelihood, and on the real value of immovables, as regards any commerce or industry situate in certain zones; the right to borrow, with the approval of the Minister of Municipal Affairs and the Quebec Municipal Commission, fifty-eight thousand dollars during the year 1952 to cover the excess cost of the works connected with the filtering plant authorized by by-law No. 268; thirty-two thousand eight hundred dollars during the year 1952 for the purchase of a snow blower, twenty-nine thousand five hundred dollars during the year 1952 to cover the deficiency in costs of the issue under by-laws Nos. 268, 275, 283, 292 and 294 sold at a rate lower than was expected, eighty thousand dollars during the year 1952 to meet the cost of gravelling, paving and building curbs on the city streets; the levying of a tax, for all purposes, on a strip of 100 feet in depth on any lot of land used for agricultural purposes and not built upon, likewise on any other lot of land fronting on a road, a street or avenue not built upon; the amendment of section 6, of the Act 14-15 George VI, chapter 83, for the purpose of enacting that in the computation of the population of municipalities subject to sales tax, only persons legally domiciled therein shall be included, and to oblige the treasurer of the City of Quebec to fulfill certain formalities.

Quebec, November 5, 1951.

PHILIPPE LANCTOT,

31391-45-4

Attorney for petitioner.

Public notice is hereby given that the Corporation of the City of Trois-Rivières will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act for the following purposes: to determine a fixed valuation concerning the taxable properties of the industries of Webster & Horsfall (Canada) Limited and Columbus Textile Co. Ltd.; to amend section 17 of the charter (22 George V, chapter 108, section 1); to amend section 72 of the charter (19 George V, chapter 98, section 4); to amend section 55 of the charter (12 George VI, chapter 53, section 1) as regards grants to the Library, to dispensaries, charitable works and educational establishments; to be authorized to install pay parking meters in the streets and public places of the city and to regulate the tariff therefor, their operation and management; to have the purchase of a refrigeration system and its installation in the Coliseum of the Exhibition Park (Colisée du Parc de l'Exposition) ratified, as well as the expenses incurred for such purpose; to have ratified the purchase of a roller skating floor to complete the installation of the Coliseum of the Exhibition Park (Colisée du Parc de l'Exposition); to have the reports and opinions of the advocate of the Council considered as privileged in litigious matters; to re-

graphe 22 de l'article 526-a de la Loi des Cités et Villes, édicté pour la Cité par la loi 6 George VI, chapitre 76, article 2; pour être autorisée à emprunter les argents nécessaires à payer le coût de l'expropriation de certaines propriétés ainsi que le coût des dépenses faites ou à faire pour la transformation du Colisée en aréna; pour obtenir des dispositions spéciales quant à la préparation de la liste électorale; pour ratifier une émission de débentures datées du 1er novembre 1951; et tous autres amendements jugés nécessaires à la bonne administration de la Cité.

Trois-Rivières, 5 novembre 1951.

Le Procureur de la Cité des Trois-Rivières,
LÉOPOLD PINSONNAULT.

14306-45-4-o

quest the repeal of paragraph 22 of section 526-a of the Cities and Towns Act, enacted for the City by the Act 6 George VI, chapter 76, section 2; to be authorized to borrow the money required to pay the cost of expropriating certain properties as well as the cost of incurred or to be incurred for transforming the Coliseum into an arena; to obtain special provisions as regards the preparation of the electoral list; to have an issue of debentures dated November 1st, 1951, ratified; and all other amendments deemed necessary for the proper administration of the City.

Trois-Rivières, November 5, 1951.

LÉOPOLD PINSONNAULT,
Attorney for the City of Trois-Rivières.

31406-45-4

Avis divers

Province de Québec

VILLE DE CHARLESBOURG

Avis au public concernant le changement de dates pour la présentation des Candidats et la tenue des Élections Municipales.

Les soussignés, respectivement maire et secrétaire-trésorier de la ville de Charlesbourg, donnent avis au public que le conseil municipal de la dite ville a adopté, à sa séance du 9 octobre 1951, une résolution pour qu'à l'avenir la date des élections municipales soit fixée au premier jour juridique du mois de mai, tous les deux ans, et celle de la présentation des candidats au vingt-cinq avril précédent et si ce jour là est fête légale au premier jour juridique suivant et qu'ils ont été autorisés à donner le présent avis.

Ils donnent avis également qu'à l'expiration des quatre semaines consécutives qui suivront la publication de cet avis dans la ville et dans la *Gazette officielle de Québec*, ils présenteront une requête au Lieutenant-gouverneur en son conseil pour le prier d'accorder ce changement de dates quant à la présentation des candidats et la tenue des élections municipales comme le prévoit la dite résolution du 9 octobre 1951.

Charlesbourg, ce 29 octobre 1951.

Le Maire,
LÉO FAGUY.

Le Secrétaire-Trésorier,
J.-MARCEL DARVEAU.

31357-44-4-o

AVIS PUBLIC

Avis est donné que la Cité de Saint-Jean demande au Lieutenant-gouverneur en conseil, d'amender la charte qui la régit en abrogeant l'article 109 et en le remplaçant par l'article 123 de la Loi des Cités et Villes pour faire partie de ladite charte.

Saint-Jean, 30 octobre 1951.

Le Maire,
GEORGES PHANEUF,
Le Secrétaire-Trésorier,
WILFRID BOUTIN.

31358-44-4-o

Miscellaneous Notice

Province of Quebec

TOWN OF CHARLESBOURG

Public notice concerning a change of dates for the Nomination of Candidates and the Holding of Municipal Elections.

The undersigned, respectively Mayor and Secretary-Treasurer of the Town of Charlesbourg and duly authorized to give such notice, hereby give public notice that the Municipal Council of the said town has adopted at its session held on October 9th, 1951, a resolution whereby the municipal elections shall be held on the first judicial day of May, every two years, and the date for the nomination of candidates shall take place the preceding month, on April 25th. Should this date fall on a legal holiday, the nomination shall take place on the following judicial day.

Notice also is given upon the expiration of four consecutive weeks following the publication of this notice in the town and in the *Quebec Official Gazette*, a petition shall be presented to the Lieutenant-Governor in Council requesting that this change of dates be sanctioned.

Charlesbourg, this twenty-ninth day of October, 1951.

LÉO FAGUY,
Mayor.

J.-MARCEL DARVEAU,
Secretary-Treasurer.

31357-44-4-o

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the City of Saint-Jean has petitioned the Lieutenant-Governor in Council, to amend, according to law, its charter by repealing section 109 to be replaced by section 123 of the Cities and Towns Act, which shall be part of the said charter.

Saint-Jean, October 30, 1951.

GEORGES PHANEUF,
Mayor.
WILFRID BOUTIN,
Secretary-Treasurer.

31358-44-4-o

DOCKIE MINING CORPORATION
(No Personal Liability)

Règlement N° 66

"Qu'il soit et il est par les présentes décrété comme règlement N° 66 de "Dockie Mining Corporation" (No Personal Liability):

Que le règlement N° 19 soit modifié pour se lire comme suit:

"Le nombre des directeurs sera de sept."

Alors qu'il se lisait auparavant:

"Le nombre des directeurs sera de trois."

Val d'Or, ce 29 octobre 1951.

Le Président,
PAUL-E. LÉVESQUE.
Le Secrétaire,
GISÈLE LEPAGE.

31434-o

DOCKIE MINING CORPORATION
(No Personal Liability)

By-law No. 66

"Be it and it is hereby enacted as By-law No. 66 of the "Dockie Mining Corporation (No Personal Liability):

That By-law No. 19 be amended to read as follows:

"The number of directors will be seven".

Whereas it formerly read:

"The number of directors will be three."

Val d'Or, October 29, 1951.

PAUL E. LÉVESQUE,
President.
GISÈLE LEPAGE,
Secretary.

31434

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la Province a approuvé le 8 août 1949 les règlements de "Quebec Women's Institutes Incorporated", comprenant les articles 1 à 19 inclusivement, conformément aux dispositions de l'article 225a de la Loi des compagnies de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 276), telles qu'ajoutées par la Loi 11, George VI, chapitre 65, article 12.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 10 novembre 1951.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

31435

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the by-laws of "Quebec Women's Institutes Incorporated", comprising articles 1 to 19 inclusive, was approved on August 8th, 1949, by the Honourable the Provincial Secretary, pursuant to the provisions of section 225a of the Quebec Companies Act (R.S.Q. 1941, chapter 276), as added thereto by the Act 11, George VI, chapter 65, section 12.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of November, 1951.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

31435-o

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a approuvé le 9 novembre 1951, les règlements généraux du "Service de soins aux malades et de gardiennes à domicile", tels qu'adoptés à l'assemblée tenue le 13 août 1951, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 276).

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 10 novembre 1951.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

31436-o

Notice is given that upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the general by-laws of the "Service de Soins aux Malades et de Gardiennes à Domicile", as adopted at the General Meeting held on August 13th, 1951, were approved by the Honourable The Provincial Secretary, on November 9th, 1951, pursuant to the provisions of section 225, of the Quebec Companies' Act, (R.S.Q., 1941, chapter 276).

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of November, 1951.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

31436

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Les Services Sociaux de Drummondville", en date du 30 octobre 1951, dont le siège social est situé à Drummondville, comté de Drummond, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 7 novembre 1951.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

31450-o

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Les Services Sociaux de Drummondville" under date the 30th day of October, 1951, whereof the head office is at Drummondville, county of Drummond, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this seventh day of November, 1951.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

31450

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a approuvé, le 12 novembre 1951, les règlements de l'"Amicale du Collège Marie de France", tels qu'adoptés à l'assemblée générale spéciale tenue le 10 octobre 1951, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 276).

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 12 novembre 1951.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

31451-o

Notice is given that upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the By-laws of the "Amicale du Collège Marie de France", as adopted at the special general meeting held on October 10th, 1951, were approved by the Honourable the Provincial Secretary on November 12th, 1951, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act, (R.S.Q., 1941, chapter 176).

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of November, 1951.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

31451

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat des Producteurs de Lait de Senneterre", en date du 24 octobre 1951, dont le siège social est situé à Senneterre, comté d'Abitibi, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 8 novembre 1951.

Le Sous-secrétaire de la Province,
31467-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat des Producteurs de Lait de Senneterre" under date the twenty-fourth day of October, 1951, whereof the head office is at Senneterre, county of Abitibi, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this eighth day of November, 1951.

JEAN BRUCHÉSI,
31467 Under Secretary of the Province.

CHAMBRE DU CONSEIL LÉGISLATIF

Québec, 8 novembre 1951.

Aujourd'hui, à quatre heures et demie de l'après-midi, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur s'est rendu à la Chambre du Conseil législatif au Palais législatif.

Les membres du Conseil législatif étant assemblés, il a plu à l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur d'y faire requérir la présence de l'Assemblée législative et, cette Chambre s'y étant rendue, le greffier de la couronne en chancellerie a lu le titre du bill à être sanctionné comme suit:

29 Loi concernant les règlements numéros 807 et 818 adoptés par la cité de Québec en 1951.

La sanction royale est prononcée, sur ce bill par le greffier du Conseil législatif, comme suit:

"Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant gouverneur sanctionne ce bill."
31473-o

LESLIE PROPERTIES INC.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie Leslie Properties Inc., tenue le 13 octobre 1951, à 8. p.m.

Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme le règlement N° XIV de la compagnie ce qui suit:

"La principale place d'affaires sera située sur le chemin Georgeville-Magoon, R. R. N° 1, près de Georgeville, P. Q."

Vraie copie certifiée du règlement.

31474 Le Secrétaire,
R. A. LESLIE.

LÉGISLATIVE COUNCIL CHAMBER

Quebec, 8th November, 1951.

This day, at half past four o'clock in the afternoon, the Honourable the Lieutenant-Governor proceeded to the Legislative Council Chamber, in the Legislative Building.

The members of the Legislative Council being assembled, the Honourable the Lieutenant-Governor was pleased to command the attendance of the Legislative Assembly, and, that House being present the Clerk of the Crown in Chancery read the title of the bill to be sanctioned as follows:

29 An Act respecting by-laws numbers 807 and 818 passed by the city of Quebec in 1951.

To this bill the Royal assent was pronounced by the Clerk of the Legislative Council, in the following words:

"In His Majesty's name, the Honourable the Lieutenant-Governor assents to this bill."
31473-o

LESLIE PROPERTIES INC.

Extract from minutes of Special General Meeting of Shareholders of Leslie Properties Inc., held on October 13, 1951 at 8.00 p.m.

Be it enacted and it is hereby enacted as By-Law No. XIV of the company as follows:

"The chief place of business shall be on the Georgeville-Magoon Highway, R. R. No. 1, near Georgeville, P. Q."

Certified true copy of by-law:

31474-o R. A. LESLIE,
Secretary.

NATIONAL NICKEL CORPORATION LTD. (No Personal Liability)

Qu'il soit décrété comme règlement N° 6 de la compagnie, comme suit:

"Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est par les présentes augmenté de trois à sept."

Copie conforme du règlement N° 6 de National Nickel Corporation Ltd. (N.P.L.), adopté par les directeurs à leur assemblée du 6 novembre 1951, et approuvé par tous les actionnaires présents à l'assemblée spéciale générale des actionnaires tenue le 6 novembre 1951.

31480-o Le Secrétaire-trésorier,
CORDELIA LECLERC.

NATIONAL NICKEL CORPORATION LTD. (No Personal Liability)

Be it enacted as By-law No. 6 of the Company as follows:

"That the number of Directors of the Company is hereby increased from three to seven."

Certified true copy of By-law No. 6 of National Nickel Corporation Ltd. (N.P.L.), enacted by the Directors on the 6th day of November, 1951, and sanctioned and ratified by all the shareholders on the same day.

31480-o CORDELIA LECLERC,
Secretary-Treasurer.

Avis est donné que la compagnie "Asher Oil Company Limited" a été autorisée à vendre ou autrement aliéner dans la province de Québec ses actions, titres, certificats-actions, débetures et autres valeurs.

Le siège social dans la Province est au lieu d'affaires de son agent principal, tel que donné ci-après.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans toute procédure prise contre elle, est M. Grant Hall Day, chambre N° 1507, 507 Place d'Armes, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 15 novembre 1951.

Le Sous-secrétaire de la Province,
31482 JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that "Asher Oil Company Limited" has been authorized to sell or otherwise alienate in the Province of Quebec its shares, stocks, stock-certificates, debentures and other securities.

The head office in the Province is at the place of business of its Chief Agent, as hereinafter given.

Its Chief Agent for the purpose of receiving service in proceedings against it is Mr. Grant Hall Day, Room No. 1507, 507 Place d'Armes, in the City and Judicial District of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of November, 1951.

JEAN BRUCHÉSI,
31482-o Under-Secretary of the Province.

Actions en séparation de biens

Canada, Province de Québec, District de St-Hyacinthe, Cour Supérieure, N° 7132. Dame Aline Hamel, du village de St-Césaire, district de St-Hyacinthe, épouse commune en biens de William, dit Wellie Allard, des mêmes lieux et endroit, demanderesse, vs ledit William, dit Wellie Allard, plombier, des mêmes lieux et endroit, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 26 octobre 1951.

St-Hyacinthe, ce 7 novembre 1951.

Le Procureur de la demanderesse,
31433-o GEO. H. DUREAULT.

Canada, Province de Québec, District de Montréal, N° 307431. Dame Emilienne Chalifoux, épouse commune en biens de Joseph Arthur Ouellette, menuisier, de Montréal, demanderesse, vs Ledit Joseph Arthur Ouellette, son époux, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée ce jour, par la demanderesse contre le défendeur.

Montréal, le 12 novembre 1951.

Le Procureur de la demanderesse,
31449-o CHARLES-H. DESJARDINS.

Actions for separation as to property

Canada, Province of Quebec, District of St-Hyacinthe, Superior Court, No. 7132. Aline Hamel, of St-Césaire, district of St-Hyacinthe, wife common as to property of William alias Wellie Allard, of the same place, plaintiff, vs the said William, alias Wellie Allard, plumber, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has been entered in this case, on the 26th day of October, 1951.

St-Hyacinthe, this 7th day of November 1951.

GEO. H. DUREAULT,
31433-o Attorney for Plaintiff.

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, No. 307431. Dame Emilienne Chalifoux, wife common as to property of Joseph Arthur Ouellette, joiner of Montreal, plaintiff, vs the said Joseph Arthur Ouellette, her husband, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has been instituted, this day, by the plaintiff against the defendant.

Montreal, November 12th, 1951.

CHARLES-H. DESJARDINS,
31449-o Attorney for Plaintiff.

Arrêtés en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1260

Québec le 7 novembre 1951.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "F"

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans les comtés d'Abitibi-Est, Abitibi-Ouest, Charlevoix, Chicoutimi, Chicoutimi, Lac St-Jean, Roberval, Rouyn-Noranda et Saguenay.

ATTENDU QUE, conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1951, chapitre 163 et amendements), le Ministre du Travail a donné avis de son intention de proposer l'approbation de deux modifications au décret

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1260

Quebec, November 7, 1951.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "F"

CONCERNING amendments of the decree relating the construction industry and trades in the counties of Abitibi-East, Abitibi-West, Charlevoix, Chicoutimi, Lake St. John, Roberval, Rouyn-Noranda and Saguenay.

WHEREAS, pursuant to the procedure set forth in section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour has given notice of his intention to recommend the approval of two amendments to the decree num-

numéro 1743 du 11 juillet 1941, amendé par les arrêtés en conseil numéros 2873, 3010 et 3127 des 30 octobre, 6 et 19 novembre 1941, 1902 et 2992 des 30 juillet et 5 novembre 1942, 152 du 22 janvier 1943, 3821 du 12 octobre 1944, 234 du 18 janvier 1945, 1019, 1663 et 5064 des 21 mars, 10 mai et 18 décembre 1946, 493-C, 689-D, 917-A, 1622-B, 1729-C et 1883-C des 21 mars, 30 avril, 4 juin, 2 et 23 octobre et 12 novembre 1947, 69-B et 656-A des 22 janvier et 13 mai 1948, 814-A et 814-B du 12 mai 1949, 554-A, 973-A et 1368-A des 17 mai, 30 août et 14 décembre 1950, 230-B, 604-A et 1072-C des 7 mars, 14 juin et 27 septembre 1951, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans les comtés d'Abitibi-Est, Abitibi-Ouest, Charlevoix, Chicoutimi, Lac St. Jean, Roberval, Royun-Noranda et Saguenay;

ATTENDU QUE ledit avis a été publié dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 22 septembre 1951;

ATTENDU qu'une objection a été formulée et qu'elle a été appréciée conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 1743, soit modifié comme suit:

1° Le sous-paragraphe 2 du paragraphe "b" de l'article IV, est radié et remplacé par le suivant:

"2. Dans la zone I-A, salaire et demi par rapport au salaire régulier pour tout travail exécuté en plus de dix (10) heures dans une même journée de calendrier. Toutefois, les plombiers et poseurs d'appareils de chauffage doivent recevoir salaire et demi pour tout travail exécuté après midi, le samedi."

2° Au paragraphe "a" de l'article V,

i. Les mots "Sauf dans les limites de la zone I-A" sont ajoutés avant les mots "Ces taux doivent toutefois être modifiés".

ii. L'alinéa suivant est ajouté à la fin dudit paragraphe:

"Les taux de salaire apparaissant dans l'échelle précédente pour la zone I-A, sont majorés de \$0.10 dans le cas des ouvriers qualifiés et de \$0.05 dans le cas des aides et journaliers."

(Document "F" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,

31471-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1260

Québec le 7 novembre 1951.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil

Section "G"

CONCERNANT une modification du décret relatif à l'industrie de la chaussure dans la province.

ATTENDU QUE, conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, a donné avis de son intention de proposer l'approbation d'une modification au décret numéro 3003 du 31 juillet 1946, amendé par les arrêtés en conseil numéros 1352-A, 1658-A et 1883-A des 20 août, 8 octobre et 12 novembre 1947, 68-C, 1132-D et 1390-A des 22 janvier, 1er septembre et 21 octobre 1948, 207-B, 883-B, 1197-C, 1198-A

ber 1743 of July 11, 1941, as amended by Orders in Council 2873, 3010 and 3127 of October 30, November 6 and 19, 1941, 1902 and 2992 of July 30 and November 5, 1942, 152 of January 22, 1943, 3821 of October 12, 1944, 234 of January 18, 1945, 1019, 1663 and 5064 of March 21, May 10 and December 18, 1946, 493-C 689-D, 917-A, 1622-B, 1729-C and 1883-C of March 21, April 30, June 4, October 2 and 23 and November 12, 1947, 69-B and 656-A of January 22 and May 13, 1948, 814-A and 814-B of May 12, 1949, 554-A, 973-A and 1368-A of May 17, August 30 and December 14, 1950, 230-B, 604-A and 1072-C of March 7, June 14 and September 27, 1951, relating to the construction industry and trades in the counties of Abitibi-East, Abitibi-West, Charlevoix, Chicoutimi, Lake St. John, Roberval, Rouyn-Noranda and Saguenay;

WHEREAS the said notice has been published in the *Quebec Official Gazette* of September 22, 1951;

WHEREAS one objection has been made and has been considered as required by the Act;

BE IT ENACTED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said decree, number 1743, be amended as follows:

1. Paragraph 2 of subsection "b" of section IV is deleted and the following substituted therefor:

2. In zone I-A time and a half based on the regular rate of for all hours worked in excess of ten (10) hours in a same calendar day. However, plumbers and steamfitters shall receive time and a half for all hours worked after 12.00 (noon) on Saturday."

2. In subsection "a" of section V,

i. The words "Except as regards zone I-A" are added before the words "Such rates shall, however, be amended".

ii. The following paragraph is added at the end of the said subsection:

"The wage rates of the foregoing scale, as regards zone I-A are increased by \$0.10 in the case of skilled workers, and by \$0.05 in the case of helpers, and common workers (labourers)."

(Document "F" annexed to the order)

A. MORISSET,

31471-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1260

Quebec, November 7, 1951.

Present: The Lieutenant Governor in Council

Part "G"

CONCERNING an amendment of the decree relating to the shoe industry in the Province.

WHEREAS, pursuant to the procedure set forth in section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, has given notice of his intention to recommend the approval of an amendment to the decree number 3003 of July 31, 1946, as amended by Orders in Council 1352-A, 1658-A and 1883-A of August 20, October 8 and November 12, 1947, 68-C, 1132-D and 1390-A of January 22, September 1 and October 21, 1948, 207-B, 883-B, 1197-C, 1198-A

des 24 février, 11 août et 27 octobre 1949, 915-F, 1291-A des 9 août et 23 novembre 1950 et 51-C et 926-A des 11 janvier et 22 août 1951, relatif à l'industrie de la chaussure dans la province;

ATTENDU QUE ledit avis a été publié dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 29 septembre 1951;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation de la modification proposée;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 3003, soit modifié comme suit:

L'alinéa suivant est ajouté au paragraphe "c" de l'article 8:

"Pendant cette période d'initiation, les salariés concernés ont droit aux taux minima horaires suivants:

Salariés travaillant à l'heure:	Zones		
	I	II	III
classe 5.	\$0.40	\$0.38	\$0.35
classe 6.	0.35	0.33	0.305

Salariés travaillant à pièce:	Zones		
	I	II	III
classe 5.	0.44	0.42	0.385
classe 6.	0.385	0.365	0.335"

(Document "G" annexé à l'arrêté)

31471-o A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

of February 24, August 11 and October 27, 1949, 915-F 1291-A of August 9 and November 23, 1950 and 51-C and 926-A of January 11 and August 22, 1951, relating to the shoe industry in the Province;

WHEREAS the said notice has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of September 29, 1951;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendment;

BE IT ENACTED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said decree, number 3003, be amended as follows:

The following paragraph is added to subsection "c" of section 8:

"During this initiation period, the employees concerned are entitled to the following minimum rates:

Employees working on an hourly basis:	Zones		
	I	II	III
Class 5.	\$0.40	\$0.38	\$0.35
Class 6.	0.35	0.33	0.305

Employees working on piece-work basis:	Zones		
	I	II	III
Class 5.	0.44	0.42	0.385
Class 6.	0.385	0.365	0.335"

(Document "G" annexed to the order)

31471-o A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

Chartes — Abandon de

AVIS

FOREIGN LIGHT AND POWER COMPANY

Avis est par ces présentes donné que "Foreign Light and Power Company" a l'intention de faire application pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Montréal, P.Q., le 31 octobre 1951.

31437-o Le Secrétaire,
E. MULLER.

LES AUTOBUS LÉVIS-ST-VALLIER LTÉE

Avis est donné que conformément à la Loi des Compagnies de Québec, la compagnie "Des Autobus Lévis-St-Vallier Ltée", demandera la permission d'abandonner sa charte.

Québec, 12 novembre 1951.

31438-o Les Procureurs de la requérante,
BHERER, POULIOT & JUNEAU.

AVIS

J. H. LAFRAMBOISE & COMPAGNIE LIMITÉE

Avis est donné conformément à la Loi des Compagnies de Québec, que la compagnie "J. H. Laframboise & Compagnie Limitée" demandera la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 8 novembre 1951.

31460-o J. H. LAFRAMBOISE & COMPAGNIE LIMITÉE,
Par le Secrétaire-trésorier,
J. FILION.

Charters — Surrender of

NOTICE

FOREIGN LIGHT AND POWER COMPANY

Notice is hereby given that "Foreign Light and Power Company" intends to make application for leave to surrender its charter.

Dated at Montreal, P.Q., this 31st day of October, 1951.

31437-o E. MULLER,
Secretary.

LES AUTOBUS LÉVIS-ST-VALLIER LTÉE

Notice is hereby given, pursuant to the Quebec Companies Act that the company "Les Autobus Lévis-St-Vallier Ltée" will apply for leave to surrender its charter.

Quebec, November 12th, 1951.

31438-o BHERER, POULIOT & JUNEAU,
Attorneys for said company.

NOTICE

J. H. LAFRAMBOISE & COMPAGNIE LIMITÉE

Notice is given under the Quebec Companies' Act, that "J. H. Laframboise & Compagnie Limitée" will apply for leave to surrender its charter.

Montreal, November 8th 1951.

31460-o J. H. LAFRAMBOISE & COMPAGNIE LIMITÉE,
Per: J. FILION,
Secretary-Treasurer.

LAKESHORE REST LTD.

NOTICE

En vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, la compagnie "Lakeshore Rest Ltd.", donne par les présentes avis qu'elle demandera au Lieutenant-gouverneur l'abandon de sa charte et son annulation, à compter d'une date fixée par lui.

Montréal, le 14 novembre 1951.

Le Secrétaire,
31477 BENJAMIN ROBINSON.

LAKESHORE REST LTD.

AVIS

Under the provisions of the Quebec Companies' Act, "Lakeshore Rest Ltd.", hereby gives notice that it will make application to the Lieutenant-Governor for acceptance of the surrender of its charter and its cancellation on and from a date to be fixed by him.

Montreal, November 14th, 1951.

31477-o BENJAMIN ROBINSON,
Secretary.

Commission Municipale de Québec

AVIS D'ÉCHANGE D'OBLIGATIONS

Loi pour assurer le progrès de l'éducation (10 Geo. VI, ch. 21 — 11 Geo. VI, ch. 32).

Avis est, par les présentes, donné que, conformément aux dispositions de la Loi pour assurer le progrès de l'éducation (10 George VI, chapitre 21, tel que modifié par 11 George VI, chapitre 32), la commission scolaire ci-dessous mentionnée s'est prévaluée de ladite loi;

Que, conformément aux dispositions des articles 7 et 8 de ladite loi, la Commission municipale de Québec a préparé la réorganisation financière comportant le règlement des dettes de ladite commission scolaire (savoir les emprunts contractés avant le 17 avril 1946) et cette réorganisation a dûment été approuvée par le Lieutenant-gouverneur en conseil (O.C. N° 1239 du 7 novembre 1951);

Que, conformément aux dispositions dudit ordre en conseil numéro 1239 du 7 novembre 1951, les détenteurs des obligations ci-dessous énumérées sont priés de transmettre, le ou après le 10 décembre 1951, lesdites obligations à toutes succursales dans la Province de Québec de la Banque Canadienne Nationale, de la Banque de Montréal, de la Banque Royale du Canada, de la Banque Canadienne de Commerce ou de la Banque Provinciale du Canada, ou à leur bureau chef dans les cités de Toronto, Winnipeg ou Vancouver, pour être transmises au bureau chef de la Banque Canadienne Nationale qui fera l'échange pour des obligations de la Commission municipale de Québec.

Les coupons d'intérêts échéant après le 1er décembre 1951 devront être attachés aux obligations transmises pour échange.

Ces obligations cesseront de porter intérêt à compter du 1er décembre 1951.

Commission scolaire dont les obligations seront échangées:

(SAINT-JEAN)

St-Jean, ville, (cath.)

Émission \$50,000.00, datée du 1er mai 1931, 4% — obligations échéant de novembre 1952 à novembre 1961 inclusivement.

Émission \$95,000, datée du 1er août 1929, 4% — obligations échéant de août 1952 à août 1958 inclusivement.

Daté à Québec, ce treizième jour de novembre 1951.

LA COMMISSION MUNICIPALE DE QUÉBEC,
par: MAURICE R. MARCOTTE,
31461-o Secrétaire.

Quebec Municipal Commission

NOTICE OF EXCHANGE OF DEBENTURES

Act to ensure the Progress of Education (10 Geo. VI, Chap. 21 — 11 Geo. VI, Chap. 32).

Notice is, hereby, given that in conformity with the provisions of the Act to ensure the Progress of Education (10 George VI, Chapter 21, as amended by 11 George VI, Chapter 32), the school commission hereunder named has availed of the said law;

That, in compliance with Sections 7 and 8 of the said Act, the Quebec Municipal Commission has prepared a financial reorganization of the debts of the said school Commission (i.e. loans contracted prior to the 17th of April 1946), and this organization has duly been approved by the Lieutenant-Governor in Council (O.C. No. 1239 of the 7th of November 1951);

That, in compliance with the provisions of said Order in Council No. 1239 of the 7th of November 1951, all holders of bonds or debentures hereunder listed are requested to forward, on or after the 10th of December 1951, their bonds or debentures to all branches in the Province of Quebec of the Banque Canadienne Nationale, or of the Bank of Montreal, or of the Royal Bank of Canada, or of the Canadian Bank of Commerce, or of the Provincial Bank of Canada, or at their principal office in the cities of Toronto, Winnipeg or Vancouver, to be forwarded to the Head Office of the Banque Canadienne Nationale which will effect the exchange for bonds of the Quebec Municipal Commission. The interest coupons maturing after the 1st of December 1951 should be attached to the bonds or debentures remitted for exchange.

These bonds or debentures shall cease to bear interest as of the 1st of December 1951.

School Commission whose bonds or debentures will be exchanged:

ST-JOHN

St. John's City, (Cath.)

Issue \$50,000.00, dated May 1st 1931, 4% — Bonds or debentures maturing from November 1952 to November 1961 inclusive;

Issue \$95,000.00, dated August 1st 1929, 4% — Bonds or debentures maturing from August 1952 to August 1958 inclusive.

Dated at Quebec, this 13th day of November 1951.

THE QUEBEC MUNICIPAL COMMISSION,
per: MAURICE R. MARCOTTE,
31461-o Secretary.

AVIS PUBLIC

PUBLIC NOTICE

Re: Commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Rémi d'Amherst (Papineau).

Re: School Commissioners for the Municipality of St. Remi d'Amherst (Papineau).

Avis est par les présentes donné que la Commission municipale de Québec, à sa séance en date du 14 novembre 1951, a adopté la résolution suivante:

Notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission has adopted the following resolution at its sitting of November 14, 1951:

"Il est résolu que, conformément aux dispositions de l'article 52 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, c. 207), les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Rémi d'Amherst, dans le comté de Papineau, ne soient plus, à compter du 1er décembre 1951, considérés comme étant en défaut au sens de la section V de ladite loi.

"Resolved that in accordance with the provisions of Section 52 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q. 1941, C. 207), from and after December 1, 1951, the School Commissioners for the Municipality of St. Rémi d'Amherst, in the County of Papineau, shall no longer be considered in default within the meaning of Division V of the said Act.

Québec, le 14 novembre 1951.

Quebec, November 14, 1951.

Le Secrétaire,

MAURICE R. MARCOTTE,

31466-o MAURICE R. MARCOTTE.

31466-o Secretary.

Compagnie autorisée à faire des affaires

Company Licensed to do Business

Avis est donné que la "Compagnie Nord-Africaine de l'Hyperphosphate Reno" a été dûment autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec.

Notice is hereby given that the "Compagnie Nord-Africaine de l'Hyperphosphate Reno" has been duly licensed to carry on business in the Province of Quebec.

Les pouvoirs conférés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature créées en vertu des lois de la province de Québec, et la compagnie sera sujette aux mêmes formalités que celles qui sont prescrites par les lois actuellement en vigueur en cette province.

The powers conferred on the said Company by its charter shall be limited to those granted to corporations of like nature created in virtue of the laws of the Province of Quebec, and such Company shall be subject to the same formalities as are prescribed by the existing laws of this Province.

Le siège de la compagnie en cette province est établi au numéro 275 de la rue Saint-Jacques ouest, en les cité et district judiciaire de Montréal.

The principal office of the Company in the Province is at 275 Saint-James Street, West, in the City and judicial district of Montreal.

L'agent principal dans la province aux fins de recevoir les significations en toutes actions et procédures exercées contre ladite compagnie est M. Jean-Louis Geneste, membre du Bureau, 4520 avenue Kensington (N.-D.-G.), Montréal.

Its chief agent in the Province for the purpose of receiving service in any suit or proceeding taken against it, is Mr. Jean-Louis Geneste, member of the Office, 4520 Kensington Avenue, (N.D.G.) Montreal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 15 novembre 1951.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of November, 1951.

Le Sous-secrétaire de la province,
JEAN BRUCHESI.

JEAN BRUCHESI,

31482-o

31482 Under Secretary of the Province.

Demandes à la Législature

Applications to Legislature

AVIS PUBLIC

PUBLIC NOTICE

Avis public est par les présentes donné que la Corporation Municipale de St-David-de-Falardeau et les Commissaires d'Écoles de la Municipalité de St-David-de-Falardeau, dans le comté de Chicoutimi, s'adresseront, à la Législature de Québec à sa présente session, pour obtenir la passation d'une loi aux fins de ratifier et confirmer des résolutions relatives à l'évaluation de certaines propriétés imposables de Price Brothers & Company Limited, situées dans le territoire sous leur juridiction respective, et aussi aux fins de ratifier et confirmer les contrats passés entre les dites corporations municipales et scolaires et Price Brothers & Company Limited, à la suite de l'adoption des dites résolutions.

Public notice is hereby given that the Municipal Corporation of St-David-de-Falardeau and the School Commissioners of the Municipality of St-David-de-Falardeau, in the county of Chicoutimi, will apply to the Quebec Legislature during its present session, to obtain the passing of an Act for the purposes of ratifying and confirming resolutions relative to the valuation of certain taxable properties belonging to Price Brothers & Company Limited, situate in the territory under their respective jurisdiction, and also for the purpose of ratifying contracts passed between the said municipal and school corporations, and Price Brothers & Company, Limited, following the adoption of the said resolutions.

Chicoutimi, 12 novembre 1951.

Chicoutimi, November 12, 1951.

Le Procureur des requérants,
LOUIS-RENÉ LAGACÉ.

LOUIS RENÉ LAGACÉ,
Attorney for Petitioners.

31465-46-4-o

31465-46-4

AVIS

Avis est par les présentes donné que Messieurs Dominique Bolduc, de Ste-Marie, Beauce, P.Q., Laval Couture, de Thetford-Mines, P.Q., J.-Omer Roy, de Montréal, P.Q., Geo.-H. Brouillette, de Richmond, P.Q., A.-S. Bisson, de Montréal, P.Q., et Wellie Poirier, de Richmond, P.Q., et autres, tous horlogers-bijoutiers de la province de Québec, s'adresseront à la Législature de Québec à sa présente session pour obtenir l'incorporation de la loi: "Le Collège des Horlogers-Bijoutiers de la Province de Québec", avec tous les pouvoirs, droits et privilèges des corporations civiles ordinaires et spécialement tous les pouvoirs concernant l'administration, la conduite de ses affaires, et sur tous autres sujets connexes aux horlogers-bijoutiers.

Le Collège sera administré par les représentants de syndicats librement constitués d'horlogers-bijoutiers, de compagnons et d'apprentis engagés dans le métier. Le Collège aura le droit de faire des règlements concernant l'émission de certificats pour les compagnons et horlogers-bijoutiers, et les détenteurs de tels certificats pourront exercer le métier et porter le nom d'horloger-bijoutier.

Le siège social et principal sera situé dans la cité de Québec.

Le Collège pourra adopter tous autres règlements jugés nécessaires pour l'accomplissement de son objet.

Québec, le 13 novembre 1951.

Le Procureur des pétitionnaires,
31464-46-4-0 UBALD DÉSILETS.

NOTICE

Notice is hereby given that Messrs. Dominique Bolduc, of Ste-Marie, Beauce, P.Q., Laval Couture, of Thetford Mines, P.Q., J. Omer Roy, of Montreal, P.Q., Geo. H. Brouillette, of Richmond, P.Q., A. S. Bisson, of Montreal, P.Q., and Wellie Poirier, of Richmond, P.Q., and others, all clockmakers-jewellers of the Province of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the passing of an Act, incorporating: "Le Collège des Horlogers-Bijoutiers de la Province de Québec", with all the powers, rights and privileges of civil ordinary corporations and in particular all the powers concerning the administration and conduct of its affairs, and on all other matters connected with clockmakers and jewellers.

The "Collège" will be managed by representatives of freely incorporated syndicates of clockmakers-jewellers, journeymen and apprentices engaged in the trade. The "Collège" shall be entitled to make by-laws concerning the issue of certificates for the journeymen and clockmakers-jewellers, and the holders of such certificates may carry on the trade and bear the name of clockmaker-jeweller.

The head office and corporate seat will be in the City of Quebec.

The "Collège" may adopt any other by-laws deemed necessary for the accomplishment of its purpose.

Québec, November 13, 1951.

UBALD DÉSILETS,
31464-46-4 Attorney for Petitioner.

Département des Affaires municipales

Le soussigné donne avis que, tel que demandé par une résolution du 1er octobre 1951 du conseil de la paroisse de St-Philippe, comté de Laprairie, et conformément aux dispositions de l'article 130 du Code municipal, il a décrété, en date du 9 novembre 1951, que les publications de tous les avis publics, règlements, résolutions ou ordres de la dite corporation, sauf celles requises dans la *Gazette officielle de Québec*, se feront, à l'avenir, dans la langue française seulement.

Le présent avis est publié en conformité de l'article 131 du Code municipal. (10 George VI, chapitre 55, section 2).

Québec, le 9 novembre 1951.

BONA DUSSAULT,
31447-0 Ministre des Affaires municipales.

Department of Municipal Affairs

The undersigned gives notice that, as requested by a resolution of October 1st, 1951, of the council of the parish of St-Philippe, county of Laprairie, and pursuant to the provisions of article 130 of the Municipal Code, he has enacted, under date of November 9, 1951, that the publication of all public notices, by-laws, resolutions or orders of the said corporation save those required in the *Quebec Official Gazette*, be made, in future, in the French language only.

The present notice is published in conformity with article 131 of the Municipal Code (10 George VI, chapter 55, section 2).

Québec, November 9, 1951.

BONA DUSSAULT,
31447 Minister of Municipal Affairs.

Département de l'Agriculture
Industrie Laitière

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Erratum

Le paragraphe suivant de l'ordonnance N° 27-51 de la Commission de l'Industrie laitière publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 10 novembre 1951, Volume 83, N° 45, a été omis par erreur: "La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 27-50 publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 28 octobre 1950 et entrera en vigueur le 16 novembre 1951."

Department of Agriculture
Dairy Industry

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Erratum

The following paragraph of Order No. 27-51 of the Dairy Industry Commission published in the *Quebec Official Gazette* of November 10th, 1951, Volume 83, No. 45, was omitted by error: "The present Order cancels Order No. 27-50 published in the *Quebec Official Gazette* of October 28th, 1950 and shall come into force on November 16th, 1951."

Ladite ordonnance N° 27-51 édictée par la Commission de l'Industrie laitière, le 7 novembre 1951, se lit comme suit:

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 27-51

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mercredi, 7 novembre 1951, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Québec, à 10 heures de l'avant-midi.

Présents: MM. Omer E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire.

ATTENDU que l'Union des associations des producteurs de lait de la province de Québec a représenté à la Commission que le coût de la production du lait a haussé substantiellement depuis le 1er novembre 1950, date de l'entrée en vigueur des ordonnances fixant les prix actuels du lait en nature et qu'elle réclame une augmentation de ces prix;

ATTENDU que, depuis cette date, il en coûte plus cher pour se procurer des vaches et de l'outillage et que la main d'œuvre adéquate sur les fermes et dans les laiteries exige et reçoit des salaires plus élevés;

ATTENDU que le prix des autres produits alimentaires a augmenté et que le lait qui est un aliment essentiel et le plus complet doit être assuré à la population à un prix raisonnable;

ATTENDU qu'il y a danger que les ouvriers et leurs enfants souffrent d'une rareté de cet aliment si les cultivateurs sont moins intéressés à s'adonner à cette production parce qu'ils ne reçoivent pas une rétribution suffisante pour le lait de leur troupeau;

ATTENDU que la Commission de l'Industrie Laitière doit fixer le prix du lait, en tenant compte de la valeur du produit, des conditions de sa production, de sa manipulation, de sa livraison et des conditions des divers marchés locaux, de façon à sauvegarder les intérêts des fournisseurs-producteurs, des marchands de lait, des distributeurs de produits laitiers et des consommateurs;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région du Lac Saint-Jean.

2° La région du Lac Saint-Jean comprend la cité de Chicoutimi, la municipalité du village de Rivière-du-Moulin, les villes de Jonquières et de Kénogami, la cité d'Arvida, les municipalités de villes de Bagotville et de Port-Alfred, la municipalité du village de Saint-Alexis-de-la-Grande-Baie, les municipalités de villes de Saint-Joseph d'Alma, de Riverbend et d'Ile Maligne, la cité de Roberval, la municipalité de la ville de Dolbeau, la municipalité du village de Dolbeau et celle du village de Mistassini et de Sainte-Anne de Chicoutimi, la ville de Saint-Félicien et le territoire compris entre les cités d'Arvida et de Chicoutimi.

3° Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque 100 livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$4.40 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

The said Order No. 27-51 enacted by the Dairy Industry Commission on November 7th, 1951, reads as follows:

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 27-51

Except from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Wednesday, November 7th, 1951, held in the office of the Dairy Industry Commission in Quebec, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Omer E. Milot, President, Joseph Hébert, Adrien Angers, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary.

WHEREAS the United Milk Producers' Associations of the Province of Quebec have made representations to the Commission to the effect that the cost of milk production has increased substantially since November 1st, 1950, when Orders fixing the present milk prices came into effect, and are asking for an increase of these prices;

WHEREAS since that date, it costs more to buy cows and machinery, and that adequate labor on the farm and in milk plants is asking for and getting higher wages;

WHEREAS the price of other food products has increased and that milk which is an essential and the most perfect food, must be provided to the population at a reasonable price;

WHEREAS there is the risk laborers and their children may suffer from a shortage of this food if the farmers are less interested in milk production because they would receive insufficient returns for their milk;

WHEREAS the Dairy Industry Commission must set the price of milk by taking into account the value of the product, the conditions under which it is produced, its handling, its delivery, and the conditions of the various local markets, in order to protect the interests of the producers-suppliers, the milk dealers, the distributors of dairy products, and the consumers;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Lake St. John.

2. The region of Lake St. John includes the city of Chicoutimi, the village municipality of Rivière-du-Moulin, the towns of Jonquières and Kénogami, the city of Arvida, the town municipalities of Bagotville and Port Alfred, the village municipality of Saint-Alexis de la Grande-Baie, the town municipalities of Saint-Joseph d'Alma, of Riverbend and of Ile Maligne, the city of Roberval, the town municipality of Dolbeau, the village municipality of Dolbeau and the village municipality of Mistassini and of Sainte-Anne de Chicoutimi, the town of Saint-Félicien, and the territory between the cities of Arvida and Chicoutimi.

3. Any milk dealer must pay directly to his producers-suppliers, for each 100 pounds of milk which he receives from them, \$4.40 net F.O.B. business place of said dealer.

Pour le lait acheté par un marchand de lait d'une beurrerie, d'une fromagerie ou d'un autre marchand de lait, le prix est fixé à \$4.40 le 100 livres F.A.B. la place d'affaires dudit fournisseur.

Lorsqu'une fabrique locale, c'est-à-dire une fromagerie, une beurrerie ou autre fabrique de produits laitiers reçoit du lait des producteurs-fournisseurs pour le revendre à un marchand de lait, tel qu'indiqué ci-haut, le prix aux producteurs ne devra pas être moins de \$4.40 du 100 livres de lait acheté, moins 15% de ce prix.

4° Nul ne peut, dans les limites de ladite région du Lac St-Jean, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 11 cents la chopine et 19 cents la pinte.

5° Nul ne peut, dans les limites de ladite région du Lac St-Jean offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 6 cents le demiard, 10 cents la chopine et 17½ cents la pinte.

6° Nul ne peut, dans les limites de ladite région du Lac St-Jean, offrir, vendre ou livrer du lait en bidon aux hôtels ou aux cantines militaires à des prix inférieurs à 68 cents le gallon.

7° Nul marchand de lait, société coopérative ou syndicat coopératif ne peut vendre, offrir ou livrer du lait en bidon destiné aux hôpitaux et aux institutions de charité, à un prix inférieur à 66 cents le gallon. Ces institutions auront le privilège d'acheter le lait en bouteille aux prix fixés pour le commerce de gros: soit 10 cents la chopine et 17½ cents la pinte.

8° Le prix du lait pasteurisé offert, vendu ou livré par les marchands de lait, les sociétés coopératives ou les syndicats coopératifs, aux distributeurs de lait, est fixé à 58 cents le gallon.

9° Le prix du lait en bouteilles d'un demiard pour distribution aux écoliers est fixé à 5½c le demiard.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 27-50 publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 28 octobre 1950, et entrera en vigueur le 16 novembre 1951.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER E. MILOT, président,
JOSEPH HÉBERT,
ADRIEN ANGERS, commissaires.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, secrétaire.
31432A-X-o

For milk bought by a milk dealer from a butter-factory, a cheese-factory or another milk dealer, the price is fixed at \$4.40 per 100 pounds F.O.B. business place of said supplier.

When a local factory, i.e. a cheese-factory, a butter-factory or any other dairy products factory, receives milk from producers-suppliers to be resold to a milk dealer, as above mentioned, the price to producers shall not be less than \$4.40 per 100 pounds of milk bought, less 15% of said price.

4. No person shall, within the limits of said region of Lake St. John, offer, sell or deliver milk at prices inferior to 11 cents a pint and 19 cents a quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Lake St. John, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any business establishment, at price inferior to a cents a half-pint, 10 cents a pint and 17½ cents a quart.

6. No person shall, within the limits of said region of Lake St. John, offer, sell, or deliver milk in bulk to hotels or to military cantines at a price inferior to 68 cents a gallon.

7. No milk dealer, cooperative society or cooperative syndicate shall offer, sell, or deliver milk in bulk to hospitals or to charitable institutions at a price inferior to 66 cents a gallon. These institutions will have the privilege of buying bottled milk at wholesale prices that is: 10 cents a pint and 17½ cents a quart.

8. The price of pasteurized milk offered sold or delivered by milk dealers, cooperative societies and cooperative syndicates, to milk distributors, is fixed at 58 cents a gallon.

9. The price of milk in half pint bottles delivered to pupils is set at 5½c per half-pint.

The present order cancels Order No. 27-50 published in the *Quebec Official Gazette* of October 28th, 1950, and shall come into force on November 16th, 1951.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: OMER E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT,
ADRIEN ANGERS, Commissioners.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.
31432A-X-o

Département de l'Instruction publique

N° 177-48.

Québec, le 27 octobre 1951.

Demande est faite de former en municipalité scolaire distincte qui serait connue et désignée sous le nom de Renault, dans le comté d'Abitibi-Ouest et qui comprendrait les lots suivants, tous inclusivement, qui seraient détachés de la municipalité scolaire de St-François-de-Sales, savoir:

1 à 13 inclusivement des rangs est à ouest du chemin Macamic dans le canton Dufresnoy; 1 à 46 des rangs est et ouest du chemin Macamic du canton de Destor.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
31393-45-2-o O. J. DESAULNIERS.

Department of Education

No. 177-48.

Quebec, October 27, 1951.

Application is made to form into a separate school municipality to be known and designated under the name of "Renault" in the county of Abitibi-West and to comprise the following lots, all inclusively, to be detached from the school municipality of St-François-de-Sales, to wit:

1 to 13 inclusively of the ranges east and west of the Macamic Road, in the township Dufresnoy; 1 to 46 of the ranges east and west of the Macamic Road, of the township of Destor.

O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

N° 1241-50.

Québec, le 31 octobre 1951.

Demande est faite d'annexer à la municipalité scolaire de St-Thomas-Didyme, dans le comté de Roberval, les lots suivants, tous inclusivement, du canton Dumais qui ne sont pas encore organisés au point de vue scolaire:

Les lots 1 à 60 du rang II (2), les lots A à 60 du rang III (3), le rang IV (4) du dit canton depuis la rivière Ashuapmouchouan jusqu'au lot 50 inclusivement, 31 à 50 du rang V (5), toutes les îles comprises sur la rivière Ashuapmouchouan et incluses dans ledit canton de Dumais. Toute la partie non-subdivisée du dit canton de Dumais et comprise dans les bornes suivantes: du côté nord-est par les rangs ou partie de rang III, IV et V, du côté sud-est partie par les rangs IV et V et partie par la Rivière Ashuapmouchouan, du côté sud-ouest par la susdite Rivière et du côté nord-ouest partie par le rang V et partie par la ligne de division entre les Cantons de Dumais et Ramsay.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
31395-45-2-o O. J. DESAULNIERS.

No. 1241-50.

Quebec, October 31, 1951.

Application is made to annex to the school municipality of St-Thomas-Didyme, in the county of Roberval, the following lots, all inclusively, of the township Dumais, which are not as yet organized as regards schools:

Lots 1 to 60 of range II (2), lots A to 60 of range III (3), range IV (4), of said township from the Ashuapmouchouan river to lot 50 inclusively, 31 to 50 of range V (5), all the islands on the Ashuapmouchouan river and included in the said township Dumais. All the unsubdivided part of said township Dumais and comprised within the following boundaries: on the northeast side by the ranges or part of range III, IV and V, on the southeast side partly by ranges IV and V and partly by the Ashuapmouchouan river, on the southwest side by the aforesaid river and on the northwest side partly by range V and partly by the division line between the townships Dumais and Ramsay.

O. J. DESAULNIERS,
31395-45-2 Superintendent of Education.

N° 612-51.

Québec, le 27 octobre 1951.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de St-Bruno, dans le comté du Lac St-Jean, et de les annexer à la municipalité scolaire d'Hébertville Station, dans le même comté, les lots suivants du canton de Signai, savoir:

Les numéros 13A, 14, 15, 16A, 16B, 17, 18A, 18B, 19A, 19B, 20A, 20B, 21, 22A, 22B, dans le troisième rang du canton de Signai; les numéros 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19A, 19B, 20A, 20B, 21A, 21B, 22A, 22B, 23A, 23B, 23C, 23D, 23E, 24A, 24B, 24C dans le deuxième rang du canton de Signai; le N° 10 dans le rang quatre du canton de Signai.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
31394-45-2-o O. J. DESAULNIERS.

No. 612-51.

Quebec, October 27, 1951.

Application is made to detach from the school municipality of St-Bruno, in the county of Lake St. John, and to annex them to the school municipality of Hébertville Station, in the same county, the following lots of the township Signai, to wit:

Numbers 13A, 14, 15, 16A, 16B, 17, 18A, 18B, 19A, 19B, 20A, 20B, 21, 22A, 22B, in the third range of the township Signai; numbers 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19A, 19B, 20A, 20B, 21A, 21B, 22A, 22B, 23A, 23B, 23C, 23D, 23E, 24A, 24B, 24C in the second range of the township Signai; number 10 in the range four of the township Signai.

O. J. DESAULNIERS,
31394-45-2 Superintendent of Education.

N° 984-51.

Quebec, le 6 novembre 1951.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de la paroisse de Saint-Joseph-d'Alma dans le comté du Lac St-Jean, les lots suivants du cadastre officiel du canton Delisle et de les annexer à la municipalité scolaire du Village de Naudville, dans le même comté, savoir:

Les lots un, deux, trois-A, trois-B, quatre, cinq, six-A, six-B, sept-A, sept-B, sept-C, huit-A, huit-B et neuf-A (1, 2, 3A, 3B, 4, 5, 6A, 6B, 7A, 7B, 7C, 8A, 8B, 9A) du rang quatre (4) de l'Ile d'Alma, au cadastre officiel du canton Delisle.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
31405-45-2-o O. J. DESAULNIERS.

No. 984-51.

Quebec, November 6, 1951.

Application is made to detach from the school municipality of the parish of St-Joseph d'Alma, in the county of Lake St-John, the following lots of the official cadastre of the township of Delisle and to annex them to the school municipality of the Village of Naudville, in the same county, to wit:

Lots one, two, three-A, three-B, four, five, six-A, six-B, seven-A, seven-B, seven-C, eight-A, eight-B and nine-A (1, 2, 3A, 3B, 4, 5, 6A, 6B, 7A, 7B, 7C, 8A, 8B, 9A) of the fourth range (4), of the Isle of Alma, on the official cadastre of the township of Delisle.

O. J. DESAULNIERS,
31405-45-2 Superintendent of Education.

N° 1146-51.

Québec, le 12 novembre 1951.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de St-Narcisse-de-Beaurivage, dans le comté de Lotbinière, la partie du lot N° 131 du cadastre officiel de St-Narcisse-de-Beaurivage, appartenant à monsieur J.-Alexandre Goulet et de l'annexer à la municipalité scolaire de St-Bernard, dans le comté de Dorchester.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
31459-46-2-o O. J. DESAULNIERS.

No. 1146-51.

Quebec, November 12, 1951.

Application is made to detach from the school municipality of St-Narcisse-de-Beaurivage, in the County of Lotbinière, part of lot No. 131 of the official cadastre of St-Narcisse-de-Beaurivage, belonging to Mr. J. Alexandre Goulet and to annex it to the school municipality of St-Bernard, in the County of Dorchester.

O. J. DESAULNIERS,
31459-46-2 Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts

Department of Lands and Forests

AVIS

Cadastre officiel du Canton de Malhiot.— Division d'enregistrement de La Tuque.

Avis est par la présente donné que dans le rang sud-ouest du Lac-à-la-Beauce, les lots 1a, 1b, 2a, 2b, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9a, 9b, 10a, 10b, 11a, 11b, 12a, 12b, 13a, 13b, 14a, 14b, 15a, 15b, 16a, 16b, 17a, 17b, 18a, 18b, 19 et 20 sont ajoutés et le lot 70 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 24 octobre 1951.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

31462-o

NOTICE

Official cadastre of the Township of Malhiot.— Registration Division of La Tuque.

Notice is hereby given that in Range South-West Lac-à-la-Beauce, lots 1a, 2a, 2b, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9a, 9b, 10a, 10b, 11a, 11b, 12a, 12b, 13a, 13b, 14a, 14b, 15a, 15b, 16a, 16b, 17a, 17b, 18a, 18b, 19 and 20 are added and lot 70 is cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, October the 24th, 1951.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

31462-o

Département du Travail

Department of Labour

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

NOTICE OF LEVY

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective, que le Comité conjoint de Bijouterie et d'Horlogerie du Québec, établi en exécution du décret numéro 163 du 12 février 1948, et amendements a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1260 du 7 novembre 1951, section "D", à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, that the Jewellery and Horology Joint Committee of Quebec, formed under decree number 163 of February 12, 1948, and amendments has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 1260 of November 7, 1951 part "D", to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree as per the following method and rate:

1. Cotisation

1. Levy

La période de cotisation s'étend du 1er novembre 1951 au 31 octobre 1952; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

The period of levy extends from November 1, 1951, to October 31, 1952; such levy shall be laid as follows:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 163 et ses modifications, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

a) The professional employers governed by the said decree, number 163, and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their payroll for the employees governed by the said decree.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 163 et ses modifications, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire hebdomadaire établi comme base de calcul du prélèvement dans leur cas, soit \$50.00.

b) The artisans governed by the said decree, number 163 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the basic weekly wages upon which their levy is computed, i.e. \$50.00.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 163 et ses modifications, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération.

c) The employees governed by the said decree, number 163, and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their remuneration.

2. Mode de perception

2. Mode of collection

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee furnishes the professional employers with report forms on which shall be given all information required by the said Parity Committee. The professional employer shall complete his report, sign and forward it to the Parity Committee every month.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments of his employees by means of a deduction on the latter's wages.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au siège social du Comité paritaire 490, rue Principale, Richmond, le ou avant le 10 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable, au siège social du Comité paritaire.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité conjoint de Bijouterie et d'Horlogerie du Québec pour la période comprise entre le 1er novembre 1951 et le 31 octobre 1952.

COMITÉ CONJOINT DE BIJOUTERIE ET D'HORLOGERIE DU QUÉBEC

Siège social: Richmond

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er novembre 1951 et le 31 octobre 1952.

Recettes:

Cotisation ($\frac{1}{2}$ de 1%):

Employeurs professionnels	\$1,250.00
Artisans	2,000.00
Salariés	1,475.00
Honoraires d'examen	40.00
Recettes diverses	35.00
	\$4,800.00

Déboursés:

Salaires	3,120.00
Frais de déplacement	900.00
Administration	325.00
Frais légaux	300.00
Vérification des livres	25.00
Frais de cautionnement	5.00
Dépenses diverses	125.00
	\$4,800.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 17 novembre 1951. 31472-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire du Commerce de Gros et de Détail de Rimouski, établi en exécution du décret numéro 1721, du 16 décembre 1948, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee, 490, Main Str., Richmond, on or before the 10th of the month following the date of expiration of the period for which it is requirable; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and the sums payable to the Parity Committee by his employees. The Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The levy enacted by the present by-law is payable every month by the professional employer, the artisan and the employee, without notice, at the head office of the Parity Committee.

Upon refusal by a professional employer or an artisan to pay or to give the necessary information, notice is given to fulfil obligations towards the Parity Committee within five (5) days.

3. Financial report

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following fixed dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Jewellery and Horology Joint Committee of Quebec for the period between November 1, 1951, and October 31, 1952.

JEWELLERY AND HOROLOGY JOINT COMMITTEE OF QUEBEC

Head Office: Richmond

Estimate of the receipts and disbursements for the period between November 1, 1951 and October 31, 1952.

Receipts:

Assessments ($\frac{1}{2}$ of 1%):

Professional employers	\$1,250.00
Artisans	2,000.00
Employees	1,475.00
Examination fees	40.00
Various receipts	35.00
	\$4,800.00

Disbursements:

Salaries	3,120.00
Travelling expenses	900.00
Administration	325.00
Legal fees	300.00
Audition	25.00
Fidelity Bond	5.00
Various expenses	125.00
	\$4,800.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 17, 1951. 31472-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Wholesale and Retail Trade Joint Committee of Rimouski, formed under decree No. 1721 of December 16, 1948, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 1228 of Oc-

numéro 1228 du 31 octobre 1951, section "I", le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans, des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er novembre 1951 au 31 octobre 1952; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 1721 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 1721 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré, soit \$37.30 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 1721 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le vingt (20) du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation du dit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé un état des recettes et des déboursés probables prévus par le Comité paritaire du Commerce de Gros et de Détail de Rimouski, pour la période comprise entre le premier novembre 1951 et le 31 octobre 1952.

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er novembre 1951 et le 31 octobre 1952.

tober 31, 1951, part "I", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act, to levy assessments from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy extends from November 1, 1951, to October 31, 1952; such levy is laid as follows:

a) The professional employers governed by the said decree, number 1721, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their payroll as regards the employees governed by the said decree.

b) The artisans governed by the said decree, number 1721, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the lowest wages established in the decree for journeymen, i.e. \$37.30 per week.

c) The employees governed by the said decree, number 1721, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their remuneration.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which all particulars required by the said Parity Committee shall be given. The professional employer shall complete his report, sign and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments of his employees by means of a deduction from the latter's wages.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 20th day of the month following the date of expiration of the period for which it is required; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and the sums payable to the Parity Committee by his employees. The committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The assessments laid by the present by-law are payable every month by the professional employer, the artisans and the employee, without notice.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay or to give the necessary information, five days' notice shall be given to them to fulfil their obligations towards the Parity Committee.

3. Financial report

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Wholesale and Retail Trade Joint Committee of Rimouski for the period between November 1, 1951, and October 31, 1952.

Estimate of the receipts and disbursements for the period between November 1, 1951, and October 31, 1952.

<i>Recettes:</i>		<i>Receipts:</i>	
Cotisations ($\frac{1}{2}$ de 1%):		Assessments ($\frac{1}{2}$ of 1%):	
Employeurs professionnels.....	\$2,220.00	Professional employers.....	\$2,220.00
Employés.....	2,220.00	Employees.....	2,220.00
Artisans.....	600.00	Artisans.....	500.00
	\$5,040.00		\$5,040.00
<i>Déboursés:</i>		<i>Disbursements:</i>	
Salaires:		Wages:	
Secrétaire.....	900.00	Secretary.....	\$ 900.00
Inspecteur-trésorier.....	2,100.00	Inspector-treasurer.....	2,100.00
Loyer de bureau.....	360.00	Office rent.....	360.00
Frais légaux.....	200.00	Legal fees.....	200.00
Papeterie, Impression, timbres et télégrammes.....	300.00	Stationery, printing, postage & telegrams.....	300.00
Vérification.....	175.00	Auditing.....	175.00
Assurance cautionnement.....	5.00	Fidelity Bond.....	5.00
Assurance incendie.....	6.05	Fire insurance.....	6.05
Jetons de présence.....	520.00	Members' attendance fees.....	520.00
Publicité.....	100.00	Publicity.....	100.00
Dépenses diverses et imprévues.....	373.95	Various and unforeseen expenses.....	373.95
	\$5,040.00		\$5,040.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 17 novembre 1951. 31472-o

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 17, 1951. 31472-o

AVIS DE PRÉLEVEMENT

L'honorable Antonio Barette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire de l'industrie de la boulangerie de Québec et district, établi en exécution du décret numéro 1156 du 19 octobre 1950, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1228 du 31 octobre 1951, section "H" le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163, et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend de la date de publication du présent règlement dans la *Gazette officielle de Québec* au 28 octobre 1952; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné.

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 1156 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 1156 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré, soit \$40.00 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 1156 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Baking Industry Parity Committee of Quebec and District, formed under decree number 1156 of October 19, 1950, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 1228 of October 31, 1951, part "B", in pursuance of the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the mode and rate hereafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy extends from the date of publication of the present by-law in the *Quebec Official Gazette* to October 28, 1952; this levy is laid as follows:

a) The professional employers governed by the said decree, number 1156 shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their payroll in the case of employees governed by the said decree.

b) The artisans governed by the said decree, number 1156, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the lowest wages established in the decree for journeymen, namely: 40.00 per week.

c) The employees governed by the said decree, number 1156, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their remuneration.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these professional employers with report forms on which shall be given all the particulars required by the Parity Committee. The professional employer shall complete, sign and forward his report to the Parity Committee every month.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 15 du mois suivant le date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee the assessments of his employees by means of a deduction from the latter's wages.

The professional employer shall submit his monthly report to the Parity Committee on or before the 15th of the month following the date of expiration of the period for which it is requirable. The said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and the sums payable to the Parity Committee by his employees. The committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The assessment laid by the present by-law is payable every month by the professional employer, the artisan and the employee, without notice.

Upon refusal by a professional employer or an artisan to pay or to give the necessary information, a five-day notice shall be served to fulfil the obligations towards the Parity Committee.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Industrie de la Boulangerie de Québec et du district, pour la période comprise entre le 28 octobre 1951 et le 28 octobre 1952.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE LA BOULANGERIE DE QUÉBEC ET DU DISTRICT

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 28 octobre 1951 et le 28 octobre 1952.

Recettes:

Cotisations (½ de 1%):

Employeurs professionnels.....	\$ 7,000.00
Artisans	500.00
Salariés.	7,000.00
Honoraires d'examens.	200.00
	\$14,700.00

Déboursés:

Salaires:

Secrétaire.	3,120.00
Employé du bureau.	2,080.00
Inspecteur.	3,120.00
Frais de déplacements:	
Inspecteur.	1,000.00
Administration	800.00
Loyer du bureau	480.00
Frais légaux	300.00
Papeterie, impressions, timbres, téléphone et télégrammes.	1,000.00
Ameublement et accessoires de bureau.	300.00
Vérification des livres	160.00
Assurances et frais de cautionnement.	10.00
Frais de déplacement du président et des membres.	480.00
Jetons de présence aux membres du Comité.	1,200.00
Bureau d'Examineurs.	200.00
Taxes d'affaires et autres.	100.00
Dépréciation.	200.00

3. Financial report

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour a quarterly report of its financial operations on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Baking Industry Parity Committee of Quebec and District for the period between October 28, 1951, and October 28, 1951.

THE BAKING INDUSTRY PARITY COMMITTEE OF QUEBEC AND DISTRICT

Estimate of the receipts and disbursements for the period between October 28, 1951 and October 28, 1952.

Receipts:

Assessments (½ of 1%):

Professional employers.	\$ 7,000.00
Artisans.	500.00
Employees	7,000.00
Examination fees.	200.00
	\$14,700.00

Disbursements:

Salaries:

Secretary.	3,120.00
Office employee	2,080.00
Inspectors.	3,120.00
Travelling expenses:	
Inspectors.	1,000.00
Administration.	800.00
Office rent.	480.00
Legal fees	300.00
Stationery, printing, postage, telephone and telegrams.	1,000.00
Office furniture and equipment	300.00
Audition.	160.00
Insurance and fidelity bond.	10.00
Transportation: chairman and members.	480.00
Meeting expenses of committee members.	1,200.00
Board of Examiners.	200.00
Business and other taxes.	100.00
Depreciation.	200.00
Miscellaneous and unforeseen expenses.	

Dépenses diverses imprévues.	150.00	ses	150.00
	\$14,700.00		\$14,700.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail
Québec, le 17 novembre 1951. 31472-o

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 17, 1951. 31472-o

AVIS DE PRÉLEVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire des métiers de la construction du district de Hull, établi en exécution du décret numéro 1254, du 10 novembre 1949, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1260, du 7 novembre 1951, section "E" le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statut refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis auxdits décrets, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 12 novembre 1951 au 11 novembre 1952; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné.

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 1254 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 1254 doivent verser au comité une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré, selon leur métier.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 1254, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire.

L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 15 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee for the Building Trades of the District of Hull, formed under decree number 1254 of November 10, 1949, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 1260 of November 7 1951, part "E", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed.

1. Assessments

The period of levy extends from November 12, 1951, to November 11, 1952 the said levy shall be laid as follows:

a) The professional employers governed by the said decree, number 1254, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their payroll for the employees governed by the said decree.

b) The artisans governed by the said decree, number 1254, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the lowest wages established in the decree for journeymen, according to their trade.

c) The employees governed by the said decree, number 1254, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their remuneration.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which all particulars required by the said Parity Committee shall be given.

The professional employer shall complete his report, sign and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments of his employees by means of a deduction on the latter's wages.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 15th of the month following the date of expiration of the period for which it is requirable. The said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and those of the employees. The Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The assessments laid by the present by-law are payable every month by the Professional employer, the artisan and the employee, without notice.

Upon refusal by a professional employer or an artisan to pay or give the necessary information, five day's notice will be given to fulfil obligations towards the Parity Committee.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire des métiers de la construction du district de Hull, pour la période comprise entre le 12 novembre 1951 et le 11 novembre 1952.

Etat des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 12 novembre 1951 et le 11 novembre 1952.

<i>Recettes:</i>	
Cotisations (½ de 1%)	
Employeurs professionnels	\$18,000.00
Artisans	1,000.00
Salariés	18,000.00
Honoraires d'examens	600.00
Intérêts débetures	400.00
	\$38,000.00
<i>Déboursés:</i>	
Bureau des Examineurs	\$2,000.00
Subvention à la Commission d'Apprentissage	10,000.00
Entretien du bureau	1,000.00
Frais légaux	1,500.00
Frais de déplacement des membres	5,000.00
Frais de voyage — inspections	2,500.00
Jetons de présence	1,600.00
Loyer — assurances	500.00
Papeterie — articles de bureau	500.00
Salaires	10,000.00
Téléphone — timbres — télégrammes	600.00
Vérification	150.00
Divers	2,000.00
	\$37,530.0
Surplus administratif	650.00
	\$38,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 17 novembre 1951. 31472-o

AVIS D'AMENDEMENT DE RÈGLEMENTS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), qu'un règlement d'amendement concernant le changement de nom du Comité conjoint du commerce d'horlogerie et de bijouterie des Cantons de l'Est a été approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1260-B du 7 novembre 1951.

En vertu de ce règlement d'amendement, le nouveau nom officiel dudit Comité paritaire est le suivant "Le Comité conjoint de Bijouterie et d'Horlogerie du Québec". Le siège social du Comité demeure à Richmond, P.Q.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 17 novembre 1951. 31472-o

3. Financial report

In pursuant of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour a quarterly report of its financial operations on the following dates: March 31, June 31, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee for the Building Trades of the District of Hull, for the period between November 12, 1951, and November 11, 1952.

Estimate of the receipts and disbursements for the period between November 12, 1951, and November 11, 1952.

<i>Receipts:</i>	
Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	\$18,000.00
Artisans	1,000.00
Employees	18,000.00
Examination fees	600.00
Bonds interest	400.00
	\$38,000.00
<i>Disbursements:</i>	
Board of Examiners	\$2,000.00
Apprenticeship Commission	10,000.00
Office maintenance	1,000.00
Legal fees	1,500.00
Members' transportation expenses	5,000.00
Travelling expenses, inspection	2,500.00
Meeting attendance fees	1,600.00
Rent, insurance	500.00
Stationery, office equipment	500.00
Salaries	10,000.00
Telephone, postage, telegrams	600.00
Auditing	150.00
Miscellaneous	2,000.00
	\$37,350.00
Surplus	650.00
	\$38,000.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 17, 1951. 31472-o

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that an amending by-law concerning the changing of the name of the Horology and Jewellery Trades Joint Committee of the Eastern Townships has been approved by Order in Council number 1260-B of November 7, 1951.

According to this amending by-law, the new official name of the said Parity Committee is as follows: "The Jewellery and Horology Joint Committee of Quebec". The head office of the Committee remains in Richmond, P.Q.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 17, 1951.

AVIS D'AMENDEMENT DE RÈGLEMENTS

NOTICE OF APPROVAL OF A BY-LAW

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), qu'un nouveau règlement d'amendement concernant le certificat de qualification, adopté par le Comité paritaire de l'industrie de la construction des comtés de Roberval, Lac St-Jean, Chicoutimi et Charlevoix-Saguenay, a été approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1260-C du 7 novembre 1951.

Ce règlement est le suivant:

"Art. XV-b. — D'accord avec l'article 30 de la Loi, le Syndicat de la Construction de St-Joseph d'Alma, comté de Lac St-Jean, est également autorisé à émettre des certificats de qualification en faveur de ses membres, après leur avoir fait subir un examen."

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 17 novembre 1951. 31472-o

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notices, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that a new amending by-law concerning the certificate of competency, adopted by the Building Industry Parity Committee for the counties of Roberval, Lake St. John, Chicoutimi and Charlevoix-Saguenay, has been approved by Order in Council number 1260-C of November 7, 1951.

This by-law reads as follows:

"Art. XV-b. — In pursuance of section 30 of the Act, "Le Syndicat de la Construction de St. Joseph d'Alma", county of Lake St. John, is also authorized to issue certificates of competency in favour of its members after an examination to that effect."

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 17, 1951. 31472-o

AVIS DE MODIFICATION

NOTICE OF AMENDMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité conjoint de l'industrie de la fabrication du métal en feuilles lui a présenté une requête à l'effet d'amender le décret numéro 456 du 26 avril 1951, dans sa teneur modifiée, relatif à l'industrie de la fabrication des produits de métal en feuilles dans l'île de Montréal et un rayon de quinze (15) milles de ses limites.

Le paragraphe "d" suivant sera ajouté à l'article V:

"d) Lorsque la majorité des salariés d'un établissement le demande et ce, avec l'assentiment de l'employeur, il est permis de remplacer les 24 et 31 décembre 1951 par un nombre équivalent d'heures effectuées, durant le mois de décembre, 1951, en dehors des heures régulières de travail, rémunérées au taux simple, n'importe quel jour de la semaine, excepté le dimanche."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 17 novembre 1951. 31472-o

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the Joint Committee of the Sheet Metal Fabricating Industry has submitted to him a request to amend the decree No. 456 of April 26, 1951, as amended, relating to the Sheet Metal Fabricating Industry in the Island of Montreal and radius of 15 miles.

The following subsection "d" will be added to section V:

"d) If requested by the majority of employees in any establishment and with the agreement of the employer concerned, it shall be permissible to substitute, for December 24th and 31st, 1951, an equivalent number of hours outside the regular working hours to be worked at regular rates any day (excepting Sundays) during the month of December 1951."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 17, 1951. 31472-o

AVIS DE MODIFICATION

NOTICE OF AMENDMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (R.S.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la robe dans la province de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 3519 du 24 septembre 1940, lui ont présenté une requête à l'effet d'amender ledit décret, dans sa teneur modifiée, de la façon suivante:

1° L'article X-A sera remplacé par le suivant:

"X-A. *Boni de vie chère*: Tout salarié assujéti au présent décret, qu'il travaille sur une base

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the dress industry in the province of Quebec, rendered obligatory by the decree number 3519 of September 24, 1940, have submitted to him a request to amend the said decree, as amended, as follows:

1° Section X-A will be replaced by the following:

"XX-A *Cost of Living Bonus*: Every employee governed by the provisions of this Decree, wheth-

horaire ou à la pièce, doit recevoir un boni de vie chère en plus de son salaire régulier de la façon ci-après décrite:

a) Tout coupeur (Classe I et Classe II) et tout presseur à l'exception de l'assistant presseur doit recevoir un boni de vie chère de quinze cents et demi (\$0.15½) l'heure.

b) Tout opérateur, faiseur d'échantillon, assistant-presseur, drapeur, finisseur, examinateur, ouvrier général, plieur, étaleur, apprenti et apprenti-coupeur qui reçoit plus de \$0.50 l'heure doit recevoir un boni de vie chère de treize cents et demi (\$0.13½) l'heure.

c) Nonobstant les paragraphes "a" et "b" du présent article, tout salarié qui travaille dans l'atelier et qui gagne moins de \$0.50 l'heure, et qui n'est pas un apprenti ou un apprenti-coupeur gagnant moins de \$0.50 l'heure doit recevoir un boni de vie chère de onze cents et quart (\$0.11¼) l'heure.

d) Tout apprenti et apprenti-coupeur gagnant moins de cinquante cents (\$0.50) l'heure doit recevoir, en plus de son salaire et de toute augmentation progressive, tels que prévus à l'article X, un boni de vie chère de cinq cents (\$0.05 l'heure et, après trois mois d'emploi dans l'industrie, il doit recevoir une somme additionnelle de trois cents et trois-quarts (\$0.03¾) l'heure, ce qui fait un boni de vie chère total de huit cents et trois-quarts (\$0.08¾) l'heure.

e) Tout travailleur à domicile doit recevoir, à titre de boni de vie chère, une somme additionnelle égale à vingt-sept pour cent (27%) du salaire qu'il gagne en vertu des dispositions de l'article XII du présent décret.

f) Tout employeur doit, le ou avant le dix de chaque mois, faire parvenir au bureau de la Commission conjointe de l'industrie de la robe de la province de Québec, un rapport couvrant le mois précédent, indiquant séparément les paiements desdits bonis de vie chère faits à chaque salarié régi par le présent décret et ce, pour la période de paye et de la manière prescrite par la Commission conjointe et sur les formules que pourra fournir ladite Commission."

2° L'article XXIII sera remplacé par le suivant:

"XXIII. *Durée du décret:* Le présent décret demeure en vigueur jusqu'au 31 juillet 1952. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite à moins que l'une des parties contractantes n'avise l'autre partie, par écrit, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60), ni moins de trente (30) jours avant le 31 juillet de chaque année. Un tel avis doit également être donné au Ministre du Travail et à la Commission conjointe de l'industrie de la Robe."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 17 novembre 1951. 31472-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amen-

er he works on a time work or a piece work basis, shall be paid a cost of living bonus in addition to, and over and above his prevailing wages, the whole as provided hereinafter:

a) Every cutter (Grade I and Grade II) and presser excluding assistant presser shall be paid a cost of living bonus of fifteen and one half cents (15½c) per hour.

b) Every operator, sample maker, assistant presser, draper, finisher, examiner, general hand, folder, spreader, apprentice and apprentice cutter receiving more than fifty cents (50c) per hour, shall be paid a cost of living bonus of thirteen and one half cents (13½c) per hour.

c) Notwithstanding sub-sections "a" and "b" immediately preceding, every employee working in the shop who earns less than fifty cents (50c) per hour, and who is not an apprentice or an apprentice cutter earning less than fifty cents (50c) per hour, shall be paid a cost of living bonus of eleven and a quarter cents (11¼c) per hour.

d) Every apprentice and apprentice cutter earning less than fifty cents (50c) per hour shall be paid, in addition to and over and above his wages and any escalator increases as provided by Section X, hereinafter, a cost of living bonus of five cents (5c) per hour and, after he has been employed in the Industry for a period of three (3) months, he shall be paid an additional sum of three and three-quarter cents (3¾c) per hour, making a total cost of living bonus of eight and three quarter cents (8¾c) per hour.

e) Every homemaker shall be paid, as a cost of living bonus, an additional sum amounting to twenty-seven per cent (27%) of the wages he earns under the provisions of Section XII of the present Decree.

f) Every employer must, on or before the tenth of each month, forward to and file at the office of the Joint Commission for the Dress Industry of the Province Quebec, a report for the preceding month showing separately the payments of the aforementioned cost of living bonuses made to each employee governed by the present Decree, for the pay period, in the manner and on such forms as may be prescribed and furnished by the said Joint Commission."

2° Section XXII will be replaced by the following:

"XXIII. *Duration of the Decree:* The present Decree shall remain in force until July 31st, 1952. It then renews itself automatically from year to year unless on of the contracting parties notify the other party, in writing, to the contrary, within a delay not exceeding sixty (60) days, nor to be less than thirty (30) days, before July 31st, of each year. Such notice must also be sent to the Minister of Labour and The Joint Commission for the Dress Industry."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 17, 1951. 31472-o

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163, as amended), that

dements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie et aux métiers de la construction dans le comté de Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac, et Témiscamingue, rendue obligatoire par le décret numéro 1254 du 10 novembre 1949, lui ont présenté une requête à l'effet d'amender ledit décret, dans sa teneur modifiée, de la façon suivante:

L'article III sera remplacé par le suivant:
"III. *Taux de salaires*: Les taux de salaires minima suivants doivent être payés pour chacun des métiers ci-après:

the contracting parties to the collective labour agreement relating to the construction industry and trades in the counties of Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac and Témiscamingue, rendered obligatory by the decree number 1254 of November 10, 1949, have submitted to him a request to amend the said decree, as amended, as follows:

Section III will be replaced by the following:
III. *Wage rates*: The following minimum wage rates shall be paid for each one of the trades hereinafter mentioned:

Métiers:	Salaires honoraires		Trades	Hourly rates	
	Zone I	Zone II		I	II
Briqueurs	\$1.70	\$1.60	Bricklayer	\$1.70	\$1.60
Calfat	1.00	0.80	Caulker	1.00	0.80
Charpentier-menuisier et mécanicien (Millwright)	1.40	1.25	Carpenter—joiner and millwright	1.40	1.25
Conducteur de camion—construction	1.00	0.80	Truck driver — construction	1.00	0.80
Conducteur de tracteur à chenille	1.25	1.10	Bulldozer operator	1.25	1.10
Chauffeur (construction)	1.00	0.80	Fireman (construction)	1.00	0.80
Couvreur (amiante, ardoise, tuile)	1.00	0.90	Roofer (asbestos, slate & tile)	1.00	0.90
Couvreur (composition)	1.15	1.05	Roofer (composition)	1.15	1.05
Electricien			Electrician		
jusqu'au 31 janvier 1952	1.40	1.10	until Jan. 1952	1.40	1.10
après le 31 janvier 1952	1.50	1.20	after Jan. 31, ...	1.50	1.20
Finisseur de ciment	1.15	0.90	Cement finisher	1.15	0.90
Finisseur de plancher en mastic	1.00	0.85	Mastic floor finisher	1.00	0.85
Foreur et casseur	1.15	1.00	Driller and breaker	1.15	1.00
Forgeron	1.10	1.00	Blacksmith	1.10	1.00
Forgeron-aiguiseur de foreuse	1.05	1.00	Blacksmith (drill sharpener)	1.05	1.00
Gréneur	1.15	1.10	Rigger	1.15	1.10
Huileur	1.00	0.80	Oiler	1.00	0.80
Homme préposé aux bouilloires	1.00	0.90	Kettleman	1.00	0.90
Maçon	1.70	1.50	Mason	1.70	1.50
Manœuvre, journalier (ouvrier non qualifié)	1.00	0.80	Labourer, common worker:	1.00	0.80
Conducteur de tracteur	1.00	0.90	Tractor operator	1.00	0.90
Mécanicien — construction	1.10	1.00	Mechanic — construction	1.10	1.00
Ouvrier en armature de béton	1.10	0.90	Concrete steel or rod reinforcing worker	1.10	0.90
Ouvrier tôle (montage)	1.40	1.25	Sheet metal worker (erection)	1.40	1.25
Peintre, décorateur	1.22	1.15	Painter, decorator	1.22	1.15
Peintre — machine pneumatique	1.32	1.20	Painter-pneumatic machine	1.32	1.20
Plâtrier	1.50	1.50	Plasterer	1.50	1.50
Plongeur	2.25	2.25	Diver	2.25	2.25
Poseur de paravents (bois en métal), Châssis fenêtres, divisions en acier	1.40	1.25	Screen (wood or metal), sash, window, steel partitions erector	1.40	2.25
Poseur de "weatherstrips"	1.40	1.25	Weatherstripper	1.40	1.25
Poseur de lattes en bois	1.40	1.25	Lather (wood)	1.40	1.25
Poseur de lattes en métal	1.40	1.25	Lather (metal)	1.40	1.25
Poseur de maibre	1.50	1.25	Marbel layer	1.50	1.25
Poseur de plancher en mastic	1.00	0.95	Mastic floor layer	1.00	0.95
Poseur de terrazzo	0.90	0.85	Terrazzo layer	0.90	0.85
Poseur de tuiles	1.00	0.90	Tile layer	1.00	0.90
Préposé au monte-charge	1.00	0.90	Freight elevator operator	1.00	0.90
Préposé au malaxeur	1.00	0.90	Mixer operator	1.00	0.90
Préposé au compresseur	1.00	0.90	Compressor operator	1.00	0.90
Préposé au boisage (cribman)	1.00	0.90	Cribman	1.00	0.90
Préposé aux grues	1.15	1.15	Crane operator	1.15	1.15
Préposé aux pelles mécaniques	1.50	1.25	Shovel operator	1.50	1.25
Préposé aux pompes	1.00	0.85	Pump operator	1.00	0.85
Préposé aux machines à polir le terrazzo (sec)	1.00	1.00	Terrazzo polishing machine operator (dry polishing)	1.00	1.00
Préposé aux machines à polir le terrazzo (humide)	1.05	1.00	Terrazzo polishing machine operator (Wet polishing)	1.05	1.00
Soudeur	1.15	1.10	Welder	1.15	1.10
Travailleur de pierre	1.70	1.60	Stone cutter	1.70	1.60
Travailleur en fer ornemental	1.00	0.95	Ornamental iron worker	1.00	0.95
Vitrier	1.22	1.15	Glazier	1.22	1.15
Surveillant par semaine	35.00	35.00	Watchman, per week	35.00	35.00
Vérificateur de matériel et pointeur par mois	150.00	150.00	Material checker and time-keeper per month	150.00	150.00

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 17 novembre 1951. 31472-0

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements—, que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la région de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 3365 du 1er septembre 1944, lui ont présenté une requête à l'effet d'amender ledit décret, dans sa teneur modifiée. On demanda:

1° Que les parties contractantes de première et de deuxième parts soient remplacées par les suivantes:

D'UNE PART:

L'Association Patronale des Barbiers de Québec Inc.; L'Association Patronale de la Coiffure de Québec Inc.; L'Association Patronale des Barbiers-coiffeurs, district de la Beauce, Inc.

Et, D'AUTRES PART:

L'Union Nationale Catholique des Compagnons Barbiers de Québec Inc.; Le Syndicat Professionnel des Barbiers-Coiffeurs de Rivière du Loup et district Inc.; Le Syndicat Professionnel des Barbiers-Coiffeurs de Causapscal Inc.; Le Syndicat Catholique des Barbiers, Coiffeurs et Coiffeuses de Rimouski Inc.

2° Que l'article I soit modifié comme suit:

Zone II: Ajouter après les mots: "L'Ange-Gardien", le mot "Boischatel".

Zone IV: Ajouter après les mots: "La ville de Trois Pistoles", les mots: "la paroisse de Trois-Pistoles".

Zone VII: La municipalité de village de Val Brillant sera remplacé par la municipalité de village de St-Damase.

Zone VIII: Le rayon de cinq (5) milles sera remplacé par un rayon de quinze (15) milles.

Zone IX: Les mots "St-Victor-de-Tring", seront remplacés par les mots: "St-Victor".

Les mots "Saint-Anges" seront ajoutés après les mots "D'Aubert Gallion".

La phrase apparaissant à la fin de l'alinéa intitulé "zone IX", concernant les salons de coiffures pour dames de St-Honoré de Shenley sera radiée.

3° Que les paragraphes "a, b-2, c-1, c-2, c-3, c-4 et c-5 de l'article IV soient abrogés et remplacés par les suivants:

"a) Dans la zone I, le salaire minimum d'un employé régulier est de \$33.00 par semaine, plus 50% des recettes de son travail au-delà de \$43.00 par semaine.

b-2) Dans la zone III, le salaire minimum d'un employé régulier est de \$25.00 par semaine, plus 50% des recettes de son travail au-delà de \$34.00 par semaine.

c-1) Dans la zone IV, le salaire minimum d'un employé régulier est de \$25.00 par semaine, plus 50% des recettes de son travail au-delà de \$34.00 par semaine.

c-2) Dans la zone V, le salaire minimum d'un employé régulier est de \$25.00 par semaine, plus

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,

Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 17, 1951. 31472-0

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R. S.Q. 1941, chapter 163, as amended), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the barber and hairdressing trades in the district of Quebec, rendered obligatory by the decree number 3365 of September 1, 1944, have submitted to him a petition to amend the said decree, as amended. It is requested:

1. That the contracting parties of the first and second parts be replaced by the following:

ON THE ONE PART:

"L'Association patronale des barbiers de Québec inc.", "L'Association patronale de la coiffure de Québec inc.", "L'Association patronale des barbiers-coiffeurs, district de la Beauce, inc."

And, ON THE OTHER PART:

"L'Union nationale catholique des compagnons-barbiers de Québec inc.", "Le Syndicat professionnel des barbiers-coiffeurs de Rivière-du-Loup et district inc.", "Le Syndicat professionnel des barbiers-coiffeurs de Causapscal inc.", "Le Syndicat catholique des barbiers-coiffeurs et coiffeuses de Rimouski inc."

2. That section I be amended as follows:

Zone II: The word "Boischatel" to be added after the words "Ange-Gardien".

Zone IV: The words "the parish of Trois-Pistoles" to be added after the words "the town of Trois-Pistoles".

Zone VII: The village municipality of Val Brillant will be replaced by the village municipality of St. Damase.

Zone VIII: The radius of five (5) miles will be replaced by a radius of fifteen (15) miles.

Zone IX: The words "St. Victor-de-Tring" will be replaced by the words "St. Victor".

The words "St. Anges" will be added after the words "D'Aubert-Gallion".

The sentence mentioned at the end of the paragraph headed "Zone IX" concerning ladies' hairdressing parlors of St. Honoré de Shenley will be deleted.

3. That subsections "a, b-2, c-1, c-2, c-3, c-4 and c-5" of section IV be deleted and replaced by the following:

"a) In zone I, the minimum wages of a regular employee is \$33.00 per week plus 50% of the receipts of his work in excess of \$43.00 per week.

b-2) In zone III, the minimum wages of a regular employee is \$25.00 per week plus 50% of the receipts of his work in excess of \$34.00 per week.

c-1) In zone IV, the minimum wages of a regular employee is \$25.00 per week plus 50% of the receipts of his work in excess of \$34.00 per week.

c-2) In zone V, the minimum wages of a regular employee is \$25.00 per week plus 50% of the

50% des recettes de son travail au delà de \$34.00 par semaine.

c-3) Dans la zone VI, le salaire minimum d'un employé régulier est de \$25.00 par semaine, plus 50% des recettes de son travail au delà de \$34.00 par semaine.

c-4) Dans la zone VII, le salaire minimum d'un employé régulier est de \$25.00 par semaine plus 50% des recettes de son travail au delà de \$34.00 par semaine.

c-5) Dans la zone VIII, le salaire minimum d'un employé régulier est de \$35.00 par semaine, plus 50% des recettes de son travail au delà de \$45.00 par semaine.

4° Que les sous-paragraphes intitulés "zone III zone V et zone VIII du paragraphe "a" de l'article V, soient remplacés par les suivants:

Zone III: Cinquante-trois (53) heures réparties de la façon suivante:

Le lundi de 8.00 a.m. à midi;
Les mardi, mercredi et jeudi, de 8.00 a. m. à 7.00 p.m.;

Les vendredis et veilles de fêtes chômées, de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.;

Le samedi, de 8.00 a.m. à 6.00 p.m..

Zone V: Cinquante-trois (53) heures réparties de la façon suivante:

Le lundi de 8.00 a.m. à midi;
Les mardi, mercredi, jeudi et samedi, de 8.00 a.m. à 7.00 p.m.;

Les vendredis et veilles de fêtes chômées, de 8.00 a.m. à 8.00 p.m.

Zone VIII: Cinquante-quatre (54) heures réparties de la façon suivante:

Le lundi, de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.;

Les mardi et jeudi, de 8.00 a.m. à 7.00 p.m.;

Le mercredi, de 8.00 a.m. à midi;

Le vendredi, de 8.00 a.m. à 8.00 p.m.;

Les samedis et veilles de fêtes chômées, de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.

Cependant, les trois (3) jours précédant les fêtes de Noël du premier de l'An et de Pâques, les heures de travail seront de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.

Toutefois, le mercredi précédant chacune des fêtes ci-haut mentionnées, les heures de travail seront de 8.00 a.m. à 7.00 p.m."

5° Que le sous-paragraphe intitulé "zone V", du paragraphe "a" de l'article VII soit abrogé et remplacé par le suivant:

Zone V: Le lundi de 1.00 p.m. à 6.30 p.m.;

Les mardi, jeudi et samedi, de 9.00 a.m. à 6.30 p.m.;

Les mercredis, vendredis et veilles de fêtes chômées, de 9.00 a.m. à 9.00 p.m.

Durant les mois de juillet et août, les heures de travail seront les suivantes:

Les lundis, mardi et jeudi, de 9.00 a.m. à 6.30 p.m.;

Les mercredis et vendredi, de 9.00 a.m. à 9.00 p.m.;

Le samedi, de 9.00 a.m. à 1.00 p.m.

Toutefois, durant les semaines comportant un jour de fête chômée mentionné à l'article X, les heures de travail seront de 9.00 a.m. à 6.30 p.m., les lundi et samedi.

Cependant les heures de travail seront de 9.00 a.m. à 6.30 p.m., le lundi précédant immédiatement les fêtes de Pâques et de Noël."

7° Qu'un nouveau paragraphe "e" soit ajouté à l'article IX comme suit:

"e) Dans la zone VIII, l'employé devra recevoir 2% du total de ses gains depuis la dernière vacance qu'il aura prise."

7° Que l'article XI soit abrogé et remplacé par le suivant:

"XI. Pour chacun des services ci-après énumérés à l'article XII, le prix minimum payable

receipts of his work in excess of \$34.00 per week.

c-3) In zone VI, the minimum wages of a regular employee is \$25.00 per week plus 50% of receipts of his work in excess of \$34.00 per week.

c-4) In zone VII, the minimum wages of a regular employee is \$25.00 per week plus 50% of the receipts of his work in excess of \$34.00 per week.

c-5) In zone VIII, the minimum wages of a regular employee is \$35.00 per week plus 50% of the receipts of his work in excess of \$45.00 per week."

4. That the paragraph headed "Zone III, Zone V and Zone VIII of subsection "a" of section V be replaced by the following:

"Zone III: Fifty-three (53) hours distributed as follows:

Monday, from 8.00 a.m. to 12.00 (noon).
Tuesday, Wednesday and Thursday: 8.00 a.m. to 7.00 p.m.

Friday and holiday eves: 8.00 a.m. to 9.00 p.m.

Saturday: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.

Zone V: Fifty-three (53) hours distributed as follows:

Monday: 8.00 a.m. to 12.00 (noon).
Tuesday, Wednesday, Thursday and Saturday: 8.00 a.m. to 7.00 p.m.

Friday and holiday eves: 8.00 a.m. to 8.00 p.m.

Zone VIII: Fifty-four (54) hours distributed as follows:

Monday: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.

Tuesday and Thursday: 8.00 a.m. to 7.00 p.m.

Wednesday: 8.00 a.m. to 12.00 (noon).

Friday: 8.00 a.m. to 8.00 p.m.

Saturday and holiday eves: 8.00 a.m. to 9.00 p.m.

However, on the three (3) days before Christmas Day, New Year's Day and Easter Sunday, the hours of work shall be from 8.00 a.m. to 9.00 p.m.

However, on the Wednesday before each one of the above mentioned holidays, the hours of work shall be from 8.00 a.m. to 7.00 p.m."

5. That the paragraph headed "Zone V" of subsection "a" of section VII be deleted and the following substituted therefor:

"Zone V: Monday: 1.00 p.m. to 6.30 p.m.

Tuesday, Thursday and Saturday: 9.00 a.m. to 6.30 p.m.

Wednesday, Friday and holiday eves: 9.00 a.m. to 9.00 p.m.

During the months of July and August, the hours of work shall be as follows:

Monday, Tuesday and Thursday: 9.00 to 6.30 p.m.

Wednesday and Friday: 9.00 a.m. to 9.00 p.m.

Saturday: 9.00 a.m. to 1.00 p.m.

However, during the weeks in which falls a one of the holidays mentioned in section X, the hours of work shall be from 9.00 a.m. to 6.30 p.m. on Monday and Saturday.

However, the hours of work shall be from 9.00 a.m. to 6.30 p.m. on the Monday preceding Easter Sunday and Christmas.

6. That a new subsection "e" be added to section IX as follows:

"e) In zone VIII, the employee shall receive 2% of his total earnings since the last vacation he has taken."

7. That section XI be deleted and the following substituted therefor:

"XI. The minimum prices, payable in currency, for each one of the services hereafter enu-

en monnaie légale doit être exigé de tout client, aussitôt le travail terminé, par l'employeur professionnel, l'employeur l'artisan et le salarié.

Il est interdit d'offrir de donner gratuitement ou d'accepter des services faisant l'objet du présent décret, ou un avantage quelconque, ou, par quelque procédé ou moyen que ce soit, de réduire le prix de tels services.

Il est également interdit de donner ou accepter quelque objet ou cadeau à titre de prime, ou d'attirer la clientèle par des moyens ayant pour effet, directement ou indirectement de réduire les prix, ou d'offrir par le moyen de publicité, panneaux-réclame, circulaires annonces ou de toute autre manière, des services à des prix inférieurs à ceux fixés par le présent décret.

8° Que les prix minima déterminés à l'article XII, pour les services ci-après mentionnés dans les zones I, II, III, IV, V, VI, VII, VIII et IX soient remplacés respectivement par les suivants:

Zone I:	
Coupe de cheveux pour adultes (dans les salons de barbier):	
Lundi, mardi, mercredi et jeudi:.....	0.65
vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées:.....	0.75
Coupe de cheveux pour enfants au-dessous de 14 ans (dans les salons de barbier)	
Lundi, mardi, mercredi et jeudi:.....	0.50
Vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées:.....	0.75
Coupe de la barbe:.....	0.40
Coupe de cheveux pour adultes et enfants: (dans les salons de coiffure)	
Tous les jours:.....	0.75
Ondulation permanente avec ou sans fils, avec ou sans shampooing ou, avec ou sans ondulation à l'eau (mise en plis):.....	3.50
Ondulation permanente "à froid avec ou sans coupe de cheveux, shampooing ou ondulation à l'eau (mise en plis)..."	\$10.00
Ondulation permanente "chimique" avec ou sans shampooing ou, avec ou sans ondulation à l'eau (mise en plis):.....	5.00
Décoloration.....	5.00
Rerouche de la décoloration.....	3.00
Ondulation à l'eau.....	1.00
Repeignage des cheveux.....	0.50

Zone II:	
Coupe de cheveux pour adultes des deux sexes:	
Lundi, mardi, mercredi et jeudi.....	0.50
Vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées.....	0.60

Zone III:	
Coupe de cheveux pour adultes des deux sexes y compris la demi-coupe:	
Tous les jours:.....	0.75

Coupe de cheveux pour enfants au-dessous de 13 ans:	
Lundi, mardi, mercredi et jeudi:.....	0.40
Vendredi et samedi.....	0.60
Coupe de cheveux en brosse pour enfants au-dessous de 13 ans:	
Lundi, mardi, mercredi et jeudi:.....	0.50
vendredi et samedi.....	0.60
Coupe de la barbe.....	0.40
Shampooing (dans les salons de barbier):.....	0.75
Massage, dans les salons de barbier.....	0.75
Lotion.....	0.25
Aiguisage de rasoir.....	0.50
Manicure.....	0.75

merated in section XII shall be demanded from every customer, upon completion of the work, by the professional employer, the employer, the artisan and the employees.

It is not permissible to offer, to give free of charge or to accept services regulated by the present decree, or any advantage, by what means soever, to reduce the prices of such services.

It is also prohibited to give or accept any article or present as premium, or to attract customers by means tending, directly or indirectly, to reduce the prices, or to offer, by means of publicity, sign-boards, circulars, advertisements or any other way, any one service at a price lower than the one established by the present decree.

8. That the minimum prices determined in section XII for the services hereafter mentioned in zones I, II, III, IV, V, VI, VII, VIII and IX be respectively replaced by the following:

Zone I:	
Haircut for adults (in barber shops):	
Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday.....	\$ 0.65
Friday, Saturday and holiday eves. ...	0.75
Haircut for children under 14 years of age (in barber shops):	
Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday.....	0.50
Friday, Saturday and holiday eves. ...	0.75
Shave.....	0.40
Haircut for adults and children: (in hair-dressing parlors) every day.....	0.75
Permanent wave, electric or not, with or without shampoo or with or without water wave.....	3.50
Cold wave with or without haircut, shampoo or water wave.....	10.00
Permanent wave (chemical) with or without shampoo, with or without water wave.....	5.00
Bleaching.....	5.00
Retouching above.....	3.00
Water wave.....	1.00
Recombing of the hair.....	0.50

Zone II:	
Haircut for male and female adults:	
Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday.....	0.50
Friday, Saturday and holiday eves ..	0.60

Zone III:	
Haircut for male and female adults, including half-cut, every day.....	0.75
Haircut for children under 13 years of age:	

Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday.....	0.40
Friday and Saturday.....	0.60
Brushcut, children under 13 years of age:	
Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday.....	0.50
Friday and Saturday.....	0.60
Shave.....	0.40
Shampoo (in barber shops).....	0.75
Massage (in barber shops).....	0.75
Lotion.....	0.25
Razor setting.....	0.50
Manicure.....	0.75

Décoloration	5.00	Bleaching.	5.00
Ondulation Komol et au papier.	1.00	Komol and paper wave.	1.00
Ondulation à l'eau ou Marcel.	0.75	Water or Marcel wave.	0.75
Rince.	0.50	Rinse.	0.50
<i>Zone IV:</i>		<i>Zone IV:</i>	
Coupe de cheveux pour adultes des deux sexes:		Haircut, male and female adults:	
Lundi, mardi, mercredi et jeudi.	0.50	Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday.	0.50
Vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées.	0.60	Friday, Saturday and holiday eves. ...	0.60
Coupe de la barbe.	0.35	Shave.	0.35
Coupe de cheveux pour enfants au-dessous de 14 ans:		Haircut, children under 14 years of age:	
Lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi.	0.35	Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday.	0.35
Samedi et veilles de fêtes chômées.	0.50	Saturday and holiday eves.	0.50
Ondulation permanente "à froid" ou sans shampooing, coupe de cheveux ou ondulation à l'eau (mise en plis).	6.00	Cold wave with or without shampoo, haircut or water wave.	6.00
Ondulation permanent ordinaire, avec ou sans shampooin, coupe de cheveux ou ondulation à l'eau (mise en plis).	4.00	Ordinary permanent wave, with or without shampoo, haircut or water wave. .	4.00
Ondulation permanente ordinaire pour enfants au-dessous de 12 ans, avec ou sans shampooing, coupe de cheveux ou ondulation à l'eau (mise en plis).	3.00	Ordinary permanent wave, children under 12 years of age, with or without shampoo, haircut or water wave.	3.00
Ondulation permanente chimique pour enfants au-dessous de 12 ans, avec ou sans shampooing, coupe de cheveux ou ondulation à l'eau, (mise en plis).	4.00	Chemical permanent wave, children under 12 years of age, with or without shampoo, haircut or water wave.	4.00
Ondulation à l'eau avec shampooing ordinaire.	1.00	Water wave with ordinary shampoo. ...	1.00
<i>Zone IV: Cité de Rivière du Loup seulement:</i>		<i>Zone IV: City of Rivière-du-Loup only:</i>	
Coupe de cheveux pour adultes des deux sexes:		Haircut, adults - male and female.	
Lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi.	0.60	Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday.	0.60
Samedi et veilles de fêtes chômées.	0.70	Saturday and holiday eves.	0.70
<i>Zone V: Coupe de cheveux pour adultes des deux sexes:</i>		<i>Zone V:</i>	
Lundi, mardi, mercredi et jeudi.	0.50	Haircut, adults - male and female:	
Vendredi, samedi, et veilles de fêtes chômées.	0.60	Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday.	0.50
Coupe de cheveux en brosse pour adultes:		Friday, Saturday and holiday eves. ...	0.60
Lundi, mardi, mercredi et jeudi.	0.60	Brushcut, adults:	
Vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées.	0.70	Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday.	0.60
Coupe de la barbe.	0.35	Friday, Saturday and holiday eves. ...	0.70
Coupe de cheveux pour enfants au-dessous de 14 ans		Shave.	0.35
Lundi, mardi, mercredi et jeudi:		Haircut, children under 14 years of age:	
a) avant 5 heures p.m., ...	0.35	Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday:	
b) après 5 heures p.m., ...	0.50	a) before 5.00 p.m.	0.35
Vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées.	0.50	b) after 5.00 p.m.	0.50
<i>Zone V:</i>		Friday, Saturday and holiday eves. ...	0.50
Coupe de cheveux en brosse pour enfants au-dessous de 14 ans:		<i>Zone V:</i>	
Lundi, mardi, mercredi, jeudi:		Brushcut, children under 14 years of age:	
a) avant 5 heures p.m., ...	0.45	Monday, Tuesday, Wednesday, day:	
b) après 5 heures p.m., ...	0.60	a) before 5.00 p.m.	0.45
Vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées.	0.60	b) after 5.00 p.m.	0.60
Shampooing.	0.50	Friday, Saturday and holiday eves. ...	0.60
Massage noir.	0.75	Shampoo.	0.50
Massage.	0.50	Black massage.	0.75
Massage-lotion.	0.35	Massage.	0.50
Aiguillage de rasoir.	0.50	Massage-lotion.	0.35
<i>Zone VI:</i>		Razor setting.	0.50
Coupe de cheveux pour adultes des deux sexes:		<i>Zone VI:</i>	
Lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi.	0.50	Haircut, adults - male and female:	
Samedi et veilles de fêtes chômées.	0.60	Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday.	0.50
		Saturday and holiday eves.	0.60

Coupe de cheveux pour enfants au-dessous de 14 ans		Haircut, children under 14 years of age:	
Tous les jours	0.35	every day	0.35
Coupe de la barbe	0.30	Shave	0.30
Ondulation permanente pour adultes avec ou sans shampooing, coupe de cheveux ou ondulation à l'eau mise en plis	3.50	Permanent wave, adults, with or without shampoo, haircut or water wave	3.50
Ondulation permanente pour enfants au-dessous de 14 ans, avec ou sans shampooing, coupe de cheveux ou ondulation à l'eau (mise en plis)	2.50	Permanent wave, children under 14 years of age, with or without shampoo, haircut or water wave	2.50
Zone VII:		Zone VII:	
Ondulation permanente "à froid" avec ou sans shampooing, coupe de cheveux ou ondulation à l'eau (mise en plis)	8.00	Cold wave with or without shampoo, haircut or water wave	8.00
Ondulation permanente "chimique" avec ou sans shampooing, coupe de cheveux ou ondulation à l'eau (mise en plis)	5.00	Permanent wave (chemical) with or without shampoo, haircut or water wave	5.00
Ondulation permanente ordinaire, avec ou sans shampooing, coupe de cheveux ou ondulation à l'eau (mise en plis)	3.50	Ordinary permanent wave, with or without shampoo, haircut or water wave	3.50
Zone VIII:		Zone VIII:	
Coupe de cheveux pour adultes des deux sexes:		Haircut, adults - male and female:	
Lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi	0.60	Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday	0.60
Samedi et veilles de fêtes chômées	0.65	Saturday and holiday eves	0.65
Coupe de cheveux pour enfants au-dessous de 14 ans:		Haircut, children under 14 years of age:	
Lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi	0.40	Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday	0.40
Samedi et veilles de fêtes chômées	0.50	Saturday and holiday eves	0.50
Coupe de cheveux en brosse pour hommes	0.75	Brushcut, men	0.75
Coupe de cheveux en brosse pour enfants au-dessous de 14 ans	0.50	Brushcut, children under 14 years of age	0.50
Coupe de la barbe ordinaire	0.35	Ordinary shave	0.35
Remplacer les mots: "shampooing au goudron" par les mots: "traitement au goudron"	1.25	Tar shampoo becomes: Tar treatment	1.25
Message ordinaire	0.75	Ordinary massage	0.75
Zone IX:		Zone IX:	
L'opération suivante sera ajoutée:		The following operation will be added:	
Ondulation permanente: Ordinaire avec ou sans shampooing, coupe de cheveux ou ondulation à l'eau (mise en plis)	5.00"	Permanent wave (ordinary) with or without shampoo, haircut or water wave	5.00"
9° Que le sous-paragraphe "b", du paragraphe "2°" de l'article XIII soit modifié en ajoutant après les mots: "il doit s'enregistrer", les mots: "à l'un ou à l'autre des endroits suivants:"		9. That paragraph "b" of subsection 2 of section XIII be amended by adding after the words "he shall register" the words "in any one of the following places"	
10° Que le sous-paragraphe "d", du paragraphe "7°" de l'article XIII soit abrogé et remplacé par le suivant:		10. That paragraph "d" of subsection 7 of section XIII be deleted and the following substituted therefor:	
"d) Dans les salons de coiffure, il peut y avoir une ou un apprenti par salon, pourvu que tel salon soit sous la surveillance d'un compagnon ou d'une compagne. Dans les salons où il y a deux (2) compagnons ou compagnes, il peut y avoir deux (2) apprentis. Dans les salons où il y a trois (3) compagnons ou compagnes, il peut y avoir trois (3) apprentis, mais en aucun cas, il ne peut y avoir plus de trois (3) apprentis dans un même salon."		"d) In hairdressing parlors, there may be one male or female apprentice per parlor provided such parlor be under the supervision of a male or female journeyman. Parlors having two (2) male or female journeymen may have two (2) apprentices. Parlors having three (3) male or female journeymen may have three (3) apprentices, but there shall never be more than three (3) apprentices in a same parlor."	
11° Que le paragraphe "b" de l'article XIV soit amendé en mentionnant le salaire suivant pour les apprentis de première année des zones III, IV, V, VI, VII, VIII et IX:		11. That subsection "b" of section XIV be amended by mentioning therein the following wage rate for apprentices for the first year in zones III, IV, V, VI, VII, VIII and IX:	
"1ère année: \$5.00 par semaine, plus une commission de 50% des recettes de son travail excédant \$20.00 par semaine, pour les apprentis travaillant dans les salons."		"1st year: \$5.00 per week, plus a 50% commission on the receipts of his work exceeding \$20.00 per week, for apprentices working in parlors."	
12° Que le paragraphe "c" de l'article XIV soit amendé en mentionnant le salaire suivant pour les apprentis de 1ère année:		12. That subsection "c" of section XIV be amended by mentioning therein the following wage rate for 1st year apprentices:	

"L'apprenti coiffeur de première année, travaillant dans les salons de coiffure des zones III, IV, V, VI, VII, VIII, et IX, reçoit un salaire de \$5.00 par semaine."

13° Que l'article XVIII-A soit abrogé et remplacé par le suivant:

"XVIII-A: Avant que de pouvoir exercer ou continuer d'exercer toute opération ou fonction relevant du métier, ou opérer ou continuer d'opérer un salon de barbier ou de coiffure, tout barbier, coiffeur ou coiffeuse doit faire connaître au Comité Conjoint ses nom, prénom et adresse, le nom sous lequel il exerce son métier ou opère son salon, son régime matrimonial, de même que tout changement de nom, d'adresse ou d'état matrimonial, et s'il n'opère pas seul un salon de barbier ou de coiffure, les nom, prénom et adresse de son ou de ses associés, de même que tout changement relatif aux nom et adresse de son ou ses associés.

Tout barbier, coiffeur ou coiffeuse doit aussi, dans un délai de dix jours, aviser par écrit le Comité Conjoint soit de la cessation de l'exercice du métier, soit de la vente, cession ou fermeture ou discontinuation des opérations d'un salon de barbier ou de coiffure.

Tant et aussi longtemps que tel avis écrit n'a pas été donné au Comité Conjoint, tout barbier, coiffeur et coiffeuse est censé poursuivre l'exercice de son métier ou continuer l'opération de son salon et se trouver ainsi assujéti à toutes les obligations du présent décret."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 17 novembre 1951. 31472-0

"The apprentice hairdresser of the year working in hairdressing parlors of zone III, IV, V, VI, VII, VIII and IX shall receive \$5.00 per week."

13. That section XVIII-A be deleted and the following substituted therefor:

"XVIII-A: Before practising or continuing the practice of any operation or function pertaining to the trade, or before operating or continuing the operation of a barber or hairdressing parlor, every barber, and male or female hairdresser shall file, with the Parity Committee, his full name and address, his trade name or the name of his parlor, his civil status, as well as any change of name, address or civil status and in the event of the parlor being operated in partnership, the name in full and address of his associate or associates, and any change concerning the name and address of his associate or associates.

Also, every barber and hairdresser shall, within ten days, notify the Parity Committee, in writing should he cease to ply the trade or sell, dispose of or close a barber or hairdressing parlor.

Until and as long as such notice has not been given to the Parity Committee, the barber or hairdresser shall be considered as plying his trade or continuing the operation of his parlor and, consequently, governed by all the provisions of the present decree.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GERARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 17, 1951. 31472-0

Département du Trésor Assurances

Treasury Department Insurances

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT D'ENREGISTREMENT

Avis est donné par les présentes que "North American Life and Casualty Company", enregistrée sous le numéro 517, a obtenu le permis et certificat d'enregistrement numéro 514 qui l'autorise à compter du 17 septembre 1951, à effectuer dans la Province des contrats relatifs aux genres d'assurance suivants: Vie; Accident; Maladie.

Le siège social de la compagnie est situé à Minneapolis, État de Minnesota, États-Unis d'Amérique.

La compagnie a nommé M. Renault St-Laurent, Edifice Price, 65 rue Ste-Anne, Québec, son procureur dans la Province.

Donné au bureau du Service des assurances, Département du Trésor, le 10 novembre 1951.

Pour le Trésorier de la Province,
GEORGES LAFRANCE,
31452-46-2-o Surintendant des assurances.

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND CERTIFICATE OF REGISTRATION

Notice is hereby given that "North American Life and Casualty Company", registered under number 517, has obtained the license and certificate of registration number 514, authorizing it, as from the 17th of September 1951, the undertake in the Province contracts of insurance of the following classes: Life; Accident; Sicknes.

The head office of the company is situate at Minneapolis, State of Minnesota, United States of America.

The company has appointed Mr. Renault St-Laurent, Price House, 65 St. Anne Street, Quebec, its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance Branch, Treasury Department the 10th of November 1951.

For the Treasurer of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
31452-46-2-o Superintendent of Insurance.

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT D'ENREGISTREMENT

Avis est donné par les présentes que "The Ministers Life and Casualty Union", enregistrée

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND CERTIFICATE OF REGISTRATION

Notice is hereby given that "The Ministers Life and Casualty Union", registered under num-

sous le numéro 516, a obtenu le permis et certificat d'enregistrement numéro 513 qui l'autorise à compter du 7 septembre 1951, à effectuer dans la Province des contrats relatifs aux genres d'assurance suivants: Vie; Accident; Maladie.

Le siège social de la compagnie est situé à Minneapolis, Etat de Minnesota, États-Unis d'Amérique.

La compagnie a nommé M. R. DeWitt Scott, 1435 rue City Councillors, Montréal, son procureur dans la Province.

Donné au bureau du Service des assurances, Département du Trésor, le 10 novembre 1951.

Pour le Trésorier de la Province,
GEORGES LAFRANCE,

31452-46-2-o

Surintendant des assurances.

ber 516, has obtained the license and certificate of registration number 513, authorizing it, as from the 7th of September 1951, to undertake in the Province contracts of insurance of the following classes: Life; Accident; Sickness.

The head office of the company is situate at Minneapolis, State of Minnesota, United States of America.

The company has appointed Mr R. DeWitt Scott, 1435 City Councillors Street, Montreal, its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance Branch, Treasury Department, the 10th of November 1951.

For the Treasurer of the Province,
GEORGES LAFRANCE,

31452-46-2-o

Superintendent of Insurance.

Examens du Barreau — Bar Examinations

BARREAU DE HULL — BAR OF HULL

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence	Collège College
Quain	Redmond Charles Hamilton.	23	Kingsmere	Université d'Ottawa.

Hull, 31 octobre 1951 — Hull, October 31, 1951.

31429-45-2-o

Le Secrétaire du Barreau de Hull,
LOUIS FARLEY,
Secretary of the Bar of Hull.

BARREAU DE QUÉBEC — QUEBEC BAR

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence
Bolduc	Laurent Paul	22	Jonquière, P. Q.

Québec, 31 octobre 1951 — Quebec, October 31, 1951.

31429-45-2-o

Le Secrétaire du Barreau de Québec,
J. CHARLES V. GRAVEL,
Secretary of Quebec Bar.

BARREAU DE RICHELIEU — BAR OF RICHELIEU

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence	Collège College
Allaire.	Claude.	23	Saint-Hyacinthe ..	Séminaire de Saint-Hyacinthe.

Salaberry de Valleyfield, ce 8 octobre 1951. — Salaberry de Valleyfield, October 8, 1951.

31470-46-2-o

Le Secrétaire du Barreau de Richelieu,
RICHARD LAFONTAINE,
Secretary of the Bar of Richelieu.

Greffes de notaire

Notarial Record

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à la Chambre des Notaires par Me Louis-Philippe Brousseau, notaire exerçant à Donnacona, district judiciaire de Québec, par laquelle il demande la transmission en sa faveur de partie du greffe de Me L. P. Chalifour, notaire.

Montréal, 9 novembre 1951.

Le Secrétaire-trésorier de la Chambre
des Notaires,

31439-o

ARTHUR COURTOIS.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to the Board of Notaries, by Me Louis-Philippe Brousseau, Notary practising at Donnacona, judicial district of Quebec, whereby he asks for the transfer in his favour of part of the record of Me L. P. Chalifour, Notary.

Montreal, November 9th, 1951.

ARTHUR COURTOIS,
Secretary-Treasurer of the Board
of Notaries.

31439-o

Lettres patentes

Letters Patent

National Nickel Corporation Ltd.
(Libre de responsabilité personnelle)

National Nickel Corporation Ltd.
(No personal liability)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinq novembre 1951, constituant en corporation: Jean Monette, avocat, de Longueuil, Cordélia Leclerc et Rita Angers, sténographes, toutes deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minerais;

Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque manière que ce soit, le sol, la terre, les roches et les pierres dans le but d'en extraire des minerais quelconques, donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; et les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "National Nickel Corporation Ltd." (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital de \$4,000,000 divisé en 4,000,000 d'actions de \$1 chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq novembre 1951.

L'Assistant-procureur général,

31482

L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under the Provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of November, 1951, incorporating: Jean Monette, lawyer, of Longueuil, Cordélia Leclerc and Rita Angers, stenographers, both of the City of Montreal, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "National Nickel Corporation Ltd." (No Personal Liability), with a capital stock of \$4,000,000, divided in 4,000,000 shares of \$1 each.

The shareholders will incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this fifth day of November, 1951.

L. DÉSILETS,

31482-o

Deputy Attorney General.

Liquidations, avis de

Windings up Notices

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale spéciale des sociétaires de "La Caisse Populaire de l'Immaculée-Conception de Rouyn", tenue le 22 juillet 1951, une résolution a été dûment adoptée, à l'effet que les affaires de ladite société soient liquidées volontairement, et que celle-ci soit dissoute, conformément aux dispositions de la Loi des syndicats coopératifs de Québec (S.R.Q. 1941, chap. 290) et de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social (S.R.Q. 1941, chap. 278), et que, à ces fins, MM. Gérard Richard, Emile Tardif et Victorin Dallaire ont été nommés liquidateurs.

Notice is given that at a special general meeting of the associates of "La Caisse Populaire de l'Immaculée-Conception de Rouyn", held on the 22nd of July, 1951, a resolution was duly adopted, whereby the affairs of the association be voluntarily wound up and that it be dissolved, pursuant to the provisions of the Quebec Cooperative Syndicates' Act (R.S.Q., 1941, chap. 290) and the Winding Up Act (R.S.Q., 1941, chap. 278), and that, for such purposes, Messrs. Gérard Richard, Emile Tardif and Victorin Dallaire were appointed liquidators.

Donné au bureau du Secrétaire de la province,
le 4 octobre 1951.

Le Sous-secrétaire de la province,
31440-o JEAN BRUCHÉSI.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 4th day of October, 1951.

JEAN BRUCHÉSI,
314440 Under Secretary of the Province.

AVIS DE LIQUIDATION

Avis est par les présentes donné, tel qu'il est prévu à l'article 276 de la Loi des assurances de Québec, que la "Mutuelle des Marchands Détaillants" a décidé de liquider ses affaires à une assemblée générale spéciale de ses membres tenue le 16 septembre 1951.

Monsieur Luc Marchessault, West Shefford, Qué., a été proposé comme liquidateur à cette même assemblée et sera officiellement nommé lors d'une assemblée générale subséquente des membres de la société qui sera tenue le 28 novembre 1951, à 4.00 heures p.m., au siège social de la société, 354 est, rue Ste-Catherine, chambre 80, Montréal.

Donné à Montréal, le dixième jour de novembre, mil neuf cent cinquante et un.

[Scéal]

Le Secrétaire,
31410-45-2-o FERNAND BOISSEAU.

NOTICE OF LIQUIDATION

Notice is hereby given, as provided by Section 276 of the the Quebec Insurance Act, that "La Mutuelle des Marchands Détaillants" has decided to liquidate its business at a general special meeting of its members held on 16th of September, 1951.

Mr. Luc Marchessault, West Shefford, Que., has been proposed as liquidator at the same general special meeting, and will be officially appointed at a subsequent general special meeting of the members of the society to be held on 28th of November, 1951, at the office of "La Mutuelle des Marchands Détaillants," 354 St. Catherine Street East, Room 80, Montreal.

Given at Montreal, this tenth day of November, nineteen fifty one.

[Seal]

FERNAND BOISSEAU,
31410-45-2-o Secretary.

Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes:

Québec, 22 août 1951.

Me Jean-Joseph Turcotte, N.P., de Normandin: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Roberval.

MM. J.-Edouard Asselin, employé au Ministère du Travail, de Montréal: juge de paix avec juridiction sur toute la province de Québec; Onésime Ménard, marchand, 51 rue Martin, Dorval, J.-Alfred Dugré, 2316 rue Sherbrooke est, Montréal: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal; Louis-Philippe St-Cyr, gérant, 50 blvd Taché, Hull: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Hull, et Jacques Demers, inspecteur des édifices publics pour les comtés de l'ouest de la province: juge de paix avec juridiction sur les districts judiciaires de Témiscamingue, de Pontiac, de Rouyn-Noranda et d'Abitibi:— Les juges de paix nommés dans ce paragraphe le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires S.R.Q. 1941, chap. 15.

Québec, 29 août 1951.

MM. le docteur Frank Earl Draper et Ernest Hébert, de la ville de Bedford: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Bedford.

MM. Georges Grenier, peintre, 3469 rue Gertrude, Verdun, Jean Carroll, contremaître, 6607 rue Briand, Georges R. Rogers, employé à l'immigration canadienne à l'aéroport de Dorval, 5065 rue Bourbonnière, ces deux derniers de Montréal: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal; Jean Vidal, commis, 45-B rue Belmont, Sherbrooke; juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de St-François, et A. Durocher, médecin, 167 rue Prin-

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, and by Commission, to make the following appointments:

Quebec, August 22, 1951.

Me Jean-Joseph Turcotte, N.P., of Normandin: to be a Justice of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of Roberval.

Messrs. J. Edouard Asselin, employee of the Department of Labor, Montreal, to be a Justice of the Peace, with jurisdiction over the whole of the Province of Quebec; Onésime Ménard, merchant, 51 Martin Street, Dorval, J. Alfred Dugré, 2316 Sherbrooke Street, East, Montréal: to be Justice of Peace, with jurisdiction over the judicial district of Montreal; Louis-Philippe St-Cyr, manager, 50 Blvd. Taché, Hull: to be Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Hull, and Jacques Demers, inspector of public buildings, for the counties of the West of the Province: to be Justice of the Peace, with jurisdiction over the judicial districts of Témiscamingue, Pontiac, Rouyn-Noranda and Abitibi:— The Justices of the Peace named in the present paragraph are appointed as such for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Quebec, August 29, 1951.

Messrs. Doctor Frank Earl Draper and Ernest Hébert, of the Town of Bedford: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Bedford.

Messrs. Georges Grenier, painter, 3469 Gertrude Street, Verdun, Jean Carroll, foreman, 6607 Briand street, Georges R. Rogers, employee for the Canadian Immigration at the Dorval Airport, 5065 Bourbonnière Street, the latter two from Montreal: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montreal-Jean Vidal, clerk, 45-B, Belmont Street, Sherbrooke, to be a Justice of the Peace with jurisdic-

capale, Hull: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Hull:— Les juges de paix nommés dans le présent paragraphe le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q. 1941, chap. 15).

Québec, 5 septembre 1951.

MM. Gaston Cholette, greffier et conciliateur, service de conciliation et d'arbitrage, 981 Chemin Ste-Foy, Québec: juge de paix avec juridiction sur toute la province de Québec; Léopold-Adéard Tétrault, auditeur, 4565 Boulevard LaSalle, Verdun: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal; Paul-R. Gauthier, 397 de la Canardière, Québec: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Québec, et Victor George Bull, assistant-gérant de la compagnie Brown, Boveri (Canada) Limitée, à St-Jean: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire d'Iberville:— Les juges de paix nommés dans le présent paragraphe le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q. 1941, chap. 15).

Québec, 12 septembre 1951.

MM. Anthony Victor Vaupshas, professeur d'école, 6347 rue Hadley, Olivier Harel, épicer, 2264 rue Montgomery, J.-Gédéon Boutin, 7602 rue Notre-Dame Est, tous trois de Montréal: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal, et Rosaire Corbin, infirmier à l'Hôpital St-Joseph du Précieux Sang, de Rivière-du-Loup: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Kamouraska:— Les juges de paix nommés dans ce paragraphe le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q. 1941, chap. 15).

M. Maurice Schmoult, de Rivière-du-Loup: nommé, à compter du 1er octobre 1951, juge de paix, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1941, chapitre 15), avec juridiction sur le district judiciaire de Kamouraska, telle juridiction, cependant, devant être restreinte à la réception des serments, à la réception des plaintes, à l'émission des mandats d'arrestation et de recherches, de brefs de sommation, de subpoenas et de mandats de dépôts, ainsi qu'à la présidence aux comparutions, à l'ajournement des causes, à l'audition des demandes de mise en liberté provisoire, à la fixation et à la réception des cautionnements, soit seul lorsque la loi le permet, soit de concert avec un autre juge de paix lorsque la loi donne juridiction à deux juges de paix.

Québec, 10 octobre 1951.

M. Paul-Yvan Marquis, de Rivière-du-Loup: protonotaire de la Cour supérieure, greffier de la Cour de circuit et greffier de la Cour de magistrat du district judiciaire de Kamouraska, à compter du 16 octobre 1951, ledit Paul-Yvan Marquis étant en outre nommé commissaire "*per dedimus potestatem*".

M. Maurice Schmoult, de Rivière-du-Loup: greffier de la Couronne et greffier de la paix du district judiciaire de Kamouraska, à compter du 16 octobre 1951.

tion over the judicial district of St. Francis, and A. Durocher, physician, 167 Main Street, Hull: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Hull:— The Justices of the Peace named in the present paragraph are appointed as such for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Quebec, September 5, 1951.

Messrs. Gaston Cholette, clerk and conciliator, Conciliation and Arbitration Service, 981 St. Foy Road, Quebec: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the whole Province of Quebec; Léopold Adéard Tétrault, auditor, 4565 LaSalle Boulevard, Verdun: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montreal; Paul R. Gauthier, 397 de la Canardière, Quebec: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Quebec, and Victor George Bull, assistant manager of the company Brown, Boveri (Canada) Limitée, at St. John's: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Iberville:— The Justices of the Peace named in the present paragraph are appointed as such, for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chap. 15).

Quebec, September 12, 1951.

Messrs. Anthony Victor Vaupshas, school professor, 6347 Hadley street, Olivier Harel, grocer, 2264 Montgomery street, J. Gédéon Boutin, 7602 Notre-Dame street East, all three of Montreal: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montreal, and Rosaire Corbin, orderly at the "Hôpital St-Joseph du Précieux Sang", of Rivière-du-Loup: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Kamouraska:— The Justice of the Peace named in the present paragraph are appointed as such for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chap. 15).

M. Maurice Schmoult, of Rivière-du-Loup: appointed, as from the 1st of October, 1951, Justice of the Peace, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (Revised Statutes, 1941, chapter 15), with jurisdiction over the judicial district of Kamouraska, such jurisdiction, however, to be restricted to the administering of oaths, the hearing of complaints, the issue of arrest and search warrants, writs of summons, subpoenas and warrants of custody, also the presiding at appearances, the adjournment of cases, the hearing of pleas for release on bail, the fixing and receiving of bail, either alone, when the law permits, or with another Justice of the Peace when the law gives jurisdiction to two Justices of the Peace.

Quebec, October 10, 1951.

Mr. Paul Yvan Marquis, of Rivière-du-Loup: to be protonotary of the Superior Court, Clerk of the Circuit Court and Clerk of the Magistrate's Court for the judicial district of Kamouraska, as from the 16th day of October, 1951, the said Paul Yvan Marquis being moreover appointed commissioner "*per dedimus potestatem*".

Mr. Maurice Schmoult, of Rivière-du-Loup: to be Clerk of the Crown and Clerk of the Peace for the judicial district of Kamouraska, as from the 16th day of October, 1951.

Sièges sociaux

Head Offices

LÉGARÉ FOUNDRY LIMITED

Avis est donné que la compagnie "Légaré Foundry Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 29 juin 1951, et ayant son siège social en la cité de Sherbrooke, province de Québec, a établi son bureau au N° 48 rue Short.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Sherbrooke, Qué., le 10 octobre 1951.

[Sceau]

31442

Le Président,
H. RUSSELL NEVILLE.

LÉGARÉ FOUNDRY LIMITED

Notice is hereby given that "Légaré Foundry Limited", incorporated by letters patent on the 29th day of June, 1951, and having its head office in the city of Sherbrooke, in the Province of Quebec, has established its office at No. 48 Short Street.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Sherbrooke, Que., this tenth day of October, 1951.

[Seal]

31442-o

H. RUSSELL NEVILLE,
President.

LAURENTIAN INVESTMENTS LTD.

Règlement numéro trois (3)

Un règlement transportant le siège social de la compagnie des cité et district de Montréal à la cité de Ste-Agathe, district de Terrebonne.

Attendu que le siège social de la compagnie est actuellement en les cité et district de Montréal;

Et attendu qu'il est jugé nécessaire et dans l'intérêt de la compagnie de transporter le siège social de la compagnie à la cité de Ste-Agathe, district de Terrebonne;

En conséquence, qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme le règlement N° 3 de la compagnie "Laurentian Investments Ltd." que le siège social de la compagnie soit transporté des cité et district de Montréal à la cité de Ste-Agathe, district de Terrebonne.

Decrété à Montréal, le 16 octobre 1951.

31443

Le Secrétaire,
KATE ADELSON.

LAURENTIAN INVESTMENT LTD.

By-law number three (3)

Being a By-law changing the Head Office of the company from the City and District of Montreal to the City of Ste. Agathe, District of Terrebonne.

Whereas the Head Office of the company is now in the City and District of Montreal.

And whereas it is deemed expedient and in the interests of the company to change the Head Office of the Company to the City of Ste. Agathe, District of Terrebonne;

Now therefore, be it enacted, and it is hereby enacted as by-law No. 3 of "Laurentian Investments Ltd.", that the Head Office of the Company be changed from the City and District of Montreal to the City of Ste. Agathe, District of Terrebonne.

Enacted at Montreal this 16th day of October, 1951.

31443-o

KATE ADELSON,
Secretary.

MUTUAL FURNISHERS LTD.

Règlement N° 27

Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété que le lieu où sera situé le siège social de la compagnie soit et il est, par les présentes, transporté de la cité de Montréal à la Ville de Ste-Thérèse de Blainville, province de Québec.

Decrété le 19 octobre 1951.

31445

Le Président,
A. TAFLEL.
Le Secrétaire,
SAM PRUSSIN.

MUTUAL FURNISHERS LTD.

By-law No. 27

Be it enacted and it is hereby enacted that the place where the Head Office of the Company is to be situate be and the same is hereby changed from the City of Montreal to the Town of Ste. Thérèse de Blainville, in the Province of Quebec.

Enacted this 19th day of October, 1951.

31445-o

A. TAFLEL,
President.
SAM PRUSSIN,
Secretary.

TAF DISTRIBUTING INCORPORATED

Règlement N° 25

Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété que le lieu où sera situé le siège social de la compagnie soit et il est, par les présentes, transporté de la cité de Montréal à la Ville de Ste-Thérèse de Blainville, province de Québec.

Decrété le 19 octobre 1951.

31446

Le Président,
A. TAFLEL.
Le Secrétaire,
SAM PRUSSIN.

TAF DISTRIBUTING INCORPORATED

By-law No. 25

Be it enacted and it is hereby enacted that the place where the Head Office of the Company is to be situate be and the same is hereby changed from the City of Montreal to the Town of Ste. Thérèse de Blainville, in the Province of Quebec.

Enacted this 19th day of October, 1951.

31446

A. TAFLEL,
President.
SAM PRUSSIN,
Secretary.

ROXY AMUSEMENTS LTD.

Règlement numéro trois (3)

Un règlement transportant le siège social de la compagnie des cité et district de Montréal à la Cité de Ste-Agathe, district de Terrebonne.

Attendu que le siège social de la compagnie est actuellement en les cité et district de Montréal;

Et attendu qu'il est jugé nécessaire et dans l'intérêt de la compagnie de transporter le siège social de la compagnie à la Cité de Ste-Agathe, district de Terrebonne.

En conséquence, qu'il soit décrété et il est par les présentes, décrété comme le règlement N° 3 de la compagnie "Roxy Amusements Ltd.", que le siège social de la compagnie soit transporté des cité et district de Montréal à la Cité de Ste-Agathe, district de Terrebonne.

Decrété à Montréal, le 16 octobre 1951.

31444 Le Secrétaire,
KATE ADELSON.

ROXY AMUSEMENTS LTD.

By-law number three (3)

Being a By-law changing the Head Office of the Company from the City and District of Montreal to the City of Ste. Agathe, district of Terrebonne.

Whereas the Head Office of the Company is now in the City and District of Montreal;

And whereas it is deemed expedient and in the interest of the Company to change the Head Office of the Company to the City of Ste. Agathe, District of Terrebonne;

Now Therefore, be it enacted, and it is hereby enacted as By-law No. 3 of "Roxy Amusements Ltd.", that the Head Office of the Company be changed from the City and District of Montreal to the City of Ste. Agathe, District of Terrebonne.

Enacted at Montreal this 16th day of October, 1951.

31444-o KATE ADELSON,
Secretary.

F.-X. GAUTHIER LIMITÉE

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "F.-X. Gauthier Limitée", constituée en corporation par lettres patentes accordées par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, le 2 octobre 1951, enregistrées le 16 octobre 1951, et ayant son siège social dans la cité de Montréal, a établi le siège social à 6665 rue de Lanaudière, Montréal.

A compter de la date de cet avis, le dit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, le 29 octobre 1951.

31441-o Le Président,
F.-X. GAUTHIER.

F.-X. GAUTHIER LIMITÉE

Notice is hereby given that the company "F.-X. Gauthier Limitée" incorporated by letters patent issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, on October 2, 1951, registered on October 16, 1951, and having its head office in the city of Montreal, has established its head office at 6665 de Lanaudière Street, Montréal.

From and after the date of the present notice, the said office will be considered by the company as being its head office.

Dated at Montreal, October 29, 1951.

31441 F.-X. GAUTHIER,
President.

ASSOCIATED MOUNTAIN RESORTS LIMITED

Règlement N° 26

La situation du siège social de la compagnie est, par les présentes, changée du Village de Ste-Adèle au Village de Morin Heights, province de Québec.

Ceci est une vraie copie du règlement N° 26 adopté régulièrement par les directeurs lors d'une assemblée tenue le 5 septembre 1951, et ratifié par les actionnaires le même jour lors d'une assemblée spéciale où tous les actionnaires étaient présents.

31463 Le Président,
M. E. McKEEN.
Le Secrétaire,
G. A. WANLESS.

ASSOCIATED MOUNTAIN RESORTS LIMITED

By-law No. 26

The location of the Head Office of the Company is hereby changed from the Village of Ste. Adèle to the Village of Morin Heights, in the Province of Quebec.

This is a true copy of By-law No. 26 regularly adopted by the directors at a meeting held on the 5th day of September, 1951, and ratified by the shareholders on the same day at a special meeting where all the shareholders of the company were present.

31463-o M. E. McKEEN,
President.
G. A. WANLESS,
Secretary.

LESLIE PROPERTIES INC.

Avis est donné que la compagnie "Leslie Properties Inc.", constituée en corporation par lettres patentes le 9 janvier 1948, et ayant son bureau principal dans Piedmont, P.Q., a établi son bureau près de Georgeville, P.Q.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 13ème jour d'octobre 1951.

31475-o Le Secrétaire,
R. A. LESLIE.

LESLIE PROPERTIES INC.

Notice is hereby given that the "Leslie Properties Inc.", company incorporated by letters patent on the 9th day of January, 1948, and having its head office in Piedmont, P.Q., has established its office near Georgeville, P.Q.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 13th day of October, 1951.

31475-o R. A. LESLIE,
Secretary.

NATIONAL NICKEL CORPORATION LTD.
(No Personal Liability)

Avis est donné que la compagnie "National Nickel Corporation Ltd.", (No Personal Liability), constituée en corporation par lettres patentes en date du 5 novembre 1951, et ayant le principal siège de ses affaires à Montréal, Province de Québec, a établi son bureau à Suite 616, 159 Ouest, rue Craig, Montréal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Montréal, ce 6 novembre 1951.

[Sceau]

31481-0

Le Secrétaire-trésorier,
CORDÉLIA LECLERC.

NATIONAL NICKEL CORPORATION LTD.
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that "National Nickel Corporation Ltd.", (No Personal Liability), company incorporated by letters patent on the 5th day of November, 1951, and having its chief place of business in Montreal, Province of Quebec, has established its office at Suite 616, 159 Craig Street West, Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Montreal 6th November, 1951.

[Seal]

31481-0

CORDÉLIA LECLERC,
Secretary-Treasurer.

Soumissions

Province de Québec

VILLAGE DE MANIWAKI
(Comté de Gatineau)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par Madame Palma Joanis, secrétaire-trésorier, Maniwaki, comté de Gatineau, jusqu'à 8 heures p.m., lundi le 3 décembre 1951, pour l'achat de \$100,500 d'obligations du village de Maniwaki, comté de Gatineau, datées du 1er novembre 1951 et remboursables par séries du 1er novembre 1952 au 1er novembre 1971 inclusivement avec intérêt à un taux de 4% par année payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$100,500 — 20 ans

Année	Capital
1er novembre 1952.	\$3,500.00
1er novembre 1953.	3,500.00
1er novembre 1954.	3,500.00
1er novembre 1955.	4,000.00
1er novembre 1956.	4,000.00
1er novembre 1957.	4,000.00
1er novembre 1958.	4,500.00
1er novembre 1959.	4,500.00
1er novembre 1960.	4,500.00
1er novembre 1961.	5,000.00
1er novembre 1962.	5,000.00
1er novembre 1963.	5,000.00
1er novembre 1964.	5,500.00
1er novembre 1965.	5,500.00
1er novembre 1966.	6,000.00
1er novembre 1967.	6,000.00
1er novembre 1968.	6,500.00
1er novembre 1969.	6,500.00
1er novembre 1970.	6,500.00
1er novembre 1971.	7,000.00

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec ou à Maniwaki, comté de Gatineau.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque, accepté égal à 1% du montant de

Tenders

Province of Quebec

VILLAGE OF MANIWAKI
(County of Gatineau)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, Madame Palma Joanis, Secretary-Treasurer, Maniwaki, County of Gatineau, until 8 o'clock P.M., Monday, December 3, 1951, for the purchase of an issue of \$100,500 of bonds of the village of Maniwaki, County of Gatineau, dated November 1, 1951 and redeemable serially from November 1, 1952 to November 1, 1971, inclusively, with interest at a rate of 4% per annum, payable semi-annually on the 1st of May and the 1st of November, of each year. The table of redemption is as follows:

Table of Redemption — \$100,500 — 20 years

Year	Capital
November 1st, 1952.	\$3,500.00
November 1st, 1953.	3,500.00
November 1st, 1954.	3,500.00
November 1st, 1955.	4,000.00
November 1st, 1956.	4,000.00
November 1st, 1957.	4,000.00
November 1st, 1958.	4,500.00
November 1st, 1959.	4,500.00
November 1st, 1960.	4,500.00
November 1st, 1961.	5,000.00
November 1st, 1962.	5,000.00
November 1st, 1963.	5,000.00
November 1st, 1964.	5,500.00
November 1st, 1965.	5,500.00
November 1st, 1966.	6,000.00
November 1st, 1967.	6,000.00
November 1st, 1968.	6,500.00
November 1st, 1969.	6,500.00
November 1st, 1970.	6,500.00
November 1st, 1971.	7,000.00

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at Maniwaki, County of Gatineau.

The said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% if the amount of the

l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi le 3 décembre 1951, à 8 heures p.m., à l'endroit habituel des réunions du conseil municipal.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Maniwaki (Comté de Gatineau), ce 3ème jour de novembre 1951.

Le Secrétaire-trésorier,
Madame PALMA JOANIS.

Maniwaki, (Comté de Gatineau),
Qué.

31448-o

present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council, to be held on Monday, 3rd day of the month of December, 1951, at 8 o'clock p.m., at the usual meeting place of the Municipal Council.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Maniwaki, (County of Gatineau), this 3rd day of November, 1951.

Madame PALMA JOANIS,
Secretary-Treasurer.

Maniwaki, (County Gatineau),
Que.

31448

Province de Québec

COMMISSION SCOLAIRE DE
SAINT-SIMON-DE-DRUMMOND
(COMTÉ DE DRUMMOND)

Province of Quebec

SCHOOL COMMISSION OF
ST. SIMON OF DRUMMOND
(COUNTY OF DRUMMOND)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Conrad Fouquette, secrétaire-trésorier, à son bureau, Hôtel de Ville, St-Simon-de-Drummond jusqu'à 11 heures a.m., dimanche, le 2 décembre 1951, pour l'achat de \$245,000 d'obligations de la commission scolaire de Saint-Simon-de-Drummond, comté de Drummond, datées du 1er novembre 1951 et remboursables par séries du 1er novembre 1952 au 1er novembre 1971 inclusivement avec intérêt à un taux n'excédant pas 4% par année payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Conrad Fouquette, Secretary-Treasurer, at his office, City Hall, St. Simon of Drummond, until 11 o'clock a.m., Sunday, the 2nd day of December, 1951, for the purchase of an issue of \$245,000 of bonds of the School Commission of St. Simon of Drummond, County of Drummond, dated November 1st, 1951 and redeemable serially from November 1st, 1952 to November 1st, 1971 inclusively, with interest at a rate not exceeding 4% per annum, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Tableau d'amortissement—\$245,000—20 ans

Année	Capital
1er novembre 1952.....	x\$19,500.00
1er novembre 1953.....	x 20,000.00
1er novembre 1954.....	x 21,000.00
1er novembre 1955.....	x 22,000.00
1er novembre 1956.....	x 22,500.00
1er novembre 1957.....	x 23,500.00
1er novembre 1958.....	x 24,500.00
1er novembre 1959.....	5,500.00
1er novembre 1960.....	5,500.00
1er novembre 1961.....	6,000.00
1er novembre 1962.....	6,000.00
1er novembre 1963.....	6,500.00
1er novembre 1964.....	7,000.00
1er novembre 1965.....	7,000.00
1er novembre 1966.....	7,500.00
1er novembre 1967.....	7,500.00
1er novembre 1968.....	8,000.00
1er novembre 1969.....	8,000.00
1er novembre 1970.....	8,500.00
1er novembre 1971.....	9,000.00

Table of redemption — \$245,000—20 years

Year	Capital
November 1st, 1952.....	x\$19,500.00
November 1st, 1953.....	x 20,000.00
November 1st, 1954.....	x 21,000.00
November 1st, 1955.....	x 22,000.00
November 1st, 1956.....	x 22,500.00
November 1st, 1957.....	x 23,500.00
November 1st, 1958.....	x 24,500.00
November 1st, 1959.....	5,500.00
November 1st, 1960.....	5,500.00
November 1st, 1961.....	6,000.00
November 1st, 1962.....	6,000.00
November 1st, 1963.....	6,500.00
November 1st, 1964.....	7,000.00
November 1st, 1965.....	7,000.00
November 1st, 1966.....	7,500.00
November 1st, 1967.....	7,500.00
November 1st, 1968.....	8,000.00
November 1st, 1969.....	8,000.00
November 1st, 1970.....	8,500.00
November 1st, 1971.....	9,000.00

Les x indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$140,250.00, accordé par le Secrétaire de la province et payable en un versement de \$20,035.74 et six versements annuels de \$20,035.71 chacun, de 1952 à 1958 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec ou à Drummondville.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec,

The x indicate the years during which annual payments of a total amount of \$140,250.00, granted by the Provincial Secretary and payable in one instalment of \$20,035.74 and six annual instalments of \$20,035.71 each, from 1952 to 1958 inclusively, will be received and applied to the service of this loan.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or Drummondville.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941

1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue dimanche, le 2 décembre 1951, à 11 heures a.m., à la salle de l'école de l'école Notre-Dame de l'Assomption.

Les commissaires se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Simon-de-Drummond (Comté de Drummond), ce 8ème jour de novembre 1951.

Le Secrétaire-trésorier,
CONRAD FOUQUETTE,
Hôtel de ville,
Saint-Simon-de-Drummond,
(Drummond), Qué.

31476-o

Province de Québec

CITÉ DE JOLIETTE
(COMTÉ DE JOLIETTE)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Camille Bonin, sec.-trés., Hôtel de Ville, Joliette, comté de Joliette, jusqu'à 8 heures p.m., lundi le 3 décembre 1951, pour l'achat de \$80,000.00 d'obligations de la cité de Joliette, datées du 1er novembre 1951 et remboursables par séries du 1er novembre 1952 au 1er novembre 1971 inclusivement avec intérêt à un taux n'ex. pas 4% par année payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement—\$80,000.00—20 ans

Année	Capital
1er novembre 1952.	\$3,000.00
1er novembre 1953.	3,000.00
1er novembre 1954.	3,000.00
1er novembre 1955.	3,000.00
1er novembre 1956.	3,000.00
1er novembre 1957.	4,000.00
1er novembre 1958.	4,000.00
1er novembre 1959.	4,000.00
1er novembre 1960.	4,000.00
1er novembre 1961.	4,000.00
1er novembre 1962.	4,000.00
1er novembre 1963.	4,000.00
1er novembre 1964.	4,000.00
1er novembre 1965.	4,000.00
1er novembre 1966. .	4,000.00
1er novembre 1967.	5,000.00
1er novembre 1968.	5,000.00
1er novembre 1969.	5,000.00
1er novembre 1970.	5,000.00
1er novembre 1971.	5,000.00

Le capital et les intérêts sont payables à une banque à charte dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Joliette.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Qué-

subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on the 2nd day of the month of December, 1951, at 11 o'clock a.m., at Notre-Dame de l'Assomption School.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

St. Simon de Drummond (County of Drummond), this 8 th day of November, 1951.

CONRAD FOUQUETTE,
Secretary-Treasurer,
City Hall,
St. Simon of Drummond,
(Drummond), P. Q.

31476-o

Province of Quebec

CITY OF JOLIETTE
(COUNTY OF JOLIETTE)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, Camille Bonin, secretary-treasurer, City Hall, Joliette, county of Joliette, until eight o'clock in the evening, Monday, the third day of December, 1951, for the purchase of an issue of \$80,000 of bonds of the City of Joliette, dated the 1st of November 1951, and redeemable serially from the 1st of November, 1952 to the 1st of November, 1971, inclusively, with interest at a rate not exceeding 4% per annum, payable semi-annually the 1st of May and 1st of November of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of Redemption—\$80,000.00—20 years

Year	Capital
1st November 1952.	\$3,000.00
1st November 1953.	3,000.00
1st November 1954.	3,000.00
1st November 1955.	3,000.00
1st November 1956.	3,000.00
1st November 1957.	4,000.00
1st November 1958.	4,000.00
1st November 1959.	4,000.00
1st November 1960.	4,000.00
1st November 1961.	4,000.00
1st November 1962.	4,000.00
1st November 1963.	4,000.00
1st November 1964.	4,000.00
1st November 1965.	4,000.00
1st November 1966.	4,000.00
1st November 1967.	5,000.00
1st November 1968.	5,000.00
1st November 1969.	5,000.00
1st November 1970.	5,000.00
1st November 1971.	5,000.00

Capital and interest are payable at the chartered bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec, or at Joliette.

The said bonds may be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, on any interest

bec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 3 décembre 1951, à 8 heures p.m., à l'Hôtel de Ville de Joliette, comté de Joliette.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Joliette (Comté de Joliette), ce 14ième jour de novembre 1951.

Le Secrétaire-trésorier,
CAMILLE BONIN,
Hôtel de Ville,
Cité de Joliette, (Joliette).

31483-o

Province de Québec

COMMISSION SCOLAIRE DE LA VILLE DE
SAINT-ROSE
(Comté de Laval)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, L. Labonville, secrétaire-trésorier, à son bureau, 216, Blvd Ste. Rose, Ville Ste Rose, comté de Laval, jusqu'à 8 heures p.m., mardi, le 4 décembre 1951, pour l'achat de \$355,000.00 d'obligations de la Commission Scolaire de la ville de Sainte-Rose, datées du 1er septembre 1951 et remboursables par séries du premier septembre 1952 au premier septembre 1971 inclusivement avec intérêt à un taux n'excédant pas 4% par année payable semi-annuellement les premier mars et premier septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$355,000.00—20 ans

Année	Capital
1 septembre 1952.....	x\$20,500.00
1 septembre 1953.....	x 21,500.00
1 septembre 1954.....	x 22,000.00
1 septembre 1955.....	x 22,500.00
1 septembre 1956.....	x 23,500.00
1 septembre 1957.....	x 24,000.00
1 septembre 1958.....	x 25,000.00
1 septembre 1959.....	x 26,000.00
1 septembre 1960.....	x 26,500.00
1 septembre 1961.....	x 27,500.00
1 septembre 1962.....	10,000.00
1 septembre 1963.....	10,500.00
1 septembre 1964.....	10,500.00
1 septembre 1965.....	11,000.00
1 septembre 1966.....	11,500.00
1 septembre 1967.....	11,500.00
1 septembre 1968.....	12,000.00
1 septembre 1969.....	12,500.00
1 septembre 1970.....	13,000.00
1 septembre 1971.....	13,500.00

Les x indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$161,648.40 accordé par le Secrétaire de la province et payables en dix versements de \$16,164.84 chacun, de 1952 à 1961 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

maturity date, under authority of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the Council, to be held on Monday, the third day of December, 1951, at eight o'clock in the evening, in the City Hall of Joliette, county of Joliette.

The Council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Joliette, (County of Joliette, this 14th day of November, 1951.

CAMILLE BONIN,
Secretary-Treasurer,
City Hall,
City of Joliette, (Joliette).

31483

Province of Quebec

SCHOOL COMMISSION OF THE TOWN OF
STE-ROSE
(County of Laval)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, L. Labonville, Secretary-Treasurer, at his office, 216 Blv. Ste-Rose, Town of Ste-Rose, County of Laval, until 8 o'clock p.m., Tuesday, the 4th day of December 1951, for the purchase of an issue of \$355,000.00 of bonds of the School Commission of the Town of Ste. Rose, dated September 1st, 1951, and redeemable serially from September 1st, 1952, to the September 1st, 1971 inclusively, with interest at a rate not exceeding 4% per annum, payable semi-annually on the 1st of March, and the 1st of September of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of Redemption — \$355,000.00 — 20 years

Year	Capital
September 1st, 1952.....	x\$20,500.00
September 1st, 1953.....	x 21,500.00
September 1st, 1954.....	x 22,000.00
September 1st, 1955.....	x 22,500.00
September 1st, 1956.....	x 23,500.00
September 1st, 1957.....	x 24,000.00
September 1st, 1958.....	x 25,000.00
September 1st, 1959.....	x 26,000.00
September 1st, 1960.....	x 26,500.00
September 1st, 1961.....	x 27,500.00
September 1st, 1962.....	10,000.00
September 1st, 1963.....	10,500.00
September 1st, 1964.....	10,500.00
September 1st, 1965.....	11,000.00
September 1st, 1966.....	11,500.00
September 1st, 1967.....	11,500.00
September 1st, 1968.....	12,000.00
September 1st, 1969.....	12,500.00
September 1st, 1970.....	13,000.00
September 1st, 1971.....	13,500.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$161,648.40 granted by the Provincial Secretary and payable in ten instalments of \$16,164.84 each, from 1952 to 1961 inclusively will be received and applied to the service of this loan.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec ou à Sainte-Rose de Laval.

Les dites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue le 4 décembre 1951, à huit heures de l'après-midi à l'hôtel de ville de Ste-Rose, 216, Blvd. Ste-Rose, Ste-Rose, comté de Laval.

Les commissaires se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions. Ville Sainte-Rose (Laval), ce 12 novembre 1951.

[Seeau]

Le Secrétaire-trésorier,
L. LABONVILLE.

216 Boulevard Ste-Rose,
Ville Ste-Rose, comté de Laval. 31484-o

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, at Quebec or at Ste. Rose de Laval.

The said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, on any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Tuesday, the 4th day of December, 1951, at 8 o'clock p.m., at the office of the School Commission, 216 Blvd. Ste-Rose, Town of Ste. Rose, Laval.

The Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Town of Ste. Rose, (Laval) this 12th day of November, 1951.

[Seal]

L. LABONVILLE,
Secretary-Treasurer.

216 Blv. Ste. Rose,
Town of Ste. Rose, County of Laval. 31484-o

Ventes — Loi de faillite

Canada, Province de Québec, District de Montréal, N° 35, Cour Supérieure, (en matière de faillite).

Dans l'affaire de Léo Boucher, ci-devant épicer de St-Jean, P.Q., cédant autorisé.

Avis public est par les présentes donné que les immeubles désignés comme suit:

1. Une terre située en la paroisse de St-Hyacinthe le Confesseur, composée comme suit:

a) Du lot connu et désigné au cadastre officiel de la dite Paroisse de St-Hyacinthe le Confesseur sous le numéro deux cent trente-neuf (239) avec les bâtisses y érigées.

b) D'un lopin de terre d'environ onze arpents de superficie, étant une partie du lot numéro deux cent trente-huit (Ptie 238) du cadastre de ladite paroisse de St-Hyacinthe le Confesseur, bornée: en front par le chemin de la Concession Sud de la Rivière Yamaska, en profondeur par la dite Rivière, d'un côté par le terrain ci-dessus décrit, et de l'autre côté par les représentants de Louis Languerant, sans bâtisse.

A distraire cependant de cette dite partie du lot N° 238 une lisière de terre prise sur ce dit lot à onze cent quinze pieds du Chemin public, de la contenance de quatre-vingt-quinze pieds de largeur par toute la profondeur qui reste à partie de onze cent quinze pieds du Chemin public à aller à la Rivière Yamaska, suivant les sinuosités de ladite Rivière bornée: en front et d'un côté par partie du même lot N° 238, en profondeur par la Rivière Yamaska, et de l'autre côté par la terre de Léo Rainville ou représentants, avec droit de passage, à pieds et en voiture avec tous autres y ayant droit, dans un chemin de quinze pieds de largeur pris sur le dit lot N° 238, dans la ligne de terrain de Léo Rainville, par toute la profondeur qu'il y a entre le chemin public et la susdite li-

Sales — Bankruptcy Act

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 35, (Sitting in Bankruptcy).

In the matter of Léo Boucher, heretofore a grocer of St-Johns, P.Q., authorized assignor.

Public notice is hereby given that the immovables described as follows:

1. A farm situate in the Parish of St-Hyacinthe le Confesseur, composed as follows:

a) Of the lot known and designated on the official cadastre for the said Parish of St-Hyacinthe le Confesseur as number two hundred and thirty-nine (239) — with the buildings thereon erected.

b) Of a parcel of land of about eleven arpents in superficial area, being a part of lot number two hundred and thirty-eight (Pt. 238) on the cadastre for the said Parish of St-Hyacinthe le Confesseur, bounded: in front by the road of the concession south of the Yamaska river, in depth by the said river, on one side by the land above described, and on the other side by the representatives of Louis Languerant — without buildings.

To be deducted, however, from the said part of lot No. 238, a strip of land taken from said lot at eleven hundred and fifteen feet from the public road, measuring ninety-five feet in width by all the depth that remains, starting at eleven hundred and fifteen feet from the public road and extending as far as the Yamaska river, following the curves of the said river, bounded: in front and on one side by part of the same lot No. 238, in depth by the Yamaska River, and on the other side by the land of Léo Rainville or representatives — with right of way, on foot and in vehicle, with all others having a right thereto, in a road fifteen feet wide taken from said lot No. 238, in the line of the land of Léo Rainville, by the whole depth which exists between the public road and

sière de terre, pour communiquer à icelle, aux charges ordinaires d'entretien, et à frais communs.

Le sudit emplacement présentement distrair est détenu par Raoul Dupré et William Houle, aux termes d'une promesse de vente à eux consentie par Armand Tétreault le vingt-huit juillet mil neuf cent cinquante, devant J. Lafontaine, notaire.

2. Une terre située au même endroit, composée comme suit:

a) Du lot numéro deux cent quarante et un (N° 241) du cadastre officiel de la dite paroisse de St-Hyacinthe le Confesseur, avec bâtisses.

b) D'une partie du lot numéro deux cent quarante-deux (Ptie 242) du même cadastre, de la contenance de un arpent et demi de largeur par environ vingt-quatre arpents de profondeur, bornée: en front par le chemin public, en profondeur par Albany Racine, d'un côté à Aurélien Chaput ou représentants, et de l'autre côté par le terrain de Paul Grégoire; avec la grange y érigée.

Tel que le tout se trouve présentement avec les servitudes actives et passives, apparentes et occultes y attachées.

Seront vendus séparément, suivant un jugement de la Cour Supérieure pour le district de Montréal en matière de faillite, rendu le 18 juillet 1951, portant le N° 35 des dossiers de la dite Cour, aux enchères publiques, de manière à donner à cette vente l'effet du décret conformément aux prescriptions de l'article 55 de la loi de faillite, à la porte de l'église paroissiale de St-Joseph de St-Hyacinthe, MARDI, le ONZIÈME jour de DÉCEMBRE mil neuf cent cinquante et un, à ONZE heures de l'avant midi.

Condition de vente 10% comptant, plus 1% pour le fonds des bâtisses et des jurés; la balance sous trois jours.

Pour informations et cahier des charges s'adresser au soussigné.

10 novembre 1951.

Le Syndic,
ALBERT LAMARRE.

Du Bureau de Lamarre & Inns,
10 est, rue St-Jacques, Montréal.

31407-45-2-o

the aforesaid strip of land, to communicate thereto, subject to ordinary charges of maintenance, and at common costs.

The aforesaid emplacement presently deducted is held by Raoul Dupré and William Houle, under the terms of a promise of sale consented to them by Armand Tétreault on the twenty-eighth day of July, one thousand nine hundred and fifty, before J. Lafontaine, notary.

2. A farm situate at the same place, composed as follows:

a) Of lot number two hundred and forty-one (No. 241) of the official cadastre for the said Parish of St-Hyacinthe le Confesseur — with buildings.

b) Of a part of lot number two hundred and forty-two (Pt. 242) of the same cadastre, measuring one arpent and one half in width by about twenty-four arpents in depth, bounded: in front, by the public road, in depth by Albany Racine, on one side by Aurélien Chaput or representatives and on the other side by the land of Paul Grégoire — with the barn thereon erected.

As the whole presently subsists with the active and passive, apparent or unapparent servitudes attached thereto.

To be sold separately, according to a judgment of the Superior Court for the district of Montreal, Sitting in Bankruptcy, rendered on the 18th day of July, 1951, bearing No. 35 of the records of the said Court, by public auction, so as to give the said sale the effect of a Sheriff's sale, pursuant to the provisions of section 55 of the Bankruptcy Act, at the church door of the parish of St-Joseph de St-Hyacinthe, on TUESDAY, the ELEVENTH day of DECEMBER, one thousand nine hundred and fifty-one, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Condition of sale 10% cash, plus 1% for Government taxes; the balance within three days.

For information and list of charges apply to the undersigned.

November 10, 1951.

ALBERT LAMARRE,
Trustee.

Office of Lamarre & Inns,
10 St. James Street East, Montreal.

31407-45-2

Province de Québec, district de Joliette, Cour Supérieure, N° 428. (En matière de faillite).

In re: Roland Grenier, commerçant de bois, de Saint-Théodore de Chertsey, Comté de Montcalm, district de Joliette, débiteur.

Avis est par les présentes donné que MERCREDI, le DIX-NEUVIÈME jour de DÉCEMBRE 1951, à ONZE heures de l'avant-midi, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Théodore de Chertsey, municipalité du canton de Chertsey, district de Joliette, seront vendus, par encan public, au plus haut et dernier enchérisseur, les immeubles suivants cédés par le débiteur, en cette faillite, savoir:

"a) Un terrain connu sur le plan et au livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Wexford, dans le premier rang, comme faisant partie du lot numéro cinquante-septA (57A) contenant cent quatre-vingt pieds de largeur sur le grand chemin, par deux cents pieds de profondeur, mesure anglaise, ce terrain à être pris, à vingt pieds de la ligne séparant le lot numéro cinquante-six, du lot numéro cinquante-septA, borné en front par le grand chemin, en arrière et des deux côtés par le reste du numéro cinquante-septA, susdit, avec toutes les maisons et bâtisses y érigées;

Province of Quebec, District of Joliette, Superior Court, No. 428. (Sitting in Bankruptcy).

In the matter of Roland Grenier, dealer in lumber, of Saint-Théodore de Chertsey, county of Montcalm, district of Joliette, debtor.

Notice is hereby given that on WEDNESDAY, the NINETEENTH day of DECEMBER, 1951, at ELEVEN o'clock in the forenoon, at the church door of the parish of Saint-Théodore de Chertsey, municipality of the township of Chertsey, district of Joliette, shall be sold by public auction, to the highest and last bidder, the following immovables ceded by the debtor in this bankruptcy, to wit:

a) A lot of land known on the official cadastral plan and in the book of reference of Wexford Township, first range, as forming part of lot number fifty-sevenA (57A) measuring eighty feet in width on the main road, by two hundred feet in depth, English measure, this land to be taken twenty feet from the line separating lot number fifty-six, from lot number fifty-sevenA, bounded in front by the main road, in back and on both sides by the remainder of number fifty-seven A above mentioned, with the house and other buildings thereon erected.

Compris un droit de puiser de l'eau, à la source, en arrière dudit terrain, pour l'utilité de la maison construite sur ledit terrain.

Tel que le tout se trouve présentement avec les servitudes actives et passives, apparentes et occultes, y attachées."

"b) Tous les droits, parts et prétentions que le débiteur a ou peut avoir sur une lisière de terrain, située dans la dite paroisse de St-Théodore de Chertsey, comté de Montcalm, contenant douze pieds de largeur sur le bord du lac Beaulac, et douze pieds de largeur en arrière, sur cent vingt pieds de profondeur, à partir dudit lac, mesure anglaise, plus ou moins, connue sur le plan et au livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Wexford, comme étant une partie du lot numéro cinquante-six (p. 56) dans le premier rang, borné en front par le lac susnommé, en arrière et d'un côté par le terrain de Monsieur John Rowen ou représentants, et de l'autre côté par le terrain de David Poitras ou représentants.

"Avec en plus un droit de passage pour communiquer du Chemin Royal à la lisière de terrain plus haut mentionnée sur le reste du même lot cinquante-six, premier rang canton Wexford, le tout avec ceux qui y ont droit.

"Tel que le tout se trouve actuellement avec les servitudes actives et passives, apparentes et occultes attachées à la dite lisière de terrain, en particulier de souffrir pour l'acquéreur un droit de passage à l'arrière de la dite lisière de terrain, en faveur de ceux qui y ont droit, d'entretenir ce chemin ou passage, seul et à ses frais, sur toute sa largeur et sa longueur, vis-à-vis la dite lisière de terrain, de faire la clôture, seul et à ses frais, et l'entretenir, et l'arrière.

"c) Toute cette partie du Gore B du canton de Kilkenny, située dans le dixième rang dudit canton et faisant partie de la municipalité du canton de Chertsey, étant toute cette partie nord-ouest dudit Gore, comprenant toute sa largeur sur une profondeur de vingt arpents, plus ou moins, et bornée comme suit: au nord-ouest par le onzième rang du canton de Kilkenny et au sud-est par le résidu dudit Gore appartenant à Joseph Duval ou représentant, du côté nord-est par la Grande Ligne entre les cantons de Rawdon et Kilkenny, et de l'autre côté au sud-ouest par le lot 1B et partie du lot 1A, du dixième rang dudit canton de Kilkenny.

"Tel que le tout se trouve actuellement avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées à ce lot de terre."

Conditions de la vente: Chacun des immeubles plus haut mentionnés sera vendu séparément et il sera exigé de tout offrand ou enchérisseur, sur chaque offre ou enchère, un dépôt représentant 10% de la dite offre ou enchère, sur l'immeuble en premier lieu désigné, et de 20% sur les deux autres immeubles;

Cette vente faite d'après les articles 55 et suivant de la Loi de Faillite équivaut à une vente faite par le shérif.

12 novembre 1951.

Le Syndic autorisé,
ALBERT LAMARRE.

10 rue Saint-Jacques Est,
Montréal.

31457-46-2-0

With the right to draw water from the spring, in rear of the said lot of land for the use of the house erected on the said land.

As the whole presently subsists, with the active and passive, apparent and unapparent servitudes, thereto attached.

"b) All rights, shares and pretensions which the debtor has or may have on a strip of land situate in the said parish of St-Théodore de Chertsey, county of Montcalm, containing twelve feet in width on the edge of Lake Beaulac, and twelve feet in rear, by one hundred and twenty feet in depth, from the said lake, English measure, more or less, known on the official cadastral plan and in the book of reference of the Township of Wexford, as being a part of lot number fifty-six (p.56) in the first range, bounded in front by the above-mentioned lake, in rear and on one side by land belonging to Mr. John Rowen or his representatives, and on the other side by the land of David Poitras, or his representatives.

"With moreover, a right of way to communicate with the King's Highway to the strip of land above mentioned on the remainder of the same lot fifty-six, first range of Wexford Township, the whole, with all others who have the right thereto.

As the whole presently subsists, with the active and passive apparent and unapparent servitudes attached to the said strip of land, and in particular to allow the purchaser a right at the rear of the said strip of land, in favor of those having a right thereto, to maintain this road or passage, alone and at his own expense, on its whole width and length opposite the said strip of land, and at the rear, to fence and maintain in same, alone and at his expense.

"c) All this part of Gore B, of the Township of Kilkenny, situate in the tenth range of the said township and being part of the township of Chertsey, being the whole northwest part of the said Gore, comprising all its width by a depth of twenty arpents, more or less, and bounded as follows: on the northwest by the eleventh range of the Township of Kilkenny and on the southeast by the remainder of the said Gore which belongs to Joseph Duval or his representatives, on the north-east side by the main line (Grande Ligne) between the Townships of Rawdon and Kilkenny, and on the other side on the southwest by the lot 1B and part of lot 1A, of the tenth range, of the said township of Kilkenny.

As the whole presently subsists with its active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to his lot of land."

Condition of sale: Each one of the above mentioned immovables shall be sold separately and each and every bidder shall be required to deposit 10% of the offer or bid on the immovable firstly designated, and 20% on the other two immovables.

This sale is made in accordance with articles 55 and following of the Bankruptcy Act, and shall have the effect of a Sheriff's sale.

November 12, 1951.

ALBERT LAMARRE,
Authorized Trustee.

10 St. James Street, East,
Montreal.

31457-46-2

Ventes par licitations

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 302,334.

Avis est ici donné qu'en vertu d'un jugement rendu par la Cour Supérieure siégeant à Montréal

Sales by Licitations

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 302,334.

Notice is hereby given that in virtue of a judgment rendered by the Superior Court at Montreal

le 8 novembre 1951, en cette cause où Dame Herménégilde Aubertin, née Marie-Reine Bolduc, des cité et district de Montréal, veuve du dit Herménégilde Aubertin, en son vivant menuisier, du même lieu, est demanderesse, et où Annette Aubertin, Lorraine Aubertin, Thérèse Aubertin, trois filles majeures, des cité et district de Montréal, Marthe Aubertin, également fille majeure, de Greenfield Park, district de Montréal, et Léo Leduc, des cité et district de Montréal, en sa qualité de curateur à Archange Aubertin, interdit, sont défendeurs, la licitation des immeubles suivants a été ordonnée, à savoir:

(a) Un emplacement ayant front sur la rue Verdun, en la Cité de Verdun, et composé comme suit: (A) d'un certain lot de terre connu et désigné comme portant le numéro cinq cent quatre-vingt-douze de la subdivision officielle du lot numéro trois mille quatre cent un, (3401-592) sur le plan et au livre de renvoi officiels de la Paroisse de Montréal, contenant le dit lot de terre vingt-cinq pieds de largeur par cent quatre pieds de profondeur, plus ou moins mesure anglaise, et (B) de la partie Nord du lot de terre contigu à celui ci-dessus décrit connu et désigné comme portant le numéro cinq cent quatre-vingt-treize de la subdivision officielle du dit lot numéro trois mille quatre cent un (3401-Pt. N. 593) sur le dit plan, contenant la dite partie de lot sept pieds de largeur par cent quatre pieds de profondeur, plus ou moins mesure anglaise, et bornée, la dite partie de lot, comme suit: en front, par la dite rue Verdun; en arrière, par une ruelle; d'un côté par le lot de terre portant le numéro cinq cent quatre-vingt-onze de la subdivision officielle du dit lot numéro trois mille quatre cent un, (3401-591), sur le dit plan; et de l'autre côté, par le résidu du dit lot de terre portant le numéro 3401-593, sur le dit plan, avec la maison, dont le mur du côté sud est mitoyen, et les autres bâtisses y érigées, la dite maison connue comme portant les numéros civiques 3075, 3077, 3079, 3081, 3083 et 3085 de la dite rue Verdun, et avec le droit de passage en commun avec toutes autres personnes y ayant droit dans la ruelle située en arrière du dit emplacement.

(b) Un emplacement situé à l'encoignure Nord-ouest des rues Lafontaine et Ville-Marie, dans le quartier Mercier, en la cité de Montréal, et composé de deux lots de terre respectivement connus et désignés comme portant les numéros deux cent quatorze et deux cent quinze de la subdivision officielle du lot numéro cinq, (5-214 et 215) sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue Pointe, contenant le premier des dits lots vingt-cinq pieds de front et le second vingt-sept pieds de front par une profondeur de quatre-vingt-cinq pieds, formant ensemble une superficie de quatre mille quatre cent vingt pieds mesure anglaise et plus ou moins, avec les maisons et autres bâtisses y érigées, les dites maisons connues comme portant les Nos. civiques 5001 à 5019 inclusivement de la dite rue Lafontaine, et avec le droit de passage en commun avec toutes autres personnes y ayant droit dans la ruelle située en arrière du dit emplacement.

(c) Un autre emplacement situé au coin nord-est de la rue Lafontaine et de la rue Ville Marie, dans le quartier Mercier, en la dite cité de Montréal, et composé de deux lots de terre respectivement connus et désignés comme portant les numéros deux cent trente-six et deux cent trente-sept de la subdivision officielle du lot numéro cinq (5-236 et 237), sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe, avec les maisons et autres bâtisses y érigées; les dites mai-

on the 8th day of November 1951, in a case wherein Mrs Herménégilde Aubertin, née Marie Reine Bolduc, of the City and District of Montreal, widow of the said Herménégilde Aubertin, in his lifetime carpenter, of the same place, is plaintiff, and wherein Annette Aubertin, Lorraine Aubertin, Thérèse Aubertin, all three spinsters and in the use of their rights, of the City and District of Montreal, Marthe Aubertin, spinster of Greenfield Park, District of Montreal, and Léo Leduc, of the City and District of Montreal, in his quality of curator to Archange Aubertin, interdict, are defendants, the licitation of the following immovables has been ordered, to wit:

(a) A piece of land fronting on Verdun street in the city of Verdun, and comprising (a) a certain lot bearing number five hundred and ninety two of the official subdivision of number three thousand four hundred and one (3401-592) on the official plan and in the book of reference of the Parish of Montreal, measuring twenty-five feet in width by one hundred and four feet in depth more or less English measure, plus (b) the North part of the lot adjacent to the lot herein above described bearing number five hundred and ninety three of the official subdivision of the said lot bearing number three thousand four hundred and one (3401-Pt.N.593) official plan and in the book of reference of the Parish of Montreal, said part of lot being seven feet in width and one hundred and four feet in depth more or less English measure, bounded as follows, to wit: in front, by Verdun street, at the rear by a lane, on one side by lot bearing number five hundred and ninety one of the official subdivision of lot three thousand four hundred and one (3401-591) on said plan, and on the other side by the remainder of said lot bearing number three thousand four hundred and one (3401-593) of said plan with the house erected thereon, the wall on the south side being a party wall, and the other buildings thereupon erected, said house bearing civic numbers 3075-3085 inclusively on Verdun Street with the right in common to the lane at the rear of the said piece of land.

(b) Another piece of land on the North-west corner of Lafontaine and Ville Marie Streets in the Mercier Ward of the City of Montreal, comprising two lots bearing respectively numbers two hundred and fourteen and two hundred and fifteen of the official subdivision of lot number five (5-214 and 215) on the official plan and in the book of reference of the Parish of Longue Pointe with a frontage of twenty-five feet for the first lot and a frontage of twenty-seven feet for the second lot, both being eighty five feet deep and having a combined area of four thousand four hundred and twenty feet more or less English measure with the houses and other buildings there upon erected, said houses bearing civic numbers 5001 5019 inclusively of Lafontaine Street, with right in common to the lane at the rear of said piece of land.

(c) Another piece of land on the North-east corner of Lafontaine and Ville Marie Streets, in the Mercier Ward, in the City of Montreal, comprising two lots bearing respectively numbers two hundred and thirty six and two hundred and thirty seven of the official subdivision of lot number five (5-236 and 237) on the official plan and in the book of reference of the Parish of Longue Pointe with the houses and other buildings thereupon erected, said houses bearing civic number-

sons connues comme portant les Nos. civiques 5021 à 5031 inclusivement de la dite rue Lafontaine, avec le droit de passage en commun avec toutes autres personnes y ayant droit dans la ruelle située en arrière du dit emplacement.

Ainsi que le tout se trouve actuellement, avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées aux dits immeubles.

Les emplacements ci-dessus désignés seront vendus séparément et adjugés aux plus offrant et dernier enchérisseur, le VINGTIÈME jour de DÉCEMBRE, 1951, à DIX heures et DEMIE de l'avant-midi, par cette Cour, au Palais de Justice à Montréal, à la chambre 31, ou dans toute autre chambre du dit Palais que la Cour désignera, aux fins de la dite vente aux enchères, le tout sujet aux clauses, charges et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au Greffe de cette Cour dans le présent dossier.

Toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à ladite licitation devra être déposée au Greffe du Prothonotaire au moins douze jours avant la date fixée pour ladite vente et adjudication, et toutes oppositions afin de conserver devront être déposées dans les six jours après l'adjudication; et à défaut pour les intéressés de déposer leur dites oppositions dans les délais prescrits, ils seront forclos de le faire, conformément à la loi.

Un dépôt de mille dollars (\$1,000.00) devra être fait par tout enchérisseur avant que son offre et enchère ne soit reçue à la dite vente, quant à l'emplacement désigné au paragraphe (a) du présent avis.

Un dépôt de deux mille dollars (\$2,000.00) devra être fait par tout enchérisseur avant que son offre et enchère ne soit reçue à la dite vente, quant à l'emplacement désigné au paragraphe (b) du présent avis.

Un dépôt de deux mille dollars (\$2,000.00) devra être fait par tout enchérisseur avant que son offre et enchère ne soit reçue à la dite vente, quant à l'emplacement désigné au paragraphe (c) du présent avis.

Montréal, 10 novembre 1951.

L'Avocat de la demanderesse,
J. EUDORE MORIER.

10 Ouest, rue St-Jacques,
Montréal.

31453-46-2-o

AVIS DE LICITATION

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, rendu le 8 novembre, 1951, dans une cause numéro 295,083 dans laquelle Henri Trudel, journalier, de la cité de Montréal, dit district, personnellement comme chef de la communauté existant entre lui et son épouse, Maud Robinson, des mêmes lieux, aux fins du partage des biens qui échoient à la communauté et pour autoriser son épouse, ladite Maud Robinson, à concourir avec lui aux fins du partage des biens qui sont exclus de la communauté et ladite Maud Robinson tant personnellement que pour concourir avec son époux aux fins du dit partage à toute fin pratique et en autant que nécessaires, sont demandeurs, et Maud Robinson, épouse contractuellement séparée de biens de William C. Hodgson et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, Maud "Mignonne" Robinson, épouse séparée de corps et de biens de Charles Navert, de la cité de Montréal,

5021-5031 inclusively on said Lafontaine Street with the use in common of the lane at the rear of said piece of land.

As the whole presently subsists with the active and passive, apparent or unapparent servitudes, attached to the said immovables.

The above described immovables will be sold separately by auction and adjudged to the highest and last bidder on the TWENTIETH day of DECEMBER, 1951, by the said Court in the Court House, district of Montreal, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon, in room 31 or in any other room of the said Superior Court designated by the judge for the purpose of the said sale, subject to the clauses, charges and conditions indicated in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the said Court in the present case.

Any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the Prothonotary at least twelve days before the date fixed for the said sale and adjudication, and any opposition for payment must be made within six days following the adjudication, and failing the parties to file the said opposition in the delay prescribed, they shall be foreclosed from so doing according to law.

A deposit of one thousand dollars (\$1,000.00) shall be required from each and every bidder before his offer and bid may be received at the said sale as to the piece of land and buildings thereupon erected described in paragraph (a) of the present notice.

A deposit of two thousand (\$2,000.00) shall be required from each and every bidder before his offer and bid may be received at the said sale as to the piece of land and buildings thereupon erected described in paragraph (b) of the present notice.

A deposit of two thousand dollars (\$2,000.00) shall be required from each and every bidder before his offer and bid may be received at the sale as to the piece of land and buildings thereupon erected, described in paragraph (c) of the present notice.

Montreal, November 10th, 1951.

J. EUDORE MORIER,
Attorney for Plaintiff.

10 St. James Street West,
Montreal.

31453-46-2-o

NOTICE OF LICITATION

Notice is given that in virtue of a judgment of the Superior Court sitting at Montreal in the District of Montreal rendered the 8th day of November 1951 in the case bearing no. 295,083 where Henri Trudel, journeyman, of the city of Montreal, said District, personally and as chief of the community existing between himself and his wife, Maud Robinson, of the same place, for the purpose of the licitation of the properties which enter into the community and to authorize his wife, the said Maud Robinson, to concur with him for the purpose of the licitation of the properties not entering into the community and the said Maud Robinson personally and to concur with her husband to the said licitation, are plaintiffs and Maud Robinson, wife separate as to property of W. C. Hodgson and the latter to authorize his wife Maud "Mignonne" Robinson, wife separate as to bed and board of Charles Navert, of the city of Montreal, district of Montreal, Craig Robinson, journeyman, of St-

district de Montréal, Craig Robinson, journaliste, de St-Henri de Mascouche, district de Joliette, Béatrice Robinson, fille majeure usant de ses droits, de Ville Jacques-Cartier, district de Montréal, Richard Robinson, rentier de St-Henri de Mascouche, district de Joliette, sont défendeurs, la licitation des immeubles ci-après désignés a été ordonnée, savoir:

1. "Un emplacement ayant front sur le boulevard Pie IX, en la cité de Montréal, et composé comme suit:

(a) Du lot de terre connu et désigné comme étant la redivision deux de la subdivision du lot numéro trois cent quarante-sixA de la subdivision officielle du lot numéro quatorze (14-346A-2), sur le plan et au livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, contenant ledit lot quarante-cinq pieds de front par trente pieds de profondeur, soit une superficie de treize cent cinquante (1,350) pieds, mesure anglaise et plus ou moins;

(b) Du lot de terre connu et désigné comme étant la redivision deux de la subdivision du lot numéro trois cent quarante-six de la subdivision officielle du lot numéro quatorze, (14-346-2), sur le plan et au livre de renvoi officiels susdits, contenant ledit lot quarante-cinq pieds de largeur par trente pieds de profondeur, soit une superficie de treize cent cinquante pieds (1,350) mesure anglaise plus ou moins;

(c) Du lot de terre connu et désigné comme étant la redivision deux de la subdivision du lot numéro trois cent quarante-cinqB, de la subdivision officielle du lot numéro quatorze (14-345B-2) sur le plan et au livre de renvoi officiels, susdits, contenant ledit lot quarante-cinq pieds de largeur par sept pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, à distraire cependant dudit lot ce certain lopin de terre de un pied de largeur par cinq pieds de profondeur à prendre à l'extrémité sud-ouest du dit lot 14-345B-2 longeant le lot N° 14-345B-3-1, et borné comme suit: au sud-ouest, par ledit lot N° 14-345B-3-1, au nord-ouest par le lot N° 14-345B-1; au Nord-est et au Sud-Est par la balance du lot N° 14-345B-2.

(d) Du lot de terre connu et désigné comme étant la redivision deux de la redivision trois de la subdivision du lot numéro trois cent quarante-cinqB de la subdivision officielle du lot numéro quatorze (14-345B-3-2) sur le plan et au livre de renvoi officiels susdits, contenant ledit lot quarante-cinq pieds de largeur par dix-huit pieds de profondeur, soit une superficie de sept cent vingt pieds (720) mesure anglaise et plus ou moins;

Avec la maison et les autres bâtisses y érigées portant les numéros civiques 2192, 2194, 2196, 2198, et 2200 du Boulevard Pie IX, et le droit de passage commun dans la ruelle connue et désignée comme étant le lot numéro 14-347 des plan et livre de renvoi officiels susdits;

Tel que le tout se trouve présentement, bornée; en front, par le Boulevard Pie IX, d'un côté par la ruelle no trois cent quarante-sept de la subdivision officielle du lot N° quatorze (14-347) des plan et livre de renvoi officiels susdits; en arrière par le lot N° 14-345A, et de l'autre côté, vers le nord-ouest, par les lots portant les numéros 14-346A-1, 14-346-1, 13,345B-1, et 14-345B-3-1, sur le même cadastre;

Avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble;

Les immeubles en premier lieu décrits seront vendus en bloc en vertu d'un jugement rendu dans cette cause par la Cour supérieure siégeant à Montréal dans le district de Montréal.

2. "Un lot de terre vague ayant front sur la rue Sainte-Claire, autrefois Boulevard Bernard,

Henri de Mascouche, district de Joliette, Béatrice Robinson, spinster of full age of Ville Jacques-Cartier, district of Montreal, Richard Robinson, gentleman, of St-Henri de Mascouche, district of Joliette, are defendants, the licitation of the immovable hereinafter designated has been ordered, to wit:

"An emplacement fronting Pie IX Boulevard and described as follows:

a) Of the lot of land known and designated as being the re-subdivision No. two of the subdivision of lot No. three hundred and forty-sixA of the official subdivision of lot No. fourteen (14-346A-2) on the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga measuring the said lot forty-five feet in width by thirty feet in depth and containing a superficial area of thirteen hundred and fifty (1350) feet, english measure more or less.

b) Of the lot of land known and designated as being the re-subdivision two of the subdivision of lot No. three hundred and forty-six of the official subdivision of lot No. fourteen (14-346-2) on the above mentioned official plan and book of reference, measuring said lot forty-five in width by thirty feet in depth and containing a superficial area of thirteen hundred and fifty (1350) feet, english measure, more or less.

c) Of lot known and designated as being the re-subdivision No. two of the subdivision of lot three hundred and forty-five B of the official subdivision of lot No. fourteen (14-345B-2) on the above mentioned official plan and book of reference measuring said lot forty-five feet in width by seven feet in depth, english measure more or less, not including however this certain piece of land of one foot in width by five feet in depth to be taken at the south-west end of said lot No. 14-345B-2 along lot No. 14-345B-3-1 and bounded as follows on the southwest by said lot No. 14-345B-3-1, on the northwest by lot No. 14-345B-1, on the northeast and southeast by the balance of lot No. 14-345B-2.

d) Of the lot of land known and designated as being the redivision two of the redivision three of the subdivision of lot No. three hundred and forty-fiveB of the official subdivision of lot No. fourteen (14-345B-3-2) on the above mentioned official plan and book of reference measuring said lot forty feet in width by eighteen feet in depth and containing a superficial area of seven hundred and twenty feet, english measure, more or less.

With the building thereon erected bearing civic numbers 2192, 2194, 2196, 2198 and 2200 of Pie IX Boulevard with the right of way in common in the lane known and designated as being lot No. 14-347 of the above mentioned official plan and book of reference.

As the whole now subsists bounded in front by Pie IX Boulevard, on one side by the lane No. three hundred and forty-seven of the official subdivision of lot No. fourteen (14-347) of the above mentioned official plan and book of reference, in the back by lot No. fourteen (14-345A) and on the other side, towards the northwest, by the lots bearing Nos. 14-346A-1, 14-346-1, 14-345B-1 and 14-345B-3-1 on the same cadaster with the servitudes active and passive, apparent or occult attached to said immovables."

The above mentioned immovables shall be sold "en bloc" as one unit by virtue of a judgment rendered in this case by the Superior Court sitting in and for the district of Montreal.

2. A vacant lot of land fronting on Ste. Claire street formerly known as Bernard Boulevard in

en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro cent quatre-vingt-trois de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre cent trois (403-583) sur le plan et dans le livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe, lequel contient vingt-sept pieds de largeur sur quatre-vingt-dix pieds de profondeur mesure anglaise, plus ou moins;

Avec droit de passage commun dans la ruelle en arrière.

Tel que le tout se trouve présentement, avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes se rattachant audit lot.

Un dépôt de \$3,000.00 devra être fait par tout enchérisseur pour que soit reçue son offre et enchère sur les immeubles en premier lieu décrits et un dépôt de \$300.00 devra être fait par tout enchérisseur pour l'immeuble en deuxième lieu décrit.

Les immeubles ci-dessus seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le MERCREDI, DIX-NEUF DECEMBRE, 1951, à DIX heures et DEMIE de l'avant-midi, heure de Montréal, Cour tenante, dans la salle d'audience no 31 du Palais de Justice de Montréal, ou dans toute autre salle indiquée par la Cour, ladite vente devant être faite sujette aux charges, clauses et conditions mentionnées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour. Toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les intéressés de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par les présentes, il seront forclos du droit de le faire.

Montréal, ce 10 novembre 1951.

Les Procureurs des demandeurs,
BLAIN, POUPART & DAGENAIS.

132 rue St-Jacques, O. Ch. 720.

Montréal, P.Q.

31454-46-2-o

the city of Montreal, known and designated as No. five hundred and eighty-three of the official subdivision of original lot No. four hundred and three (403-583) of the official plan and book of reference for the parish of Longue Pointe measuring said lot twenty-seven feet in width by ninety feet in depth, english measure more or less.

With right of way in common in the back lane. As the whole now subsists and with the servitudes active and passive, apparent or occult attached to said immovables.

A deposit of \$3000.00 shall be demanded from each and every bidder before receiving his offer or bid on the immovables described in the first place whereas a deposit of \$300.00 shall be demanded from each and every bidder before receiving his offer or bid on the immovables described in the second paragraph.

The above described immovables will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder on WEDNESDAY, the NINETEENTH of DECEMBER, 1951, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon, Montreal Time, Sitting the Court, in the Court Room No. 31, of the Court House of Montreal, or in any other room indicated by the Court, the said sale to be made subject to the charges, clauses and conditions mentioned in the list of charges files in the office of the Prothonotary of the said Court. Any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication and any opposition for payment must be filed within six days following the adjudication; and, failing the interested parties to file the said oppositions within the delays hereby limited, they shall be foreclosed from so doing.

Montréal, November 10, 1951.

BLAIN, POUPART & DAGENAIS,
Attorneys for plaintiffs.

132 St. James st. west,

Montreal.

31454-46-2-o

Ventes pour taxes

Province de Québec — District de Chicoutimi

MUNICIPALITÉ DU CANTON TACHÉ

Avis public est, par les présentes, donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du deux novembre 1951, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 207) de vendre l'immeuble ci-dessous désigné, pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dues à la corporation municipale du canton Taché (St-Nazaire) et à la commission scolaire de canton Taché (St-Nazaire) ainsi que les répartitions dues à la corporation des Syndics de la paroisse de St-Nazaire, avec intérêts et frais, et qu'en conséquence ledit immeuble sera vendu par encan public dans la salle publique de Saint-Nazaire, le DOUZE DÉCEMBRE 1951, à ONZE heures de l'avant-midi.

Toutefois, cet immeuble sera exclus de la vente, sur paiement de toutes les taxes municipales et scolaires échues jusqu'à date et les répartitions de l'église échues le ou avant le 30 juin 1951.

Sales for Taxes

Province of Quebec — District of Chicoutimi

MUNICIPALITY OF THE TOWNSHIP TACHÉ

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission by an Order dated the second of November, 1951, has ordered the undersigned in conformity with the provisions of section 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R. S.Q. 1941, chapter 207) to sell the immovable hereinunder designated in payment of arrears of taxes due the Municipal Corporation of the township Taché (St-Nazaire) and the school commission of the township Taché (St-Nazaire) and also the apportionments due to the corporation of Trustees of the parish of St-Nazaire, with interest and costs, and that consequently the said immovable will be sold by public auction, in the public hall of Saint-Nazaire, on the TWELFTH of DECEMBER, 1951, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

However, this immovable will be excluded from sale, upon payment of all municipal and school taxes due to date, and the church apportionments due on or before June 30, 1951.

Madame Veuve Siméon Bouchard:

Les lots 4 et 5, rang 1, canton Taché, sous billet de location, sauf à distraire:

a) la partie de ces lots appartenant à Aluminum Power Company Limited, pour fins de baignage.

b) Sur le résidu des dits lots 4 et 5, en faveur de Aluminum Power Company Limited, certains droits de baignage et autres décrits dans un acte enregistré à Chicoutimi sous le numéro 77,440.

Ces lots seront vendus avec bâtisses dessus construites, s'il y en a, circonstances et dépendances, et avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes pouvant les affecter.

Le prix d'adjudication de cet immeuble sera payable immédiatement.

La vente sera en outre sujette au droit de retrait et aux autres dispositions de la Loi de la Commission municipale.

Donné à Saint-Nazaire, le 5 novembre 1951.

Le Secrétaire-trésorier,

31455-46-2-o J. A. TREMBLAY.

Province de Québec

CITÉ DE SHERBROOKE

Vente de propriétés pour taxes

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, Greffier de la Cité de Sherbrooke, que les immeubles ci-dessous désignés seront vendus à l'enchère publique, à l'Hôtel de Ville, 79 nord, rue Wellington, dans la dite Cité, MERCREDI, le DOUZIÈME jour de DÉCEMBRE 1951, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires ainsi que des intérêts courus et des frais, à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente:

Madame Widow Siméon Bouchard:

Lots 4 and 5 range 1, township Taché, under location ticket, save to be deducted:

a) The part of these lots belonging to Aluminum Power Company Limited for flooding purposes.

b) Upon the residue of said lots 4 and 5, in favour of Aluminum Power Company Limited, certain flooding and other rights described in a deed registered at Chicoutimi under number 77440.

These lots will be sold with buildings thereon erected, if any circumstances and dependencies, and with all active and passive, apparent and unapparent servitudes which may affect the same.

The purchase price of said immovable shall be payable immediately.

The sale shall moreover be subject to right of redemption and other provisions of the Municipal Commission Act.

Given at Saint-Nazaire, November 5, 1951.

J. A. TREMBLAY,

31455-46-2 Secretary-Treasurer.

Province of Quebec

CITY OF SHERBROOKE

Sale of properties for taxes

Public notice is hereby given by the undersigned, City Clerk of Sherbrooke, that the hereinafter described immovables will be sold by public auction, at the City Hall, 79 Wellington St. North, in the said City, on WEDNESDAY the TWELFTH day of DECEMBER, 1951, at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy to the payment of municipal and school taxes with accrued interest and costs incurred thereon, unless the said taxes, interest and costs be paid before the sale:

Nom des propriétaires Name of property owners:	Cadastra Cadastral number
Grégoire, J. W.	196, sub. 4, Quartier Est-East Ward
Hovey Packing Co. Ltd.	Pt. 76, Pt. 77-78-79
	Pt. 80 Pt. 81 Pt. 93
	96-97 Pt. 98 sub. 1242, Quartier Sud-South Ward;
Sherbrooke City Land Co.	30-37-46-55-83-85-96-137-113-125-154-170-185-202-204-205-206-223-228, sub. 903, Quartier Nord North Ward.

Les immeubles susdits sont tous décrits aux plan officiel et livre de renvoi de la Cité de Sherbrooke.

Donné en la Cité de Sherbrooke, ce treizième jour de novembre 1951.

Le Greffier de la Cité,

31468-46-2-o ANT. DESLAURIERS.

Province de Québec

VILLE MONT-ROYAL

Avis public est par les présentes donné conformément à un arrêté en conseil en date du 22 octobre 1951, le greffier de Ville Mont-Royal vendra à l'enchère publique le septième jour de décembre 1951, à dix heures de l'avant-midi, au bureau du conseil, à l'Hôtel de ville, 90 avenue Roosevelt, Ville Mont-Royal, P.Q., de la manière prescrite par la loi, les immeubles suivants sur lesquels les taxes municipales et scolaires n'ont pas été payées:

The above immovables are all described on the Official Plan and Book of References of the City of Sherbrooke.

Given at the City of Sherbrooke, this 13th day of November 1951.

ANT. DESLAURIERS,

31468-46-2-o City Clerk.

Province of Quebec

TOWN OF MOUNT ROYAL

Public notice is hereby given that pursuant to an order of the Council made on October 22nd, 1951, the Clerk of the Town of Mount Royal will on the seventh day of December, 1951 at ten o'clock in the forenoon at the office of the Council, Town Hall, 90 Roosevelt Avenue, Town of Mount Royal, P.Q., sell at public auction in the manner prescribed by law the following immovables on which the municipal and school taxes assessed have not been paid:

Descriptions des propriétés Description of Property	Noms des propriétaires Name of Owner	Taxes non-payées Unpaid Taxes
(1) (2)	Succession-Estate J. H. Mead. Mount Royal Homesites Ltd.	\$ 9.95 98.57

(1) Subdivision 2415 du cadastre originaire 623 aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent.

(2) Un emplacement vacant situé dans Ville Mont-Royal faisant partie du lot originaire numéro 621 aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, et plus particulièrement connu sur le plan de subdivision dûment fait et déposé du dit lot originaire comme la partie sud-est de la subdivision numéro 120 (ruelle); la dite partie sud-est appartenant à Mount Royal Homesites Limited ou représentants et étant bornée sur un côté au nord-est par les lots numéros 121 et 125 de la dite subdivision, sur l'autre côté au sud-ouest par les lots numéros 117 et 118 et partie du lot numéro 119 de la dite subdivision, à une extrémité au sud-est par le lot numéro 211 de la dite subdivision étant une partie de l'avenue Roosevelt, et à l'autre extrémité au nord-ouest par une autre partie du dit lot numéro 120 de la dite subdivision de laquelle il est séparé par une ligne étant le prolongement dans une ligne directe au sud-ouest de la ligne latérale au nord ouest du dit lot numéro 125 de la dite subdivision.

(1) Lot subdivision 2415 of original Cadastre 623 on the Official Plan and Book of Reference of the Parish of St. Laurent.

(2) That certain vacant emplacement situated in the Town of Mount Royal forming part of original lot number 621 on the Official Plan and Book of Reference for the Parish of St. Laurent, and more particularly known on the subdivision plan duly made and filed of the said original lot as the south-east part of subdivision lot number 120 (lane); the said south-east part being owned by Mount Royal Homesites Limited or representatives and being bounded on one side to the north-east by lots numbers 121 and 125 of the said subdivision, on the other side to the south-west by lots numbers 117 and 118 and part of lot number 119 of the said subdivision, on one end to the south-east by lot number 211 of the said subdivision being a part of Roosevelt Avenue, and on the other end to the north-west by another part of the said lot number 120 of the said subdivision from which it is separated by a line being the prolongation in a straight line south-westerly of the north-westerly side line of said lot number 125 of the said subdivision.

Donné à Mont-Royal, ce deuxième jour de novembre 1951.

Le Greffier,
D. W. LOUGH.

31392-45-2-o

Given at Mount Royal, this second day of the month of November, 1951.

D. W. LOUGH,
Clerk.

31392-45-2-o

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES ET HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

BEAUHARNOIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris

District de Beauharnois, Province de Québec
Cour Supérieure, N° 410.

{ EDDIE PIGEON, demandeur vs RAOUL LACROIX, défendeur, et PAMPHILE LAPLANTE, es-qualité, mis-en-cause,

L'usufruit du défendeur sur le lot de terre ci-après décrit de même que la propriété des bâtisses érigées sur le dit lot, terrain et bâtisses en la possession du défendeur;

"Un lot de terre désigné au cadastre officiel de la ville de Salaberry-de-Valleyfield, sous le numéro trois-cent quarante-huit (348), mesurant quarante-huit (48) pieds en front sur quatre-vingt-seize (96) pieds de profondeur, mesure anglaise, avec toutes constructions qui y sont et y seront érigées,

Pour être vendu dans mon Bureau au Palais de Justice, à Salaberry-de-Valleyfield, district de Beauharnois, MERCREDI le 21 ième jour du mois de NOVEMBRE 1951, à 10 heures de l'avant-midi, heure solaire.

Le Shérif,
P. H. REID.
Bureau du Shérif,
ce 31ème jour d'Octobre 1951. 31250-42-2-x-o
[Première insertion: le 20 Octobre 1951.]

BEDFORD

Canada — Province de Québec
District de Bedford

Cour de Magistrat, N° 2289. { WILLIAM J. BRYAN, magasinier "Yeoman", d'Oliver, C.B., de

SHERIFF'S SALES

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

BEAUHARNOIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Province of Quebec — District of Beauharnois
Superior Court, No. 410.

{ EDDIE PIGEON, plaintiff; vs RAOUL LACROIX, defendant, and PAMPHILE LAPLANTE, es-qualité, mis-en-cause.

The usufruct of the defendant on the lot of land hereinafter described, likewise the ownership of the buildings erected on the said lot, land and buildings in the possession of the defendant.

A lot of land designated on the official cadastre for the town of Salaberry-de-Valleyfield, as number three hundred and forty-eight (348), measuring forty-eight (48) feet in front by ninety-six (96) feet in depth, English measure — with all the buildings erected or to be erected thereon.

To be sold, at my office, in the Court House, at Salaberry-de-Valleyfield, district of Beauharnois, on WEDNESDAY, the TWENTY-FIRST day of the month of NOVEMBER, 1951, at TEN o'clock in the forenoon, Standard Time.

P. H. REID,
Sheriff.
Sheriff's Office,
this 3rd day of October, 1951. 31250-42-2-x
[First insertion: October 20, 1951]

BEDFORD

Canada — Province of Quebec
District of Bedford

Magistrate's Court, No. 2289. { WILLIAM J. BRYAN, Yeoman, of Oliver, B.C., plaintiff; vs P. H.

mandeur; vs P. H. TWEED, du district d'Abercorn de Bedford, défendeur.

Comme appartenant au défendeur.

Le terrain et les bâtisses situés sur le lot N° 224 des plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Sutton, municipalité d'Abercorn, comté de Brome.

Pour être vendus à la porte de l'église catholique de la paroisse de Saint-Simon d'Abercorn, district de Bedford, MERCREDI, le VINGT-HUIT NOVEMBRE 1951, à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif,
Palais de Justice,
Sweetsburg, Qué.,
22 octobre 1951.

Le Shérif,
A. ST-MARTIN.
31297-43-2

TWEED of Abercorn District of Bedford, defendant.

As belonging to the defendant.

Land and buildings situated on lot No. 224 of the official Plan and Cadastre of the Book of Reference for the Township of Sutton, Municipality of Abercorn, County of Brome.

To be sold at the Catholic church door of the parish of Saint-Simon of Abercorn, in the District of Bedford, on WEDNESDAY, the TWENTY-EIGHTH of NOVEMBER, 1951, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Court House,
Sweetsburg, Que.,
October 22, 1951.

A. ST-MARTIN,
Sheriff.
31297-43-2-o

GASPÉ

Fieri Facias

Ottawa — Province of Ontario

Cour d'Échiquier { LE ROI (dans l'affaire de
du Canada, { l'impôt sur le Revenu
N° 37047. { et des amendements); vs AU
BON MARCHÉ LIMITÉE, défenderesse.

Un terrain situé sur le premier rang du Canton Cap-Chat, faisant partie du lot N° 66-25 du cadastre officiel, de la contenance de 80 pieds par 40 pieds, borné au Nord à la propriété de Mme Léopold Pelletier, à l'Est à la rue Côté, au Sud à Émile St-Pierre et à l'Ouest à celle d'Émilien Paquet, avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Cap-Chat, district de Gaspé, P.Q. le 28 ième jour de NOVEMBRE 1951 à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, M. J. FURLONG.
Percé, P.Q. le 22 octobre 1951. 31298-43-2-o

Le Shérif,

Exchequer Court { THE KING (in the matter
of Canada, { of the Income Tax Act
No. 37047. { and amendments) vs AU
BON MARCHÉ LIMITÉE, defendant.

A lot of land situate in the first range of the Township of Cap-Chat, forming part of lot No. 66-25 of the official cadastre, measuring 80 feet by 40 feet, bounded on the north by the property of Mme Léopold Pelletier, on the east by Côté street, on the south by Émile St-Pierre and on the west by that of Émilien Paquet — with buildings thereon erected.

To be sold, at the church door of the parish of Cap-Chat, district of Gaspé, P.Q., on the TWENTY-EIGHTH day of NOVEMBER, 1951, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, M. J. FURLONG,
Percé, P.Q., October 22, 1951. 31298-43-2

Sheriff.

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada, Province de Québec, District de Gaspé (Iles de la Madeleine)

Cour de Circuit, { GUSTAVE LAFRANCE
N° 294 { & EDGAR BOUR-
QUE, es-qualité, demandeurs,
vs CHESLEY LOHNES & AL., défendeurs.

Comme appartenant aux défendeurs: Léonard et Walter Clarke, S. 92 du lot 20, 0-2-0, lot 36, 6-2-2-24, lot 37, 3-2-0 situé à Grosse Isle, lot 13, 89-0-0, lot 25, 63-0-0 situé à l'Île Coffin, I.M.

Comme appartenant au défendeur: Lawrence Prest, domicilié à Grosse Île, I.M., un lot de terre, une maison, un garage.

Comme appartenant à Alton Clarke, domicilié à Old Harry, I.M., une maison.

Comme appartenant à Earl Clarke, domicilié à Old Harry, I.M., 15 acres de terre et un garage.

Pour être vendus à mon bureau, à Havre-Aubert, I.M. le VINGTIÈME jour de DÉCEMBRE 1951, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Député-Shérif,
NAPOLÉON BRIAND.
Bureau du Shérif,
Havre-Aubert, Iles de la Madeleine.
31485-46-2-o

LABELLE

Fieri Facias de Terris

Province de Québec, District de Labelle

Cour Supérieure, { OSCAR ROBIDOUX, com-
N° 3524 { mercant de Ste-Véroni-
que de Turgeon, district de

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada, Province of Quebec, District of Gaspé (Magdalen Islands)

Circuit Court, { GUSTAVE LAFRANCE &
No. 294 { EDGAR BOURQUE, es-
qual., plaintiffs, vs CHESLEY
LOHNES & AL., defendants.

As belonging to the defendants: Leonard & Walter Clarke, S. 92 of lot 20, 0-2-0, lot 36, 6-2-2-24, lot 37, 3-2-0 situate at Grosse Isle, lot 13, 89-0-0, lot 25, 63-0-0 situate at Coffin Islands, M.I.

As belonging to the defendant: Lawrence Prest, domiciled at Grosse Isle, M.I. A lot of land, one house, one garage.

As belonging to: Alton Clarke, domiciled of the municipality Grosse Isle, M.I., one house.

As belonging to Earl Clarke, domiciled at Old Harry, M.I., 15 acres of land, one garage.

To be sold at my office, at Amherst, M.I., the TWENTIETH day of DECEMBER 1951, at TEN o'clock in the forenoon.

NAPOLÉON BRIAND,
Deputy-Sheriff.
Sheriff's Office,
Havre-Aubert, Magdalen Islands.
31485-46-2-o

LABELLE

Fieri Facias de Terris

Province of Quebec, District of Labelle,

Superior Court, { OSCAR ROBIDOUX, trader
No. 3524 { of Ste-Véronique de Tur-
geon, district of Labelle, plain-

Labelle, demandeur, vs JULES VAN DE WIELE, autrefois de Ste-Véronique de Turgeon, district de Labelle et actuellement de lieux inconnus, défendeur.

Un certain lopin de terre désigné comme étant les lots 4 et 5, rang 4, du canton de Turgeon, comté et district de Labelle, et la bâtisse dessus érigée.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale à DEUX heures de l'après-midi, le VINGT-SEPT NOVEMBRE 1951.

Le Shérif,

ALFRED BOURDON.

Bureau du Shérif,

Mont-Laurier, le 22 octobre 1951. 31299-43-20

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

C. S. District of Montreal

Montréal à savoir: { LIONEL GAGNON demandeur vs RICHARD RHEAUME, défendeur.

"Un emplacement ayant front sur la 2e avenue, Pointe-aux-Trembles, connu et désigné sous les numéros de subdivision cent soixante-quatre et cent soixante-cinq du lot originaire numéro quatre-vingt-treize des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Pointe-aux-Trembles (93-164) et 165) avec une maison y érigée et dépendances."

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-NEUF NOVEMBRE 1951, à DIX heures du matin.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, CAISSE & HURTEAU.
Montréal, 24 octobre 1951. 31314-43-20

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: { METROPOLITAN COAL IMPORT Inc., demanderesse, vs H. FARBER, défendeur.

"Deux lots de terre, ayant front sur l'avenue Bloomfield, dans le quartier St-Jean, de la cité de Montréal, portant les numéros mille trois cent vingt-quatre et mille trois cent vingt-cinq, du lot original six cent trente-sept sur le plan et au livre de renvoi officiel de la paroisse de St-Laurent (637-1324 et 637-1325) avec toutes bâtisses y dessus érigées.

Pour être vendus, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT DÉCEMBRE 1951, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,

CAISSE & HURTEAU.

Bureau du Shérif,

[Publications du 10 novembre et du 27 octobre sont nulles].

Montréal, 14 novembre 1951. 31478-46-20

NICOLET

Fieri Facias

Canada, Province de Québec

District de Nicolet

Cour Supérieure, { GEORGES ÉTIENNE ROY, demandeur vs PAUL PATRY & ARMAND PATRY, défendeurs.

"Un terrain en la ville de Nicolet, sur la rue Caron, mesurant cent pieds de front sur soixante-quinze pieds de profondeur, désigné au cadastre renouvelé de la ville de Nicolet, comme étant

tiff, vs JULES VAN DE WIELE, formerly of Ste-Véronique de Turgeon, district of Labelle, and now of unknown place, defendant.

A certain land designed like the lot four and five, Range 4, Turgeon Canton, district of Labelle, and the building thereon erected.

To be sold at the parish church door, at TWO o'clock in the afternoon, on the NOVEMBER, TWENTY-SEVENTH, 1951.

ALFRED BOURDON,

Sheriff.

Sheriff's Office,

Mont-Laurier, October 22, 1951. 31299-43-20

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

S. C. District of Montreal

Montreal, to wit: { LIONEL GAGNON, plaintiff vs RICHARD RHEAUME, defendant.

"An emplacement fronting on Second Avenue Pointe-aux-Trembles, known and designated under subdivision numbers one hundred and sixty-four and one hundred and sixty-five of the original lot number ninety-three on the official plan and in the book of reference of the incorporated village of Pointe-aux-Trembles, (93-164 and 165) with a house erected thereon and other dependencies."

To be sold at my office, in the City of Montreal, the TWENTY-NINTH day of NOVEMBER, 1951, at TEN o'clock in the forenoon.

CAISSE & HURTEAU,

Sheriff.

Sheriff's Office,

Montreal, October 24, 1951. 31314-43-2

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: { METROPOLITAN COAL IMPORT INC. plaintiff, vs H. FARBER, defendant.

"Two lots of land, facing on Bloomfield Avenue in the St-Jean Ward of the city of Montreal, bearing numbers one thousand three hundred and twenty-four and one thousand three hundred and twenty-five, original number six hundred and thirty seven on the official plan and in the book of reference of the parish of St-Laurent (637-1324 et 637-1325) with all buildings thereon erected.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY day of DECEMBER, 1951, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CAISSE & HURTEAU,

Sheriff.

Sheriff's Office,

[Publications of the 10th of November and 27th of October are null.]

Montreal November 14, 1951. 31478-46-20

NICOLET

Fieri Facias

Canada, Province of Québec

District of Nicolet

Superior Court, { GEORGES ÉTIENNE ROY, Plaintiff, vs PAUL PATRY & ARMAND PATRY, defendants.

"A lot of land in the town of Nicolet, on Caron Street, with a frontage of one hundred feet by a depth of seventy-five feet, designated on the renewed cadastre of the town of Nicolet, as being

partie du lot numéro dix huit de la subdivision officielle du lot numéro cent soixante-dix neuf (No 179-18) et ainsi borné, en front au sud-est par la rue Caron, au sud-ouest, partie du même lot concédée à Joseph Fleurant, au nord-ouest, partie concédée à Gaston Allard, et partie concédée à Fernand et Cajetan Brochu, au nord-est au surplus du même lot N° 179-18 propriété actuelle de la succession Napoléon Trudel, avec les bâtisses dessus construites et avec en plus toutes les machineries y incorporées dont en particulier; une machine à nettoyer à sec marque Guarantee; une presse à vapeur 42 po. marque Prosperity; un fer à vapeur six livres, avec table marque Cissel; un support à moteur; une presse à vapeur 88 po, marque Hoffman, une bouilloire avec accessoires; trois unités de chauffage horizontales." A charge d'une rente foncière annuelle de \$30.00 payable le 29 septembre de chaque année et rachetable pour \$600.00 due à Antoinette Trudel, représentant la succession Napoléon Trudel suivant acte du 4 octobre 1946, devant J.-R. Dufresne, notaire à Nicolet.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Nicolet, le MERCREDI, DOUXZIÈME jour de DÉCEMBRE (1951) à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Nicolet, 31 octobre 1951. ANTONIO BLONDIN.
31408-45-2-o

RICHELIEU

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District de Richelieu

Cour de Magistrat, { LA BANQUE PROVIN.
N° 12-015. { CIALE DU CANADA,
demanderesse; vs ÉMILE

LECLERC, défendeur.

Un emplacement situé dans la paroisse de St-Joseph-de-Sorel, sur la rue St-André, concession de la Rivière Richelieu, faisant partie du lot numéro trente (30) du cadastre de la paroisse de St-Pierre-de-Sorel, mesurant 50' x 85' plus ou moins de profondeur, tenant en front ou au Sud une rue, en profondeur, la ligne séparant les nos 30 et 29, du côté Est, autre partie du numéro 30, appartenant à Rodrigue Descheneaux ou représentant Emile Latour, et du côté Ouest, autre partie du numéro 30, appartenant à Arthur Bonin. Avec maisons y érigées et leurs dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Sorel, MERCREDI le DIX-NEUF décembre 1951, à 10 heures du matin.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Sorel, le 13 novembre 1951. R. PAQUIN.
31479-46-2-o

RIMOUSKI

Fieri Facias
Ottawa — Province d'Ontario
Cour d'Echiquier du Canada

N° 29806. { LE ROI dans l'affaire de l'Impôt
sur le Revenu et des amendements, vs DR. FLORIAN DROUIN, M.D., de Lac-au-Saumon, comté de Matapédia, P.Q., défendeur.

Partie du lot N° 31, rang 1, du canton Amqui, étant un terrain d'environ 88 pieds sur 55 pieds plus ou moins, tel que clôturé, au cadastre officiel de Lac-au-Saumon, avec bâtisses dessus construites circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Lac-au-Saumon, de Matapédia, le DIX-

part of lot number eighteen of the official subdivision of lot number one hundred and seventy-nine, (No. 179-18) and bounded as follows: in front to the southeast by Caron Street, to the southwest, by part of the same lot conceded to Joseph Fleurant, on the northwest, by the part conceded to Gaston Allard, and a part conceded to Fernand and Cajetan Brochu, to the northeast, by the surplus of the same lot No. 179-18, property presently owned by the estate of Napoléon Trudel, with buildings thereon erected and with, moreover, all the machinery installed therein, in particular: one "Guarantee" dry-cleaning machine; a 42-inch "Prosperity" steam-press; a six-pound steam iron, with a Cissel table; a motor support; a 38-inch "Hoffman" steam-press, a boiler with accessories; there horizontal heating units". Subject to an annual ground rent of \$30.00, payable the 29th day of September each year and redeemable for \$600.00, due to Antoinette Trudel, representing the Estate Napoléon Trudel, according to the deed dated October 4th, 1946, before J. R. Dufresne, Notary, of Nicolet.

To be sold at the church door of the parish of Nicolet, WEDNESDAY, the TWELFTH day of DECEMBER (1951) at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, ANTONIO BLONDIN,
Nicolet, October 31, 1951. Sheriff.
31408-45-2

RICHELIEU

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District de Richelieu

Magistrate's Court, { LA BANQUE PROVIN.
No. 12-015. { CIALE DU CANADA,
plaintiff; vs ÉMILE LE-

CLERC, defendant.

An emplacement situate in the parish of St-Joseph-de-Sorel, on St-André Street, concession of the Richelieu River, forming part of cadastral lot number thirty (30) of the parish of St-Pierre-de-Sorel, measuring in depth 50' x 85', more or less, bounded in front on south by a street, in depth by the line separating numbers 30 and 29; on the east side, by another part of number 30, belonging to Rodrigue Descheneaux or representative, Emile Latour, and on the west side, by another part of number 30, belonging to Arthur Bonin. With houses and dependencies thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Sorel, WEDNESDAY, the NINETEENTH day of DECEMBER, 1951, at TEN o'clock of the forenoon.

Sheriff's Office, R. PAQUIN,
Sorel, November 13, 1951. Sheriff.
31479-46-2

RIMOUSKI

Fieri Facias
Ottawa — Province of Ontario
Exchequer Court of Canada

No. 29806. { THE KING (in the matter of the
Income Tax Act and amend-ments) ; vs DR FLORIAN DROUIN, M.D., of Lac-au-Saumon, county of Matapédia, P.Q. de-fendeur.

Part of lot No. 31, range 1, of the township Amqui, being a lot of land of about 88 feet by 55 feet more or less, as fenced in, of the official cadastre for Lac-au-Saumon — with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Lac-au-Saumon, of Matapédia, on the SEVEN-

SEPT DÉCEMBRE 1951, à ONZE heures A.M.
heure avancée.

31458-46-2-o

Le Shérif,
CHARLES GARON.

TEENTH of DECEMBER, 1951, at ELEVEN
o'clock A.M., daylight saving time.

31458-46-2

CHARLES GARON,
Sheriff.

SAINT-HYACINTHE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District de St-Hyacinthe

Cour du Magistrat, N° 13409. { GASTON TRUDEL, marchand, des cité et district de Saint-Hyacinthe, demandeur; vs OMER HÉBERT, journaliste, des mêmes lieux, défendeur;

Saisi comme appartenant au défendeur:

Un terrain connu et désigné au cadastre officiel de la paroisse de Notre-Dame de St-Hyacinthe comme étant la subdivision quatorze du lot numéro mil quatre-vingt-trois (14 de 1083), et borné comme suit: au nord-est: par la subdivision 13 du lot 1083; au sud-est: par la subdivision 11 du lot 1083; au sud-ouest: par la subdivision 15 du lot 1083; et au nord-ouest: par la subdivision 17 du lot 1083. Le dit terrain ainsi décrit étant situé en les cité et district de Saint-Hyacinthe. Avec une maison érigée, portant le numéro civique: 2455 de la rue Nelson, en les cité et district de Saint-Hyacinthe, et les autres constructions pouvant y être également dessus érigées.

Pour être vendu en mon bureau, au Palais de Justice du district de St-Hyacinthe, à St-Hyacinthe, le MERCREDI, VINGT-UNIÈME jour de NOVEMBRE 1951, à 10.30 hres a.m.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, RICHARD BOUSQUET.
Saint-Hyacinthe, le 12 octobre 1951. 31202-42-2-o

SAINT-HYACINTHE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of St-Hyacinthe

Magistrate's Court, No. 13409. { GASTON TRUDEL, merchant, of the city and district of Saint-Hyacinthe, plaintiff; vs OMER HÉBERT, of the same place, defendant;

Seized as belonging to the defendant:

A lot of land known and designated at the official cadastre for the parish of Notre-Dame-de St-Hyacinthe as being subdivision fourteen of lot number one thousand and eighty-three (14 of no: 1083), and bounded as follows: at the north-east: by subdivision 13 of lot number 1083; at the south-east: by subdivision 11 of lot number 1083; at the south-west: by subdivision 15 of lot number 1083; and at the north-west: by subdivision 17 of lot number 1083. The lot of land thus described being situate in the city and district of Saint-Hyacinthe. With a house thereon erected, bearing number 2455 Nelson Street, in the city and district of St-Hyacinthe, and other constructions which may thereon be erected.

To be sold at my office, at the Court House for the district of St-Hyacinthe, in St-Hyacinthe, on WEDNESDAY, NOVEMBER 21, 1951, à 10.30 a.m.

RICHARD BOUSQUET,
Sheriff's Office,
Saint-Hyacinthe, October 12, 1951. 31202-42-2-o

TERREBONNE

Canada, Province de Québec,
District de Terrebonne

Cour Supérieure, N° 20-157. { ARMAND MAGNAN, commerçant de Ste-Thérèse, dans le district de Terrebonne, demandeur, vs RAOUL JANSON, du même lieu, défendeur.

"Un terrain situé sur le Boulevard Brazeau, en la ville de Ste-Thérèse, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro cent-cinquante-quatre (Pt 154) au cadastre officiel du village de Ste-Thérèse de Blainville, mesurant, le dit terrain, quarante-deux pieds de largeur, en front, vers l'ouest; quarante-un pieds et neuf pouces de largeur, en arrière, vers l'est; cent quarante-deux pieds de profondeur, du côté sud, et cent-vingt-neuf pieds et trois pouces de profondeur, du côté nord, le tout plus ou moins de mesure anglaise et ayant une superficie d'environ cinq mille cinq cent quatre-vingt-quatre pieds carrés et borné comme suit: en avant, vers l'ouest, par le Boulevard Brazeau; en arrière, vers l'est, par les emplacements de la rue St-Jean; d'un côté, vers le sud, par la partie du dit lot numéro cent-cinquante-quatre, appartenant à Arthur Cyr; vers le nord, par partie du dit lot numéro cent-cinquante-quatre, appartenant à Raoul Gravel; avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église catholique de Ste-Thérèse de Blainville, le VINGT-HUIT NOVEMBRE 1951, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, ALBERT FOURNELLE.
St-Jérôme, le 23 octobre 1951. 31316-43-2-o

TERREBONNE

Canada, Province of Quebec,
District of Terrebonne

Superior Court, No. 20-157. { ARMAND MAGNAN, merchant of Ste-Thérèse, in the district of Terrebonne, plaintiff, vs RAOUL JANSON, of the same place, defendant.

"A lot of land situate on Boulevard Brazeau, in the town of Ste-Thérèse, known and designated as being part of lot one hundred fifty four (Pt-154) on the official plan and book of reference for the village of Ste-Thérèse de Blainville, measuring the said lot of land, forty-two feet in width in front towards the west, forty-one feet and 9 inches in width in rear toward the east; one hundred forty-two feet in depth on the south side and one hundred twenty-nine feet and three inches in depth on the north side, the whole more or less an English measure and having a superficial area of about 5584 square feet and bounded as follows: in the front towards the west by Boulevard Brazeau in the rear towards the east by the emplacements on St-Jean street on one side towards the south by part of lot No. 154 belonging to Arthur Cyr, towards the north by part of the lot 154 belonging to Raoul Gravel with buildings thereon erected.

To be sold at the Catholic Church door of the parish of Ste-Thérèse de Blainville, on NOVEMBER the TWENTY-EIGHTH, 1951, at TEN o'clock in forenoon.

ALBERT FOURNELLE,
Sheriff's Office,
St-Jérôme, October 23, 1951. 31316-43-2-o

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 46

Index of the Quebec Official Gazette, No. 46

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Chalifoux vs Ouellette.	3115
Hamel vs Allard.	3115

ARRÊTÉ EN CONSEIL:

1260, section "F" — Industrie et métiers de la construction dans les comtés d'Abitibi-Est, Abitibi-Ouest et al.	3115
1260, section "G" — Industrie de la chaussure dans la Province.	3116

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

3097

AVIS DIVERS:

Amicale du Collège Marie de France (Règlements).	3113
Asher Oil Company Limited (Vente d'actions).	3115
Bill sanctionné.	3114
Charlesbourg, ville de (Changement de date des élections).	3112
Dockie Mining Corporation (Directeurs).	3113
Leslie Properties Inc. (Règlement).	3114
Les Services Sociaux de Drummondville (Fondation).	3113
National Nickel Corporation Ltd. Directeurs).	3114
Quebec Women's Institutes Incorporated (Règlements).	3113
Service de Soins aux Malades et de Gardiennes à Domicile (Règlements).	3113
St-Jean, cité de (Modifiant sa charte).	3112
Syndicat des Producteurs de Lait de Senneterre (Fondation).	3114

CHARTES — ABANDON DE:

Foreign Light and Power Company	3117
J.-H. Laframboise & Compagnie Limitée	3117
Lakeshore Rest. Ltd.	3118
Les Autobus Lévis-St-Valier Ltée.	3117

COMMISSION MUNICIPALE DE QUÉBEC:

Avis d'échange d'obligations.	3118
St-Rémi d'Amherst, commissaires d'écoles (non en défaut).	3119

COMPAGNIE AUTORISÉE À FAIRE DES AFFAIRES:

Compagnie Nord-Africaine de l'Hyperphosphate Rens.	3119
--	------

DEMANDES À LA LÉGISLATURE:

Guimont, Marie-Bibianne-Simone.	3108
Lauzon, ville de	3105
Le Collège des Horlogers-Bijoutiers de la Province de Québec.	3120
Limbou, commissaires d'écoles de	3110
Louiseville, ville de	3107
Montreal Stock Exchange.	3107
Québec, cité de	3108
Roston, Dr Dan	3109
Sillery, cité de	3110
St-David-de-Falardeau, munic. de et al	3110

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Chalifoux vs Ouellette.	3115
Hamel vs Allard.	3115

ORDER IN COUNCIL:

1260, part "F" — Construction industry and trades in the counties of Abitibi-East, Abitibi-West et al.	3115
1260, part "G" — Shoe industry in the Province.	3116

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

3097

MISCELLANEOUS NOTICES:

Amicale du Collège Marie de France (By-Laws).	3113
Asher Oil Company Limited (Sale of shares).	3115
Bill sanctioned.	3114
Charlesbourg, town of (Change of date of elections).	3112
Dockie Mining Corporation (Directors).	3113
Leslie Properties Inc. (By-Law).	3114
Les Services Sociaux de Drummondville (Foundation).	3113
National Nickel Corporation Ltd, (Directors).	3114
Quebec Women's Institutes Incorporated (By-Laws).	3113
Service de Soins aux Malades et de Gardiennes à Domicile (By-Laws).	3113
St-Jean, city of (Amending its charter).	3112
Syndicat des Producteurs de Lait de Senneterre (Foundation).	3114

CHARTERS — SURRENDER OF:

Foreign Light and Power Company.	3117
J.-H. Laframboise & Compagnie Limitée.	3117
Lakeshore Rest. Ltd.	3118
Les Autobus Lévis-St-Valier Ltée.	3117

QUEBEC MUNICIPAL COMMISSION:

Notice of exchange of debentures.	3118
St-Rémi d'Amherst, School Commissioners of (No longer in default).	3119

COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS:

Compagnie Nord-Africaine de l'Hyperphosphate Rens.	3119
--	------

APPLICATIONS TO LEGISLATURE:

Guimont, Marie-Bibianne-Simone.	3108
Lauzon, town of	3105
Le Collège des Horlogers-Bijoutiers de la Province de Québec.	3120
Limbou, School Commissioners of.	3110
Louiseville, town of	3107
Montreal Stock Exchange.	3107
Québec, city of	3108
Roston, Dr Dan	3109
Sillery, city of.	3110
St-David-de-Falardeau, munic. of et al	3119

St-Hyacinthe, cité de	3110
St-Laurent, commissaires d'écoles de . .	3109
St-Laurent, paroisse de	3109
Ste-Rose, ville de	3109
Succession John Parker	3107
Trois-Rivières, cité de	3111

St-Hyacinthe, city of	3110
St-Laurent, School Commissioners of . .	3109
St-Laurent, parish of	3109
Ste-Rose, town of	3109
Estate of John Parker	3107
Trois-Rivières, city of	3111

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

DEPARTMENTAL NOTICES:

AFFAIRES MUNICIPALES:

MUNICIPAL AFFAIRS:

St-Philippe, paroisse de	3120
------------------------------------	------

St-Philippe, parish of	3120
----------------------------------	------

AGRICULTURE:

AGRICULTURE:

*Industrie Laitière:**Dairy Industry:*

Ordonnance N° 27-51 — Lac St-Jean (Erratum)	3120
--	------

Order No. 27-51 — Lake St. John (Erratum)	3120
--	------

INSTRUCTION PUBLIQUE:

EDUCATION:

Municipalité scolaire de:

School Municipality of:

Renault	3122
St-Bruno	3123
St-Joseph-d'Alma, paroisse de	3123
St-Narcisse-de-Beaurivage	3123
St-Thomas-Didyme	3123

Renault	3122
St-Bruno	3123
St-Joseph-d'Alma, parish of	3123
St-Narcisse-de-Beaurivage	3123
St-Thomas-Didyme	3123

TERRES ET FORÊTS:

LANDS AND FOREST:

*Service du Cadastre:**Cadastral Branch:*

Malhiot, canton de	3124
------------------------------	------

Malhiot, township of	3124
--------------------------------	------

TRAVAIL:

LABOUR:

Comité conjoint de bijouterie et d'horlogerie du Québec (Amendement de règlements)	3130
Comité conjoint de bijouterie et d'horlogerie du Québec (Prélèvement)	3124
Comité conjoint de l'industrie de la fabrication du métal en feuilles (Modification)	3131
Comité paritaire de l'industrie de la boulangerie de Québec (Prélèvement)	3127
Comité paritaire de l'industrie de la construction des comtés de Roberval, Lac St-Jean et al (Amendement de règlements)	3131
Comité paritaire des métiers de la construction du district de Hull (Prélèvement)	3129
Comité paritaire du commerce de gros et de détail de Rimouski (Prélèvement)	3125
Industrie de la robe dans la province de Québec (Modification)	3131
Industrie et métiers de la construction dans les comtés de Hull, Gatineau et al (Modification)	3132
Métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la région de Québec (Modification)	3134

Jewellery and Horology Joint Committee of Quebec (Amending of by-laws)	3130
Jewellery and Horology Joint Committee of Quebec (Levy)	3124
Joint Committee of the Sheet Metal Fabricating Industry (Amendment)	3131
Baking Industry Parity Committee of Quebec (Levy)	3127
Building Industry Parity Committee of the counties of Roberval, Lake St. John et al (Amending of by-laws)	3131
Parity Committee of the Building Trades of the District of Hull (Levy)	3129
Wholesale and Retail Trade Joint Committee of Rimouski (Levy)	3125
Dress industry in the Province of Quebec (Amendment)	3131
Construction industry and trades in the counties of Hull, Gatineau et al (Amendment)	3132
Barber and hairdressing trades in the district of Quebec (Amendment)	3134

TRÉSOR:

TREASURY:

*Assurances:**Insurance:*

North American Life and Casualty Company	3139
The Ministers Life and Casualty Union	3139

North American Life and Casualty Company	3139
The Ministers Life and Casualty Union	3139

EXAMENS DU BARREAU:

BAR EXAMINATIONS:

Hull: étude du droit	3140
Québec: étude du droit	3140
Richelieu, étude du droit	3140

Hull: study of law	3140
Quebec: study of law	3140
Richelieu, study of law	3140

GREFFE DE NOTAIRE:

Brousseau, Louis-Philippe. 3141

LETTRES PATENTES:

A. Brault & Fils Ltée—A. Brault & Sons Ltd. 3098
 Dockie Mining Corporation. 3099
 Dubé Construction Limitée. 3099
 F.-X. Gauthier Limitée. 3099
 J. W. Belisle & Fils Inc. 3100
 L'Amicale des Anciens Elèves du Collège de Ste-Anne-de-la-Pocatière. 3100
 Madeleine Lumber Limited. 3100
 Marquise Specialties Ltd. 3101
 National Nickel Corporation Ltd. 3141
 Picadilly Chocolate Ltd. 3101
 R. L. Metal Ltd. 3101
 Roymont Mines Limited. 3102

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

A. G. Létourneau Ltée. 3102
 Clermont Motor Limited. 3103
 Dynamax Limited. 3103
 Hôtel des Monts Inc. 3103
 Joan Richards Inc. 3103
 Jos. T. Beaudoin Ltée. 3104
 Millen & Frère Inc. 3104
 Rolland, Lafaille et Morin Inc. 3104
 Union Jobbers Co. Ltd. 3104
 W. & F. P. Currie Limited. 3105

LIQUIDATIONS AVIS DE:

La Caisse Populaire de l'Immaculée-Conception de Rouyn. 3141
 La Mutuelle des Marchands Détaillants 3142

NOMINATIONS:

Diverses. 3142

SIÈGES SICAUX:

Associated Mountain Resorts Limited 3145
 F.-X. Gauthier, Limitée. 3145
 Laurentian Investments Ltd. 3144
 Légaré Foundry Limited. 3144
 Leslie Properties Inc. 3145
 Mutual Furnishers Ltd. 3144
 National Nickel Corporation Ltd. 3146
 Roxy Amusements Ltd. 3145
 Taf Distributing Incorporated. 3144

SOUMISSIONS:

Joliette, cité de. 3148
 Maniwaki, village de. 3146
 Ste-Rose, commission scolaire de la ville de. 3149
 St-Simon-de-Drummond, commission scolaire de. 3147

VENTES, LOI DE FAILLITE:

Boucher, Léo. 3150
 Grenier, Roland. 3151

VENTES PAR LICITATION:

Aubertin vs Aubertin *et al.* 3152
 Trudel *et al* vs Robinson *et al.* 3153

VENTES POUR TAXES:

Mont-Royal, ville de. 3157

NOTARIAL RECORDS:

Brousseau, Louis-Philippe. 3141

LETTERS PATENT:

A. Brault & Fils Ltée—A. Brault & Sons Ltd. 3098
 Dockie Mining Corporation. 3099
 Dubé Construction Limitée. 3099
 F.-X. Gauthier Limitée. 3099
 J. W. Belisle & Fils Inc. 3100
 L'Amicale des Anciens Elèves du Collège de Ste-Anne-de-la-Pocatière. 3100
 Madeleine Lumber Limited. 3100
 Marquise Specialties Ltd. 3101
 National Nickel Corporation Ltd. 3141
 Picadilly Chocolate Ltd. 3101
 R. L. Metal Ltd. 3101
 Roymont Mines Limited. 3102

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

A. G. Létourneau Ltée. 3102
 Clermont Motor Limited. 3103
 Dynamax Limitée. 3103
 Hôtel des Monts Inc. 3103
 Joan Richards Inc. 3103
 Jos. T. Beaudoin Ltée. 3104
 Millen & Frère Inc. 3104
 Rolland, Lafaille & Morin Inc. 3104
 Union Jobbers Co. Ltd. 3104
 W. & F. P. Currie Limited. 3105

WINDING UP NOTICES:

La Caisse Populaire de l'Immaculée-Conception de Rouyn. 3141
 La Mutuelle des Marchands Détaillants 3142

APPOINTMENTS:

Miscellaneous. 3142

HEAD OFFICES:

Associated Mountain Resorts Limited 3145
 F.-X. Gauthier, Limitée. 3145
 Laurentian Investments Ltd. 3144
 Légaré Foundry Limited. 3144
 A. Leslie Properties Inc. 3145
 Mutual Furnishers Ltd. 3144
 National Nickel Corporation Ltd. 3146
 Roxy Amusements Ltd. 3145
 Taf Distributing Incorporated. 3144

TENDERS:

Joliette, city of. 3148
 Maniwaki, village of. 3146
 Ste-Rose, School Commission of the town of. 3149
 St-Simon-de-Drummond, School Commission of. 3147

SALES, BANKRUPTCY ACT:

Boucher, Léo. 3150
 Grenier, Roland. 3151

SALES BY LICITATION:

Aubertin vs Aubertin *et al.* 3152
 Trudel *et al* vs Robinson *et al.* 3153

SALES FOR TAXES:

Mount Royal, town of. 3157

Sherbrooke, cité de	3157	Sherbrooke, city of	3157
Taché, canton de	3156	Taché, township of	3156
VENTES PAR SHÉRIFS:		SHERIFFS' SALES:	
BEAUHARNOIS:		BEAUHARNOIS:	
Pigeon vs Lacroix. (<i>Correction</i>)	3158	Pigeon vs Lacroix. (<i>Correction</i>)	3158
BEDFORD:		BEDFORD:	
Bryan vs Tweed.	3158	Bryan vs Tweed	3158
GASPÉ:		GASPÉ:	
Lafrance <i>et al</i> vs Johnes <i>et al</i>	3159	Lafrance <i>et al</i> vs Johnes <i>et al</i>	3159
Le Roi vs Au Bon Marché Limitée.	3159	The King vs Au Bon Marché Limitée.	3159
LABELLE:		LABELLE:	
Robidoux vs Van de Wiele.	3159	Robidoux vs Van de Wiele	3159
MONTREAL:		MONTREAL:	
Gagnon vs Rhéaume	3160	Gagnon vs Rhéaume	3160
Metropolitan Coal Import Inc vs Farber.	3160	Metropolitan Coal Import Inc. vs Farber.	3160
NICOLET:		NICOLET:	
Roy vs Patry <i>et al</i>	3160	Roy vs Patry <i>et al</i>	3160
RICHELIEU:		RICHELIEU:	
La Banque Provinciale du Canada vs Leclerc.	3161	La Banque Provinciale du Canada vs Leclerc.	3161
RIMOUSKI:		RIMOUSKI:	
Le Roi vs Drouin.	3161	The King vs Drouin.	3161
SAINT-HYACINTHE:		SAINT HYACINTHE:	
Trudel vs Hébert.	3162	Trudel vs Hébert	3162
TERREBONNE:		TERREBONNE:	
Magnan vs Janson.	3162	Magnan vs Janson	3162
31486		31486	